

Radis, oseille... le retour des monnaies locales

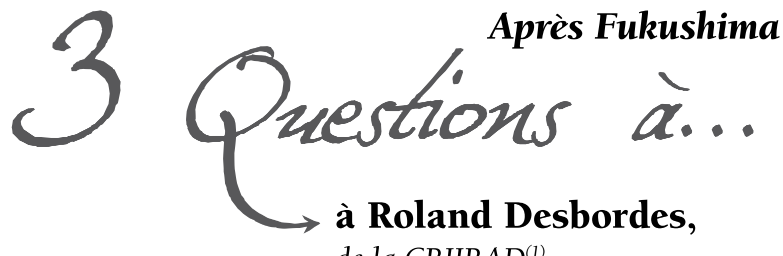
Démocratie

Sortir des violences policières

Transition

Un voyage dans le Morvan

Après Fukushima



à Roland Desbordes,

de la CRIIRAD[1],

Plusieurs mois après le début de la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon, quel est le bilan sanitaire ?

Il est impossible à faire dans l'immédiat. L'urgence est aujourd'hui de prendre des mesures pour protéger la population de la radioactivité. Le bilan sanitaire sera fait, je l'espère, plus tard. La majorité des victimes sera sur le long terme, elle ne sera pas due à de très fortes doses d'irradiation comme pour les employés de la centrale, mais à des cancers ou à d'autres maladies qui seront à corréler avec la radioactivité. Le scandale, c'est la communication des autorités japonaises et de l'industrie nucléaire, qui a infiltré les médias et les institutions de l'Etat. TEPCO a géré l'accident de manière criminelle, en cherchant à protéger son réacteur, à ne pas l'endommager avec de l'eau de mer, pensant qu'il allait redémarrer. Or, si on ne refroidit pas efficacement le cœur, la situation dégénère dans les heures qui suivent : fusion, explosions qui détruisent le confinement et laissent échapper la radioactivité… Les autorités japonaises n'ont pas évacué les populations suffisamment loin, ni suffisamment tôt. Elle n'ont pas voulu faire appel à l'aide internationale. Leur gestion est calamiteuse. Les soviétiques avaient beaucoup mieux réagi face à Tchernobyl, ils avaient éteint l'incendie en quelques jours (au péril de la vie de nombreux liquidateurs…) et construit dans les mois qui ont suivi un sarcophage pour protéger l'environnement. Aujourd'hui la situation est dite "stabilisée", mais les rejets radioactifs aériens restent largement supérieurs en une heure à ce qui est autorisé en un an ! Il n'y a toujours pas de cartographie des retombées radioactives, ni de plan efficace de surveillance des aliments !

En quoi votre rôle d'experts indépendants a-t-il évolué depuis Tchernobyl ? Etes-vous mieux reconnu-e-s ?

Il y a 25 ans, nous n'avions ni matériel, ni argent, ni personnel. Aujourd'hui, nous avons des adhérent-e-s qui nous soutiennent et une structure salariée opérationnelle qui a pu se mettre en état d'alerte maximale. Nous sommes allés chercher l'information que ne donnait pas le gouvernement japonais : quelle radioactivité dans l'air, à quelle distance ? Pourquoi ces chiffres ne sont pas disponibles ? Cela joue sur le périmètre d'évacuation. Il y a eu une contamination colossale dès les premiers jours, et les gens ont vécu avec cela. Puis il y a eu l'annonce d'un petit "nuage" radioactif sur la France. Nous avons des balises dans la vallée du Rhône, grâce auxquelles nous avons pu déterminer très précisément quand il est arrivé dans notre région, sa teneur et son évolution. Puis nous avons surveillé l'eau de pluie et les aliments, et avons diffusé des recommandations. Mais nos analyses n'ont pas été prises en compte par les autorités françaises. Le bilan fait par l'IRSN au niveau national ne permet pas de répondre à deux questions clé :

le mois de Lasserpe

RETRAITES : ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE COTISATION



DETTE PUBLIQUE : LE FMI DEMANDE DES EFFORTS À LA FRANCE



NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET VEUT RELANCER LE PHOTOVOLTAÏQUE



quoi de neuf ?

Education lente



En septembre 2010, nous publiions un dossier sur l'éducation lente, avec une présentation de l'ouvrage en catalan *Elogio de la educacion lenta*. Celui-ci est maintenant traduit et vient d'être publié en co-édition entre *Silence* et la *Chronique Sociale*.

Ce livre s'appuie sur une quinzaine de principes et développe ensuite de très nombreuses propositions concrètes.

Il est disponible en librairie ou à *Silence*. Nous nous sommes trompés sur les prix dans le précédent numéro, c'est : **13,50 € (+3 € de port).**

Manuel de transition : Déjà 5000 exemplaires vendus

Sorti en octobre 2010, le *Manuel de transition* se vend très bien : nous avons atteint les 5000 exemplaires vendus au mois de mai 2011. Environ 1300 ont été vendus directement par *S!lence,* les autres par les librairies.

Les groupes de transition se multipliant, ceux-ci peuvent obtenir le livre à un prix plus bas que le prix public. Nous vous le proposons à **160 € les 10 exemplaires** franco de port, payable avec un chèque à la commande, chèque encaissable deux mois après pour laisser le temps d'écouler les livres. Le prix public reste de **20 € (+ 4,50 € de port).**

Virement automatique

Nous avons mis en place ce virement automatique en septembre 2008. Depuis, plus de 800 personnes ont déjà choisi cette formule.

Cela a de multiples avantages : pour nous, simplification de la gestion des abonnements. Pour vous, moins de risques de louper un numéro au moment du réabonnement. Cela permet également à ceux et celles qui ont des petits revenus de mieux répartir le coût de l'abonnement sur l'année. Avec une formule plancher à 8 € par trimestre (soit le numéro à moitié prix), tout le monde peut le faire.

quand le nuage est-il arrivé sur la France, et quand et où les valeurs ont-elles été maximales ? Ce sont des paramètres clés à connaître en situation d'urgence radiologique. Heureusement que le risque n'était pas très grave. De nombreux japonais sont allés chercher des informations sur notre site internet, des liens se sont créés et un laboratoire indépendant est en train de naître au Japon.

Quels sont les risques d'accident en France ?
Un accident nucléaire grave en France est possible. Les séismes, inondations sont des aléas qui existent. On est passé près de la catastrophe à Blaye, près de Bordeaux, le 31 décembre 1999 suite à une tempête et à un raz de marée qui a mis la centrale sous les eaux. La vallée du Rhône est une zone à séismes. Des barrages pourraient lâcher, éventuellement en cascade, à la suite de tremblements de terre. La plupart des centrales n'ont pas été construites avec des normes anti-sismiques suffisantes. Comment savoir le niveau des séismes du passé ? Quelles marges de sécurité doit-on appliquer par rapport à ces séismes de référence ? Le Tricastin par exemple est sur une zone d'essaims de séismes : des secousses très brèves mais très violentes. Cela dégage moins d'énergie mais est plus destructeur. Fukushima nous montre qu'il faut sortir d'une approche probabiliste de la sûreté nucléaire. Un risque très faible mais pas nul peut se produire à tout moment.

Propos recueillis le 22 août 2011 ■

(1) **Criirad**, Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité, 471 Avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50, contact@criirad.org, www.criirad.org.





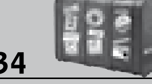
SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Monnaies locales 4 à 18

Sortir de l'industrialisme

Reconquérir son autonomie
Entretien avec Ingmar Granstedt 32

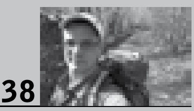
Enquête lecteurs

L'engagement écologiste et la politique
de Mimmo Pucciarelli et Guillaume Gamblin 34

Police

Pour sortir des violences policières : plus de contrôle et de formation
d'Yvette Bailly 36

Brigades de voisinage

Contrôler les pratiques policières
de Guillaume Gamblin 37

Morvan en transition

Des initiatives locales pour un changement global
de Benoît Kubiak 38

Vivre ensemble

Twin Oaks
de Noémie Capdevila 48

brèves

19 **Déscolariser la société décroissante** (Christian Araud)
19 **Décroissance et transition**
20 **Coopérer ?** (Elisabeth Maheu)
20 **Alternatives**
21 **Environnement**
22 **Nord-Sud**
22 **Société**
23 **Aide-toi, lessive tes draps** (Léo Sauvage)
23 **Femmes, hommes...**
24 **Habitat**
24 **OGM**
25 **Et si on sortait du nucléaire... militaire ?** (Patrick Hubert)
25 **Paix**
26 **Fukushima**
26 **Nucléaire**
28 **Énergie**
29 **Agenda**
31 **Annonces**
41 **Courrier**
43 **Livres**

Prochain dossier :

50 ans de presse alternative

Venez nous voir les 20 et 21 octobre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 20 et 21 octobre, 17 et 18 novembre, 15 et 16 décembre...**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h les samedis **29 octobre** (pour le n° de décembre), **26 novembre** (pour le n° de janvier), **17 décembre** (pour le n° de février)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **31 août 2011.**


Monnaies locales au Brésil D. R.


Collection de "Creditos" en Argentine D. R.


Lancement d'une monnaie locale à Toronto (Canada) D. R.



Monnaie locale à Ithaca (Etats-Unis) D. R.


Monnaie locale lancée à Totnes (Grande-Bretagne) dans le cadre d'une initiative de transition D. R.

Éditorial

Monnaies locales, monnaies sociales

Du 9e au 19e siècles, il a toujours existé des monnaies parallèles, locales ou régionales. En France, au Moyen Age, un évêché ou une ville émettait des "méreaux" qui servaient aux échanges de la vie quotidienne locale. Au 20e siècle, on trouve aussi de nombreuses expériences : le *wara* en Allemagne, le *wir* en Suisse, le *valor* en France. Ce n'est que très récemment que s'est imposée cette drôle d'idée qu'une monnaie doit être la plus générale possible, pour servir à tous les échanges, pour être convertible partout, pour cumuler toutes les fonctions : compter, évaluer, échanger, thésauriser. Un projet de monnaie locale n'a pas cette ambition et chaque groupe qui l'initie commence par déterminer ses objectifs. Il s'agit le plus souvent de remettre l'économie locale au service du social et de l'humain, dans le respect de la nature et de la vie, au lieu de simplement inciter à la spéculation et à la consommation. Un tel projet ne va pas sans limites ni fragilité, ainsi que le prouvent les témoignages sur le SOL (système d'échange local) ou l'issue de la crise en Argentine.

Silence a enquêté en France et ailleurs sur ces expériences, peut-être même des "espériences" tant ces nouvelles "espèces" portent d'espoir et d'utopies...

Marie-Pierre Najman ■

dossier

Qu'est-ce qu'une monnaie complémentaire locale ? 5
Marie-Christine Baudin et Catherine Sergent

Quelle démarche vers des monnaies de transition en France ? 7
Marie-Pierre Najman

L'espérience de Romans Bourg-de-Péage 10
entretien avec Annie Vital, Pierre Alliot et Michel Lepesant

Le SOL, une monnaie sociale sous tutelle 12
Marie-Pierre Najman

Argentine : Trocs tronqués 14
Simon Pellet-Recht

Diversité et enjeux des monnaies sociales dans le monde 16
Marie Fare

Couverture : © Marie Clem's

Qu'est-ce qu'une monnaie complémentaire locale ?

Les Abeilles, les Lucioles, les Airelles... sont les noms donnés à des monnaies complémentaires locales ; celles-ci commencent à voir le jour partout en France... comme ailleurs.

Sur la planète, il existe depuis des millénaires des expériences de systèmes économiques alternatifs. En France, depuis 2007, la monnaie complémentaire SOL a été expérimentée dans 5 régions et répond à un cahier des charges très précis(1). D'autres initiatives sont plus citoyennes : la première monnaie complémentaire locale, "l'Abeille", circule à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) depuis janvier 2010, et "les Lucioles" ont démarré en Ardèche méridionale en mars 2011. Ces deux démarches ont été accompagnées par Philippe Derudder, ancien dirigeant d'entreprise qui est désormais consultant, formateur et conseiller pour ce nouveau projet sociétal(2).

Un bon d'échange impliquant des prestataires

La monnaie complémentaire, c'est un bon d'échange entre des personnes et des prestataires appartenant à un même réseau(3). Ce bon d'échange, créé par un groupe de citoyens, permet d'effectuer des actes marchands en toute légalité. Cette circulation se faisant entre des acteurs engagés partageant les mêmes valeurs, il est fortement recommandé de rédiger ces engagements sous forme de charte. Tous les acteurs sont adhérents à une association ou une structure qui porte le fonctionnement du système. La charte se veut simple, courte et facile à mémoriser.

Comment fonctionne une monnaie complémentaire ?

Les particuliers achètent des bons d'achats en monnaie complémentaire locale (1 euro = 1 unité de monnaie locale). Ces bons sont acceptés par les professionnels adhérents. Les euros convertis constituent un fonds de garantie placé dans une banque éthique pour soutenir des projets s'inscrivant dans l'esprit de la charte. Une règle importante met en confiance les prestataires : eux seuls, les professionnels, peuvent demander la reconversion de leur éventuel surplus de monnaie locale. Les particuliers et les professionnels doivent faire circuler cette monnaie : c'est la vocation première de ce bon. Inutile de thésauriser comme avec l'euro ; pour éviter ce genre de pratique, la monnaie complémentaire locale est en général fondante, c'est-à-dire qu'elle a une période de vie au bout de laquelle elle se déprécie. Elle pourra retrouver sa valeur d'origine par l'achat de vignettes accolées aux billets pour leur redonner leur valeur d'origine (par ex. : 1 euro = 1 Abeille valable 6 mois. Le 30 juin, date butoir, la "pénalisation" de 2 % est appliquée : une vignette de 2 centimes sera payable pour rendre à l'Abeille sa pleine valeur).

Le projet Lucioles, en Ardèche, va expérimenter sans la fonte de la monnaie ; il tient compte des premiers retours de son territoire, du besoin d'une communication simple... et de l'envie d'expérimenter "la sobriété heureuse" de Pierre Rabhi.

Un dédoublement de la monnaie

Dans un tel projet, une notion importante à pointer est la notion de "dédoublement de la monnaie" : son premier parcours d'utilisation, ce sont les euros que vous versez à la structure porteuse ; ils sont déposés dans une banque éthique, par exemple la NEF, ou utilisés pour soutenir un projet local connu de l'association ; ainsi, vous savez à quoi sert votre argent. Une petite partie seulement finance les frais divers de l'association. Sacrée différence avec les produits financiers proposés par les banques et dont on ignore l'utilisation (armée, industrie pharmaceutique etc.) Le deuxième parcours (d'où la notion de dédoublement), c'est l'utilisation personnelle de la monnaie locale par vos actes d'achats avec les Lucioles ou les Abeilles que vous recevez en échange de votre versement. Pour couvrir les frais de fonctionnement et contribuer au soutien de projets, il peut être décidé de calculer une prime à l'achat versée dans un fonds.

Chaque structure fixe les règles du jeu. Il est important de réunir tous les acteurs du projet pour évaluer l'expérience, constituer des groupes

D. R.

D. R.

▲ *De haut en bas : 1, 2, 5 et 10 Abeilles ; 1 Ocitan ; 1 Luciole ; 0,2 Festisol*

(1) Lire page 12.

(2) Pionnier au sein de l'AISES (Association internationale pour le soutien aux économies sociétales) et auteur, entre autres, de *Rendre la création monétaire à la société civile* (éd. Yves Michel, 2006) et de *Une monnaie nationale complémentaire* (avec A.-J. Holbecq, Yves Michel, 2011).

(3) Attention de ne pas confondre avec le SEL (Système d'échanges locaux), qui n'implique pas de prestataires. On y échange en association des services et des choses évaluées en unités de temps (unité baptisée "grain de sel" ou autrement). Pour mémoire : voir le hors-série de *S!lence "Pour changer, échangeons"*, 1998, supplément au n° 229, 84 pp.





▲ *Échange d'Abeilles sur le marché de Villeneuve-sur-Lot*

de soutien destinés à s'entraider pour trouver des pistes concrètes d'incarnation des valeurs du réseau. Ainsi l'économie locale est dynamisée, les liens sociaux retissés et l'évolution de conscience favorisée.

Quelles sont les motivations d'un tel projet ?

En général, les hommes et les femmes qui réfléchissent à la mise en place d'une telle initiative citoyenne veulent développer une manière d'être qui sorte de la logique de "rareté", héritage de notre passé, pour aller vers une logique de sobriété heureuse. L'être humain, avec ses connaissances et les techniques disponibles aujourd'hui, peut agir sur ses comportements en observant combien la peur de manquer est présente en lui, et comment il peut reprendre confiance dans le vivant, pour se libérer des contradictions inconscientes qui lui font désirer tout à la fois une chose et son contraire. Pour parvenir aux évolutions nécessaires, notre chemin d'évolution passe, le plus souvent, par trois points de vue :

1. Plutôt que de vouloir toujours plus – ce qui se traduit par une croissance incompatible avec les possibilités de la Terre –, plus de conscience permet de produire et de consommer autrement pour développer le sentiment de suffisance.
2. Plutôt que de croire qu'il n'y a pas assez pour tous – ce qui place la compétition en position de valeur suprême du système et provoque la violence –, plus de conscience permet la coopération et, surtout, celle-ci féconde et enrichit le groupe humain.
3. En recherchant la protection d'un plus puissant que soi, l'être humain a perdu la maîtrise de son destin. Le système financier décide à sa place et conditionne ses choix : il octroie ou refuse l'argent. Avoir plus de conscience, c'est se réapproprier l'outil monétaire pour qu'il serve au lieu d'asservir, et que l'être humain maîtrise son destin et valorise la vraie richesse (le bien, le service, la nature, la vie) plutôt que son symbole : l'argent. Pour faire évoluer ces trois points de vue, le réseau de citoyens engagés sur un territoire avec un outil comme la monnaie complémentaire locale va créer, dans la vie de tous les jours, un espace où chacun peut s'exercer à développer cette nouvelle façon d'être au monde.

La structure porteuse, comme en Ardèche l'association "les Lucioles", doit donc animer des temps d'évaluation avec tous les participants engagés dans l'initiative et encourager aussi d'autres actions locales, la monnaie complémentaire n'étant que l'un des outils d'une démarche plus générale. Le chantier est vaste : il s'agit de promouvoir des expériences et des actions innovantes de développement local, dans un esprit de coopération et de solidarité, dans le respect de l'environnement et des êtres humains.

Marie-Christine Baudin
et Catherine Sergent ■

Complémentaires ou alternatives ?

La sobriété énergétique exige la relocalisation d'un maximum d'activités, et seule une monnaie *locale* peut la stimuler. Mais l'usage du qualificatif *complémentaire* donne à penser qu'une monnaie à échelle nationale ou transnationale est et restera indispensable. Peut-être aide-t-il les projets actuels à bénéficier de la bienveillance des institutions ? Pourtant, viser l'appropriation démocratique de nos conditions d'existence ne nécessite-t-il pas d'aller vers une désertion maximale de l'euro, et plus généralement le moins possible de dépendance à l'égard de toutes les trop longues chaînes de production et de décision ? Alors : plutôt des monnaies locales *alternatives* ? Employer le mot ne saurait suffire à garantir la chose, mais en débattre appelle à réfléchir sur le sens des projets en cours...

Quelle démarche vers des monnaies de transition en France ?

Quand on examine les expériences récentes de monnaie alternative, il apparaît que la lenteur de leur préparation est décisive pour leur réussite et leur maîtrise par les citoyen/nes...

Il importe qu'une équipe fortement motivée assume le démarrage du projet sur la base de valeurs claires(1). C'est bien le cas pour les trois monnaies françaises ici évoquées. A Villeneuve-sur-Lot, existait une association, *Agir pour le vivant*, qui intervenait pour "la défense et la protection de la biodiversité" sur des thèmes comme l'alimentation, l'eau ou l'énergie. "Puis, nous dit Françoise Lenoble, est venu un temps où on a abordé la question de l'économie (que fait la banque de notre argent ?), et à partir du moment où on a commencé à se poser ces questions, les réponses sont arrivées. La première étape, avec les gens aussi, c'est les aider à se poser les questions. L'action vient ensuite !"(2)

L'engagement d'une équipe

Après avoir changé de banque et créé un SEL, des citoyens, dont plusieurs membres d'*Agir pour le vivant,* ont tenté de promouvoir le Sol(3) et constaté son inadéquation : pas de carte à puce sur les marchés ! Ensuite, avec sa découverte en Allemagne puis une rencontre avec Philippe Derruder, la monnaie locale est apparue comme un outil à expérimenter sans attendre. Françoise Lenoble, ayant été organisatrice d'un salon bio et alternatif, connaissait de nombreux prestataires potentiels. "On a de suite diffusé des bouts de carton sur le marché, pour voir comment ça allait réagir..." Avec la complicité de quelques commerçant/es, il y a eu deux générations de cartons avant celle des billets, et l'appui du gérant de la Biocoop locale a été décisif. En Ardèche-sud, l'équipe "Luciole" s'est constituée après que Marie-Christine Baudin a tenté en vain d'intéresser des élu/es au projet Sol.

Ouverture, soutien mutuel et institutionnel

A Romans, il a semblé "très important que le groupe porteur du projet soit le plus ouvert possible afin de pouvoir essaimer au-delà des cercles militants". Une chance a été "d'avoir dès le départ dans le projet des commerçants, un centre social et une association écologiste". Par ailleurs, "le groupe pilote y bénéficie de la confiance et de l'estime que lui confère une expérience antérieure réussie, à savoir un Contre-Grenelle et un Forum citoyen". Pierre Alliot, un de ses membres, définit explicitement la monnaie locale comme "outil de transition". En tant que "projet citoyen", elle a obtenu rapidement le soutien de la commune et d'un centre social, et peut-être bientôt de la Région. Quant aux Abeilles, elles bénéficient à ce jour d'un local municipal et d'un crédit de photocopies, et les Lucioles sont un "noyau, joyeux, lumineux (plutôt que dur...)" de personnes ayant effectué des avances personnelles. L'important demeure, au final, de "constituer un groupe qui instaure la confiance entre les différents partenaires, parce que ça fonctionne sur la confiance !" (Françoise Lenoble)(4). Les collectifs plus anciens de Villeneuve-sur-Lot et de l'Ardèche sont prêts à soutenir les débutants, et un réseau national se constitue peu à peu. Les premières rencontres ont eu lieu deux fois en Ardèche en 2010, puis à Romans en juin 2011 et les prochaines auront lieu à Villeneuve les 15 et 16 octobre 2011(5).


François Lenoble

▲ Avec les Abeilles, on privilégie l'artisanat local

(1) Voir le premier article de ce dossier.

(2) Ainsi que le préconise aussi le *Manuel de transition* de Rob Hopkins, co-édité par *S!lence* et *Ecosociété* en 2010.

(3) Sol : monnaie alternative numérique fortement soutenue par les institutions. Lire l'article de Marie Fare p. 16 et l'interview de Frederic Bosquet p. 12.

(4) L'équipe de Romans recommande la lecture de *Monnaies régionales* de Bernard Lietaer et Margrit Kennedy (éd. Charles-Léopold Mayer, 2009), dont un chapitre s'intitule "l'Importance de la qualité du leadership".

(5) Voir sur http://agirpourlevivant.org.


Monnaie pour l'antarctique

Billet de cinq milliards pour le libre-échange

Billet des États désendettés d'Amérique

Stephen Barnwell

L'artiste Stephen Barnwell s'est lancé dans la réalisation de faux billets de banque (voir www.stephenbarnwell.com)

Sensibiliser d'abord

Attention, souligne le groupe de Romans, "à prendre le temps des fondations et à ne jamais perdre de vue le pourquoi d'un tel projet. Des heures de discussion qui peuvent paraître inutiles sont nécessaires afin que le groupe porteur du projet soit solide et cohérent." Les premières initiatives des collectifs sont toujours des rencontres-débats publiques, autour d'une vidéo(6) et très souvent en présence d'un/e ou plusieurs invité/es.

D. R.

En Ardèche-sud, le contact humain est primordial

Philippe Derruder s'est déplacé dans les trois cas. Il s'agit bien de parvenir à se poser ensemble, et toujours plus nombreux, les mêmes questions sur nos manières de vivre, et en particulier "à quoi sert notre argent ?". Il n'y a aucune "volonté de changer les autres", précise Françoise Lenoble, mais le mûrissement mutuel d'envies de "se changer soi-même", d'être plus "cohérent/es", d'entretenir des liens plus justes avec ce dont nous dépendons : le sol, le vivant, les autres. Penser ensemble à "ce qu'on pourrait faire" et commencer à le réaliser, même au détriment d'un certain "confort", s'avère alors "porteur de sens, d'espoir et de joie", et non de culpabilité.

L'objectif premier est d'obtenir des adhésions à l'association et l'extension du réseau de partenaires professionnels. L'édition de documents bien pensés à destination des particuliers et des prestataires permet, grâce à une permanence régulière dans quelques lieux publics (par exemple aux marchés de Villeneuve), d'établir des contacts et d'assurer la coordination d'un réseau pendant que se poursuivent les débats.

La garantie d'une charte

De nos jours, en Allemagne, la monnaie locale de Chiemgau (Bavière) rassemble près de 600 entreprises et 200 associations, pour un chiffre d'affaire de 4 millions d'euros. Sa circulation est accélérée par une fonte de 3 % par trimestre, et on l'utilise "parce qu'on aime sa région", pour soutenir l'économie locale, indépendamment de considérations écologiques. Une trentaine de monnaies allemandes forment ainsi le réseau REGIO.

En France, une expérience similaire est en train à Pézenas (Hérault), impulsée par le président de l'amicale des commerçants, artisans et industriels qui voit dans les bons d'achat ou de réduction de 1, 5, 10 et 20 occitans (à l'effigie de Molière) un moyen "de relancer l'économie locale et, pourquoi pas, de concurrencer les grandes surfaces".

Plus ambitieuses, les monnaies locales de Villeneuve-sur-Lot, Ardèche-sud et Romans ont choisi de se positionner de suite sur des valeurs écologiques, qui incluent bien sûr le social et "un usage relocalisé du bien public" (Romans). Toute charte est longuement débattue par l'association, "surtout les critères de non-admission" (Villeneuve).

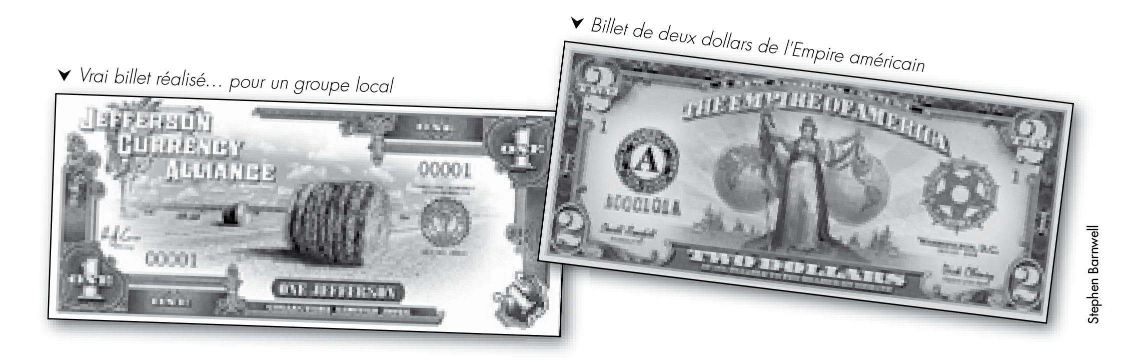
Lancement et diffusion

Le lancement de la monnaie sous forme de papier est évidemment public, par exemple lors du marché couvert pour les Abeilles, en janvier 2010. On n'hésite pas à nommer les billets "bons d'achats" et, à Villeneuve-sur-Lot, ils s'ornent de reproductions d'œuvres d'un peintre de la région. "Les gens se posaient des questions par rapport à la falsification, mais les Abeilles sont munis de protections." De plus, il faut les réactualiser deux fois par an, et ce qui a été thésaurisé perd alors 2 % ; pareil en cas de ré-échange, ce qui n'est pas pire que les "frais bancaires" des cartes de crédit et stimule la circulation. Pendant l'année de lancement, le nombre d'entreprises partenaires des Abeilles est passé de 19 à 44 et l'émission d'Abeilles a été multipliée par 5. Les entreprises locales qui les acceptent vont du restaurant au boulanger, en

(6) Voir notre encadré "Pour aller plus loin", p. 18. (7) *Le Monde Magazine*, 4 décembre 2010.

▼ Vrai billet réalisé… pour un groupe local

▼ Billet de deux dollars de l'Empire américain



Stephen Barnwell

passant par le coiffeur, le marchand de chaussures, et bien sûr la coopérative bio. Les Abeilles représentent aujourd'hui entre 10 % et 15 % du chiffre d'affaires de cette dernière. S'agissant des Lucioles (lancées en mars 2011), leur acquisition se fait auprès de comptoirs d'échange avec une parité de 1 luciole pour 1 euro. Comme pour la plupart des monnaies complémentaires, les professionnels ont la possibilité de reconvertir leur surplus en euros au taux de 97 %. Deux mois après l'acquisition des billets et le démarrage effectif du réseau, celui-ci est déjà constitué d'une trentaine de prestataires qui se sont engagés résolument et paraissent davantage conscients des enjeux que le reste de la population (une soixantaine d'adhérent/es). "Nous n'avons pas souhaité opter pour le système de fonte dont l'objectif est d'accélérer la circulation de la monnaie ; il ne nous semble pas pertinent : le consommateur doit être conscient et responsable de ses actes d'achat. De plus, la vignette destinée à redonner au billet sa valeur nominale limite sa durée de vie et conduit à une gestion chronophage : *simple is beautiful !*"



D.R.

▲ Présentation des Abeilles au marché de Villeneuve-sur-Lot

Développement et enjeux

Le billet de 50 Abeilles est en préparation et la prochaine étape sera peut-être de permettre le paiement par carte si des entreprises importantes s'associent au réseau. Cependant, rien ne sera décidé sans un débat approfondi, car l'absence d'une vraie banque alternative en France (contrairement à l'Allemagne) est un obstacle. En Allemagne, la monnaie locale est intégrée au système bancaire numérisé mais les commerçants doivent avoir un terminal spécial. Cet inconvénient n'existe pas pour les Abeilles ni les Lucioles, dont les montants autres que "ronds" se complètent en centimes d'euros.

Un économiste libéral dénigrait récemment ces expériences en les qualifiant de réservées "à un cercle restreint de militants prêts à se sacrifier"[7]. Il en déplorait également le "régionalisme" et le risque d'inflation (pourtant surtout dommageable pour ceux qui thésaurisent et prêtent avec intérêt...). Françoise Lenoble sent au contraire "que l'enthousiasme dépasse le local, qu'on est porteur de quelque chose. Depuis que la presse a parlé des Abeilles, nous sommes sans cesse sollicités pour témoigner, des projets sont en train de se monter partout, à Marseille, au Pays basque, au Havre, en Bretagne etc." Les entreprises partenaires ont remarqué qu'elles attiraient de nouveaux clients et en fidélisaient d'autres. De fait, les enjeux du moment sont avant tout politiques : comment conserver une place déterminante aux citoyen/nes face aux prestataires ou aux institutions, comment stimuler la circulation des compétences et des responsabilités au-delà des cercles militants (le groupe pilote de Romans a programmé de disparaître en mai 2012), ou encore : la monnaie locale est-elle réservée à ceux qui ont des euros à convertir ? On pourrait, comme avec le SOL-engagement, permettre de convertir directement du temps de service personnel (c'est en projet à Romans). Au final, certaines personnes s'interrogent sur le statut légal de ces monnaies en France : gageons que la multiplication rapide des expériences et leur caractère populaire compteront pour déjouer une mauvaise volonté toujours possible de l'Etat.

M.-P. N. ■

(7) *Le Monde Magazine*, 4 décembre 2010.

L'*espérience* de Romans Bourg-de-Péage

S!lence a rencontré Annie Vital, Pierre Alliot et Michel Lepesant, trois acteurs de l'association _Commune-Mesure_ qui vient de lancer une monnaie locale en 2011, sur un territoire regroupant 40 000 habitants en deux villes voisines et quelques villages.


Pierre Alliot

Lancement de la Mesure, le 28 mai 2011

Silence : Quelles étapes avez-vous déjà vécues ?

Le lancement de la *Mesure*, le 28 mai 2011, a conclu le projet. Nous avons d'abord vécu l'étape des *explorations* (mai-août 2010 : beaucoup de discussions pour comprendre ensemble ce qu'est une monnaie, une monnaie locale, ce que seront les questions qu'il faudra se poser), puis celle des *fondations* (septembre-décembre 2010 : écrire les textes qui organisent l'association Commune-Mesure et ceux qui décrivent le fonctionnement de la Mesure), enfin celle des *constructions* (janvier-mai 2011 : tracer le réseau des prestataires éthiques, fabriquer les billets "papier" convertibles en euros, construire avec d'autres acteurs du même territoire).

Qu'avez-vous d'ores et déjà appris de votre expérience ?

Nous avons pris de mieux en mieux conscience que ce projet est une "expérimentation sociale". Il s'agit, d'une part de "faire pour" ou de "faire avec" plutôt que de "faire contre" ; d'autre part, ce "faire", il s'agit de le "faire ensemble", entre participants d'un même territoire, lui-même défini au fur et à mesure de son exploration, et de le faire par la base, dans un élan ascendant (*bottom-up*) : bref, de "faire de la politique", mais autrement.

A quelles pratiques correspond ce projet ?

Le but est dans le chemin car le projet de monnaie locale est un projet citoyen, démocratique dans son objet autant que dans sa méthode. Il va donc s'agir d'expérimenter de nouvelles pratiques démocratiques. Par exemple, pour choisir le nom de notre monnaie, nous avons utilisé un "vote à l'envers" pour écarter d'abord les propositions les plus dissensuelles. A partir de six choix restants, nous avions envisagé d'expérimenter le "préférendum", une autre procédure de consensus : chaque votant indique ses préférences, une seule ou plusieurs. Mais la décision a été finalement prise au consensus. Chacun a donné ses arguments pour ou contre un nom. La "mesure" a retenu l'attention car elle véhicule de nombreuses images positives : "mesure" des quantités, des valeurs, mais aussi "dosage" et "décence", qui s'opposent à la démesure. La qualité des arguments et de l'écoute a abouti à l'unanimité sur "la Mesure". Au final, une décision n'est pas bonne parce qu'elle est prise au consensus. *C'est l'inverse :* c'est parce qu'elle est bonne qu'elle peut être validée au consensus. Le fond l'emporte largement sur la forme (la démocratie est une pratique avant d'être une série de procédures).

Comment définiriez-vous ce qu'est pour vous une monnaie locale complémentaire ?

Une monnaie *locale* c'est pour nous une monnaie citoyenne, non pas au sens moderne de l'individu démocratique qui se contente de n'être qu'un ayant-droit revendicatif, mais au sens antique de celui qui habite une "Cité", c'est-à-dire un espace public délimité territorialement, au sein duquel il exerce pleinement sa légitime *souveraineté*, soit aujourd'hui un "bassin de vie", celui de Romans Bourg-de-Péage.

Une monnaie *complémentaire* signifie pour nous un projet qui replace l'éthique avant l'économie : le projet est porté par une association, Commune-Mesure, qui va émettre des billets, la Mesure, avec l'objectif de ne pas refaire ce que fait l'euro. Dit plus directement, l'euro n'a pas d'odeur, c'est du fric qui accepte d'être un moyen d'échange n'importe où, avec n'importe qui, pour n'importe quoi. Le même euro qui peut permettre aujourd'hui d'acheter une pomme produite localement par un jeune producteur en certification peut très bien permettre demain de rémunérer au noir un travailleur exploité à produire dans

des conditions sanitaires indécentes des produits inutiles.

La Mesure veut remettre la monnaie à sa juste place : c'est l'économique qui doit être au service de la société et non l'inverse. Respecter des critères économiques n'est pas une condition suffisante pour réussir un projet, c'est juste une condition nécessaire. Et même s'il n'y avait aucun avantage économique, si l'absence de croissance faisait du jeu économique un jeu à somme nulle, cela ne voudrait pas du tout dire qu'une monnaie locale n'a aucun intérêt, car en dehors de l'intérêt économique, d'autres intérêts, à défaut d'avoir un prix, ont quand même de la valeur.

Donc, vos prestataires sont choisis selon certains critères...

Oui, la Mesure n'est pas un objectif mais seulement un moyen. Le premier critère de réussite sera donc éthique et, au sein de Commune-Mesure, nous avons adopté un sens très élargi : dans l'éthique, nous incluons le social, l'écologique, l'humain et le citoyen. Non pas pour les empiler dans une course à l'exemplarité mais pour que chacun, suivant ses possibilités et ses désirs, puisse y trouver le sens de son engagement.

La réappropriation politique de la monnaie passe à nos yeux par un triple refus : du *n'importe où*, du *n'importe qui*, du *n'importe quoi*. Pour la Mesure, *qui*, *où* et *quoi* c'est au contraire très important, au sens où cela importe également du sens dans le mécanisme de la Mesure. D'où par exemple une fonte trimestrielle de 2%. Ce triple refus est un triple choix : du *qui*, du *où*, du *quoi*. Donc la Mesure, ce ne sera pas avec n'importe qui mais seulement avec le réseau des commerçants, associations, artisans, agriculteurs éthiques, qui se seront engagés au moyen d'une convention qui a une double face : la face technique du "comment" et la face éthique du "pourquoi". Donc la Mesure, ce ne sera pas n'importe où mais seulement sur le bassin de vie Romans Bourg-de-Péage. Enfin, la Mesure, ce ne sera pas pour n'importe quoi : car ce sont bien les produits échangés et les prestations fournies avec de la Mesure qui vont lui donner son sens ; en elle-même, la Mesure n'est qu'un moyen, cela veut dire qu'à elle toute seule, elle ne suffit pas pour donner du sens. La Mesure joue ainsi le rôle d'un signe de reconnaissance, qui permet de savoir qui, où et quoi accepte de remettre l'économie au service du social, sans sacrifier ses responsabilités écologiques, dans le respect de l'humain et du citoyen. En passant devant un magasin qui affichera son acceptation de la Mesure, le client pourra se dire qu'il peut aussi se conduire en citoyen, et on peut espérer qu'il sera de plus en plus incité à donner sa préférence, au moment de faire le choix d'un achat, aux prestataires qui font vivre le même réseau. C'est là que le mécanisme de la Mesure permet à chacun de retrouver de la responsabilité : *en redonnant à chacun la maîtrise du qui, du où et du quoi.*


Pierre Alliot


Pierre Alliot


Pierre Alliot

Il aurait été plus simple de réduire la Mesure à une simple carte de fidélité ou de se contenter de rester entre producteurs bio et consommateurs "bobos". La Mesure a choisi tout au contraire de tenter une expérimentation sociale "sur la crête", une "espérience".

Propos recueillis par M.-P. N. ■


D. R.

Le SOL, une monnaie sociale sous tutelle

Initiée en 2006 par Patrick Viveret[1], la monnaie SOL mérite-t-elle la qualification d'alternative ? Les subventions européennes ayant tari, les premières expériences ont englouti du temps et des finances pour peu de résultat. Depuis, les nouveaux projets SOL cherchent davantage leur soutien auprès d'institutions locales.

A Toulouse[2], le SOL-violette a été lancé pour quatre mois d'expérimentation. Sa "gouvernance équilibrée" accorde une voix sur cinq aux habitants[3]. Seulement "plus d'une centaine de personnes ont participé bénévolement à l'élaboration du projet, et une vingtaine le soutiennent aujourd'hui au quotidien". Le SOL-violette est également sponsorisé par "des partenaires tels que GRDF, la caisse des dépôts et consignations et la fondation Vinci"[4]. Ses coupons-billets sont certifiés par un Code à bulles™ "pour se prémunir contre la falsification (exemple du *credito* argentin) et pouvoir l'échanger sur tous les territoires afin de rester un levier de transformation sociétale". La technique ici valorisée s'intègre donc au projet d'interconnexion et de traçabilité généralisées que cherchent à nous vendre nos oligarchies[5]. On peut déjà payer en SOL par téléphone portable "dans tous les territoires qui acceptent le SOL", soit potentiellement l'Europe…

"Economie sociale et solidaire" ou biens communs ?

"Quatre-vingt-dix personnes ont été sélectionnées par trois maisons de chômeurs de Toulouse afin de recevoir 30 sols par mois pendant 6 mois et découvrir des services et des produits respectueux des hommes et de la nature, et les euros placés pour nantir les SOL-violettes servent à faire du microcrédit pour des Toulousains en situation d'exclusion financière et pour financer des projets d'économie sociale et solidaire." Mais pareils projets font de la "pédagogie" et de l'"animation", pas de la politique entre humains à égalité. Ils ne visent pas des moyens d'autoproduire et de récupérer efficacement (horaires bancals, prestations au rabais, encadrement par de gentils "travailleurs sociaux" avec des obligations stérilisantes : rédiger des projets et des comptes rendus, collaborer aux agendas institutionnels, respecter des normes, des hiérarchies, des procédures, etc.). Les prestataires locaux du SOL-violette, une cinquantaine fin 2011, sont sélectionnés selon des critères d'économie sociale et solidaire, le souci environnemental venant ensuite. Les prestataires bio sont pourtant nombreux sur la liste actuelle, alors que les "solistes" qui ont très peu ou pas de revenus cherchent plutôt à acheter pas cher. Le SOL ambitionne de rémunérer des services (10 min pour 1 SOL). Va-t-on voir la liste des prestataires évoluer vers le "discount" ? Sera-t-elle "à deux vitesses" pour deux publics ? Qui exigera que l'association qui prépare des plats à la demande utilise autre chose que des denrées bon marché ? Que les stages proposés aux jeunes chômeurs soient encadrés par des éducateurs techniques correctement rémunérés ? Les projets SOL (comme celui d'un "revenu d'existence") ne leurrent-ils pas les militants tout en renforçant le contrôle social ? Ne nous déroutent-ils pas des actions pour imposer un accès égal à la terre, à l'habitat et à un bon usage des *biens communs* ?

M.-P. N. ■

(1) Philosophe, sociologue, ancien conseiller à la Cour des comptes (rapport *Reconsidérer la richesse* en janvier 2002). Nous l'avions interrogé sur la crise économique dans *Silence* n° 371.

(2) Environ 500 000 habitants.

(3) Le comité local est formé de 4 collèges (habitants, prestataires, financiers, élus) plus un collège de fondateurs avec 17 coprésidents. En est issu un comité de pilotage de 5 adhérents représentant chaque collège. Toutes les décisions se prennent au consensus et en dernier recours aux deux tiers des voix. (Les citations sont extraites d'une interview de F. Bosqué, coordinateur du projet.)

(4) Grosse entreprise dont l'ex-PDG a été condamné pour un abus de pouvoir lié à sa rémunération de retraite. Elle se distingue par un harcèlement antisyndical acharné. Vinci fait l'objet d'une campagne de boycott pour dénoncer ces projets destructeurs (Notre-Dame-des-Landes, ligne à grande vitesse…)

(5) Lire *RFID : la police totale, puces intelligentes et mouchardage électronique*, Pièces et Main-d'œuvre, éd. L'Echappée (2008).

A quoi bon acheter durable en monnaie alternative plutôt qu'en euros ?

“Mais moi j'utilise déjà mon euro dans des circuits courts ou des magasins bio et équitables, alors pourquoi alors utiliser une monnaie alternative ?” C'est une vraie question qui montre combien le citoyen engagé n'a pas encore fait de la monnaie un véritable objet politique...

1 97 % de la monnaie en circulation voyage dans les marchés financiers et seulement 3 % dans l'économie réelle.

==> *Une monnaie alternative ne circule que dans l'économie réelle !*

2 100 % des euros créés par la Banque centrale sont "achetés" par les marchés financiers et stockés sur des "parkings monétaires", en contrepartie de crédits alimentant en quasi totalité la sphère financière et non le financement de l'économie réelle.

==> *Les euros gagés contre, par exemple, des SOL-violettes, servent exclusivement à financer des habitants en situation d'exclusion financière et des entreprises locales respectueuses des hommes et de la nature.*

3 85 % de la monnaie en circulation est une monnaie de crédit : elle a une vie temporaire et est détruite dès son remboursement. Du coup, pour la remettre en circulation, il faut un nouveau crédit dont les intérêts se retrouvent dans les prix et poussent les ménages, les entreprises et les Etats à s'endetter.

==> *L'usage d'une monnaie alternative fait de l'euro une monnaie permanente, qui tournera indéfiniment dans un réseau en créant de la richesse sans refinancement par un nouveau crédit. Ainsi, nous nous désendettons collectivement.*

4 Un euro qui s'épargne sans s'investir prive l'économie réelle de sa circulation, pourtant nécessaire à la création de la richesse.

==> *Le caractère fondant des monnaies alternatives empêche la thésaurisation et encourage au contraire la circulation. Nous compensons ainsi la rareté des euros et la "fonte" sert en outre à financer des projets utiles au réseau.*

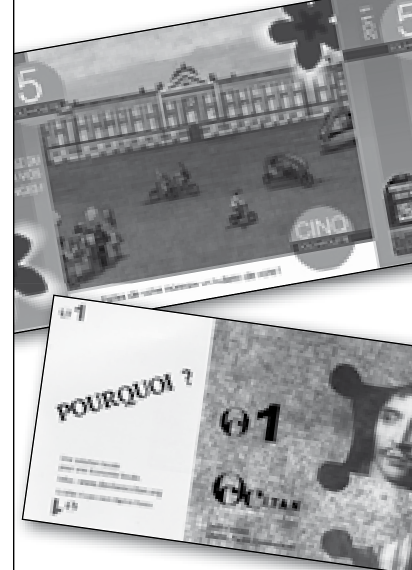
5 La monnaie en euro étant rare, les acteurs se font une guerre absurde pour récupérer la demande solvable en baissant leurs prix au détriment des hommes et de la nature.

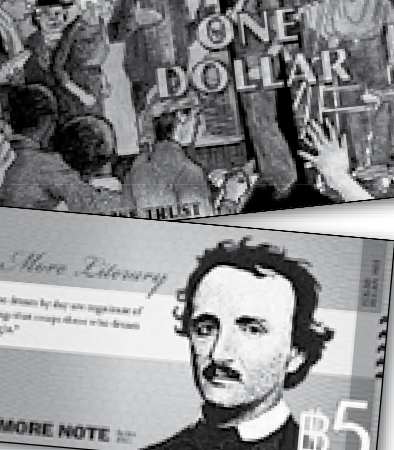
==> *En utilisant une monnaie alternative, vous augmentez votre pouvoir d'achat car, contre par exemple 20 euros, on vous donne souvent un pourcentage de coupons en plus. Et si les commerçants du réseau s'engagent à essayer de ne plus faire de "remise" (spirale à la baisse, et non maîtrise du pouvoir d'achat), ils peuvent vous "offrir" des coupons, ce qui augmente un pouvoir d'achat qui reviendra dans le réseau.*

6 On ne maîtrise ni l'origine ni la destination d'un euro. Il a pu être utilisé pour asservir un enfant au travail ou pourra l'être pour faire un placement financier dégradant la planète.

==> *Utiliser une monnaie alternative, c'est faire de votre monnaie un bulletin de vote en l'utilisant exclusivement dans un réseau qui respecte les hommes et la nature, garanti par un comité local d'agrément, par exemple sur cinq domaines : circuit court, environnement, social, épargne solidaire et participation civique.*

Frédéric Bosqué







En Amérique du Nord aussi existent plusieurs monnaies communautaires


D. R.

Différents "Créditos"

Argentine : Trocs tronqués

Le troc est né en Argentine dans un contexte économique et social difficile. Après des débuts prometteurs, il s'est progressivement effondré jusqu'à aujourd'hui. Victime de lui-même, des difficultés internes que doit affronter toute société qui se cherche, mais aussi victime d'être né en parallèle à l'économie capitaliste traditionnelle. Le vieux système l'a emporté sur le nouveau.

Fin des années 1990 : 18 % de chômage, près de la moitié de la population démunie, une inflation galopante… l'Argentine s'enfonce dans la crise. C'est de celle-ci que naît le troc, dans les mains de tous ces actifs au chômage qui ont perdu leur pouvoir de consommation. Ils mettent en place dès 1995 les premiers marchés alternatifs, créent des monnaies sociales et deviennent des "prosommateurs". Derrière ce mot barbare se cache la volonté de ne pas dissocier le producteur du consommateur, pour que chacun se sente concerné et que tous améliorent leur niveau de vie.

Une période florissante

Sept ans plus tard, la crise de 2001 aidant, les observateurs comptent environ 5000 trocs, qui rassemblent entre 150 et 20 000 "*collègues*", pour plus de 2,5 millions de personnes impliquées[1]. Les sceptiques affirment qu'on n'y trouve que des vêtements usés, mais à l'époque tout s'échange, depuis les légumes et la plomberie jusqu'aux voitures et aux maisons. Une production propre aux trocs apparaît, et un système de valeurs se développe. Une certaine euphorie touche alors les gauches mondiales, qui croient voir dans le troc argentin une alternative concrète au système monétaire capitaliste classique.

Aujourd'hui, la nostalgie

En 2011, nous sommes à Bernal, là où tout a commencé, au sud de Buenos Aires. Les immenses salles de cette ancienne usine, alors envahies de tables et chaises installées par les dizaines de milliers de troqueurs journaliers, ont laissé place à un vide assourdissant. Et à un petit musée, unique vestige d'un temps révolu. Les problèmes internes des trocs et la réapparition d'une monnaie officielle forte à partir de 2002 ont eu raison de ces initiatives extraordinaires. Dès 2006, on n'en compte plus que 1500, aujourd'hui à peine quelques centaines de petite taille. Suzanna Rivano, qui s'occupe de préserver la mémoire de ce qui fut le plus grand nœud de troc argentin[2], après en avoir été un des cadres principaux, se souvient avec nostalgie des centaines de monnaies sociales créées partout dans le pays et dans le continent. Comme personne, elle conte l'espoir de ces familles, la formation d'un lien social inédit, la survie. Elle démontre avec fierté comment les trocs se sont organisés en réseaux, dont le susnommé "Red Global de Trueque" (Réseau global de troc) né lui aussi à Bernal. Susanna n'en reste pas moins lucide et réaliste. On apprend à quel point les dirigeants n'ont pas réussi à empêcher les indésirables ("drogués, voleurs, faussaires") de phagocyter le système, ou ont profité eux-mêmes (voir en encart) de celui-ci.


D. R.

Suzanna Rivano

Attraits du capitalisme, insuffisances du troc

D'autres raisons peuvent expliquer l'état morbide du troc argentin contemporain, plus techniques, liées à la concurrence du système en place. Tout d'abord, la réinjection de la monnaie officielle, via les aides sociales, crée de l'inflation extérieure dans le troc. A ce propos, la gérante d'un troc à l'est de Buenos Aires nous a expliqué que dans sa zone les "piqueteros"[3] continuaient par exemple d'acheter leur lait en pesos provenant d'allocations sociales, pour le revendre en créditos. Par ailleurs, lorsque des pesos servent à acheter des créditos et inversement, cela entraîne des fuites dans le circuit monétaire, et donc de nouveau de l'inflation. Les dirigeants de trocs n'ont jamais réussi à apporter une réponse structurelle

(1) Ana Luz Abramovich y Gonzalo Vázquez (2004) *La experiencia del Trueque en la Argentina: otro mercado es posible*. Red de Investigadores Latinoamericanos en Economía Social y Solidaria- MAES- UNGS – Unisinos.

(2) Gomez Georgina, *La Red del Trueque Zona Oeste: socio de la economía local*, dans Mimeo, 2006.

(3) Les piqueteros sont des manifestants, souvent au chômage, qui coupent les routes pour protester. D'abord locales et spontanées à la fin des années 1990 ces actions se sont institutionnalisées pour devenir partie intégrante des luttes sociales du peuple argentin.

à ce problème. Un autre défi est de réussir à investir de grosses sommes dans des projets d'ampleur sans trahir l'idée d'une monnaie sociale que l'on ne capitalise pas, que l'on ne recherche pas pour elle-même(4). Dans son hangar transformé en troc écolo, Graciela Draguicevich explique à ce sujet que l'association Mutual Sentimiento (quartier Chacarita, Buenos Aires, 5000 troqueurs journaliers en 2002) a essayé de créer une banque mais a abandonné car le troc perdait de ses valeurs essentielles. Dans une perspective macroéconomique, il convient aussi de rappeler que les créditos ne permettent pas d'acheter des produits étrangers. En Argentine, les importations des produits à haute valeur ajoutée (télévisions, frigos...) et de matières premières se font bien en pesos. Si les créditos commencent à être utilisés comme valeur d'échange, avec des taux de change et des taux d'intérêts qui deviennent rapidement impersonnels, ils perdent leur caractère alternatif. La monnaie est sociale tant qu'elle reste, autant que faire se peut, un moyen de communication et d'échange, et non une simple mesure de la valeur. Le but à terme, dans les trocs, était donc que les activités deviennent exclusivement internes, autarciques, mais cela n'a fonctionné qu'en partie.

Des défis et des femmes

Ces questions sont autant de défis pour l'avenir du troc mondial. La faillite du troc argentin a trop souvent été rejetée sur le dos des politiciens, bien que leur rôle ne soit pas négligeable. Certains faisaient infiltrer les trocs ou favorisaient l'inflation des créditos. Mais le troc a aussi reçu le soutien d'hommes politiques, du moins dans les premiers temps. En 1997, un programme d'appui a ainsi été mis en place à Buenos Aires. Suzanna déclare qu'à l'époque, "*tout était corrompu*", et que "*les hommes politiques n'ont rien de plus ou de moins à se reprocher que chaque argentin*".

Pour voir ce qu'il reste du troc, nous retrouvons dans le petit troc de San Expedito Adela Plasencia, professeur d'économie sociale à l'université de Lujan, et spécialisée dans la thématique des monnaies locales. Quelques dizaines de femmes, peu avares en rires et bavardages, se retrouvent tous les jeudis dans cette arrière-cour, depuis 14 ans. La fonction sociale du troc est évidente et essentielle, selon Adela Plasencia. Quelques coups d'œil suffisent pour observer que, dans ce cas au moins, les prosommatrices partagent plus de commérages et de souvenirs que de marchandises. Une amie d'Adela, la gérante, explique que le "*vrai troc, celui d'avant, n'existe plus, on ne s'échange plus rien directement, sans argent, en fait cette forme de troc n'a existé qu'à la marge*". Ce qui s'échange ici, ce sont surtout des légumes, cultivés par des mères de familles sur leurs lopins de terre, des produits de première nécessité transformés (tartes) ou non (lessive), et des vêtements usés. Comme aux débuts du troc, quinze ans plus tôt.

Simon Pellet-Recht ■


Universidad Pablo de Olavide

Vente de livres en créditos

Les dérives d'un réseau

En 1995, Ruben Ravera, Carlos de Sanzo et Horacio Covas ont créé le premier club de troc à Bernal. Leur expérience est bientôt imitée et ils forment le *Réseau global de troc* (RGT) qui s'étend peu à peu dans le pays, avec un règlement commun et une monnaie commune (*créditos*). Les trois fondateurs, surnommés la "troïka de Bernal", instaurent un système d'information centralisé et l'obligation de tenir et communiquer des bilans.
En 1999, ils mettent en place une franchise : les trocs doivent "*respecter un règlement (formation, contrôle des prix, émission et distribution des créditos)*". Le RGT imprimait les créditos et les envoyait à un coordinateur qui ouvrait un club en vendant à chaque nouvel adhérent 50 créditos pour 2 pesos. Le coordinateur expédiait sa récolte de pesos au RGT qui avait ainsi "vendu de l'argent pour de l'argent"... Le RGT est ainsi devenu une entreprise qui, pour s'enrichir, n'avait qu'à imprimer et vendre de la monnaie. Ce qui l'a menée à sa perte.
Suzanna Rivano, gérante du musée de Bernal, reproche aux trois administrateurs d'avoir non pas "utilisé cette aventure pour changer l'humanité par l'honnêteté, le travail-passion, la dignité" mais d'être devenus des "politiciens" en quête de pouvoir.
Le *Réseau de troc solidaire*, né en 2001 des dissensions du réseau global, s'organise autour d'une organisation plus horizontale, plus participative.
Lire l'enquête sur le site *taoaproject.org* qui promeut les monnaies sociales.

M.-P. N. ■

(4) Krause, Martín, *Las limitaciones del trueque, dans Trueque y Economía Solidaria*, Susana Hintze, 2003.


D.R.

Lancement d'une monnaie locale à Toronto (Canada)

Diversité et enjeux des monnaies sociales dans le monde

La période contemporaine connaît une vague de monnaies sociales inédite depuis les débuts de l'industrialisation. A partir des années 80, elles se sont développées dans plus de 50 pays et il y en aurait à ce jour environ 4000.

Selon les langues, on parle de "monnaies complémentaires", de "monnaies locales", de "monnaies communautaires", parfois de "monnaies libres" : ces mots renvoient à des différences parfois considérables dans les objectifs et les moyens. On peut distinguer cinq générations de dispositifs qui se caractérisent par une organisation monétaire particulière et des rapports différents aux enjeux du "développement soutenable", de la décroissance ou de la transition.

Première et deuxième génération : inconvertibilité et petite échelle

La violente crise enclenchée en 2007-2008 a relancé l'intérêt pour les Systèmes d'échanges locaux ou SEL[(1)]. Tous utilisent une monnaie inconvertible, dont l'impact économique est limité mais la capacité transformative élevée. En effet, depuis l'expérience fondatrice de l'île de Vancouver en 1983, la majorité de ces dispositifs concerne moins d'une centaine de personnes à la fois. De plus, la faible diversité de l'offre de biens et services disponibles, accrue par la faible participation des entreprises à ces dispositifs, conduit à un nombre d'échanges restreint. Aussi leur apport concerne-t-il essentiellement la transformation des représentations et des pratiques : ils promeuvent un mode de consommation plus soutenable en favorisant le partage des biens (covoiturage, outils, équipements, etc.) et le recyclage par l'échange entre membres. Ceci permet de développer des valeurs telles que l'égalité et la solidarité, et de reconsidérer la "valeur travail" et les richesses que sont les activités domestiques ou le bénévolat.

Souvent, une fois épuisé le public a priori sensible à ces orientations, des déceptions et des désillusions sur leur portée et sur les difficultés concrètes de l'échange finissent par dominer. Cependant, certains militants nuancent le caractère négatif d'une telle interprétation en soulignant le renouvellement rapide des adhérents, la disparition des inactifs et souvent la continuation des échanges par d'autres moyens. Les banques de Temps visent à étendre ce type d'échanges à une population plus grande, en visant exclusivement les services et des échanges en temps. Elles sont parfois liées à des municipalités (Italie, pays anglo-saxons) ou à des organisations d'économie sociale et solidaire.

Troisième génération : convertibilité et partenariats locaux

Cette génération démarre avec l'Ithaca Hour, en 1991, et connaît un second souffle depuis le début des années 2000 avec les cas allemand (Regiogeld), brésilien (banques communautaires sur le modèle du Banco Palmas) et les monnaies des villes en transition. Ici, les échanges n'ont pas lieu exclusivement entre un groupe de membres mais à l'échelle d'un territoire déterminé, une ville ou une région. L'émission de monnaie sociale est généralement couverte par une réserve équivalente en monnaie nationale. L'entrée, par conversion de monnaie nationale en monnaie interne, est parfois favorisée par un taux bonifié. La conversion inverse n'est pas toujours acceptée (Ithaca Hour) ; lorsqu'elle est possible (Regiogeld), il y a des pénalités. De plus, certains dispositifs comme les Regiogeld allemands sont des monnaies fondantes et circulent donc plus vite : la somme que représente chaque billet (daté) diminue avec le temps, à moins d'y apposer un timbre-taxe du montant de la dépréciation[(2)]. Les fonds obtenus par ce biais sont utilisés pour l'organisation et le fonctionnement du dispositif, et parfois pour financer des projets

(1) Sur les SEL, voir le hors-série de *S!lence "Pour changer, échangeons"*, supplément au n° 229, 84 pp., 1998, épuisé.

(2) Par exemple 1 % par mois.

d'intérêt collectif comme dans le cas des Regios. Ces monnaies sociales, utilisables conjointement à la monnaie nationale, visent les actes de consommation quotidienne des populations du territoire concerné et reposent donc sur une acceptation par des entreprises et des commerces locaux. Un chercheur(3) a comparé une injection en monnaie nationale et une injection de monnaie sociale (les Palmas, à Fortaleza, au Brésil) : cette dernière se traduit par une augmentation du pouvoir d'achat local de 25 %. Cet effet de dynamisation peut être accru par la fonte de la monnaie mais aussi par un système de microcrédits à la production et à la consommation. Il donne accès à certains biens ou services à des personnes dans le besoin, et accroît ainsi la demande tout en favorisant l'offre locale, notamment par la création d'entreprises. Néanmoins, si la localisation des échanges à une microéchelle permet de diminuer l'empreinte écologique des échanges, rien ne garantit que ceux-ci s'orientent vers des produits plus responsables ni une production respectueuse de l'environnement. C'est pourquoi certains dispositifs (encore rares) établissent des chartes et/ou des critères de sélection des entreprises, comme deux monnaies locales en France (l'Abeille à Villeneuve-sur-Lot et la Luciole en Ardèche méridionale).(4)

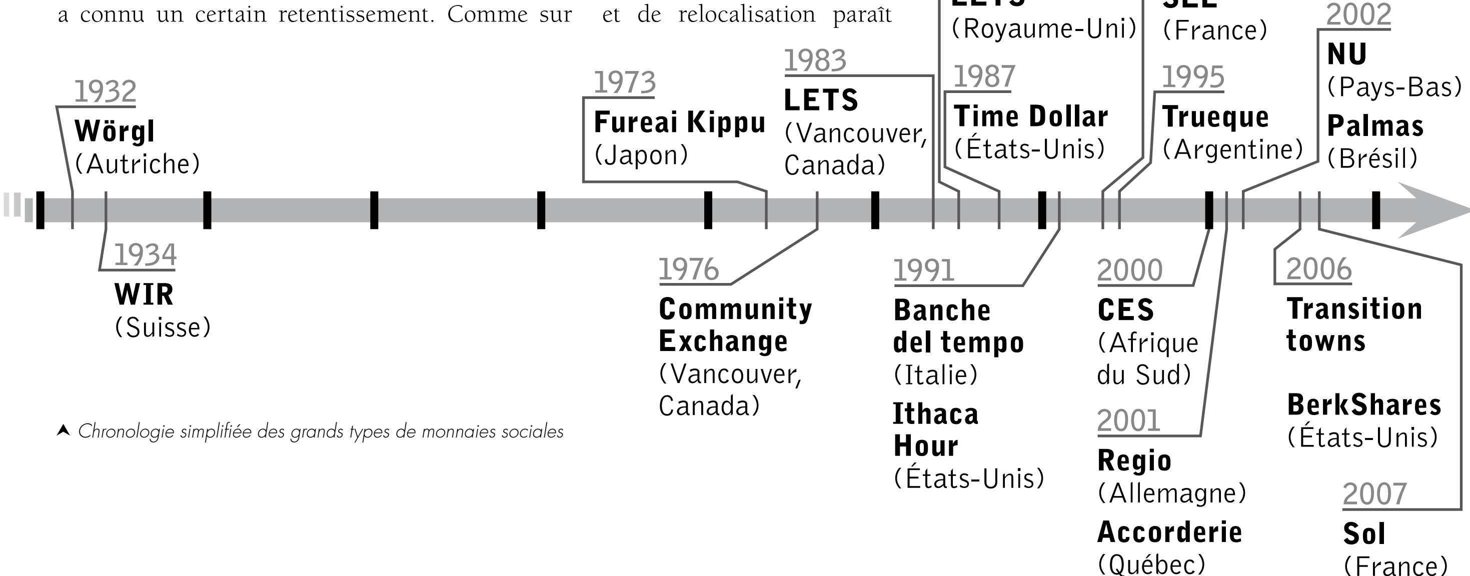
Quatrième génération : complexité et rôle central des institutions

Une quatrième génération de monnaies sociales émerge au début des années 2000. Combinant plusieurs objectifs jusqu'alors séparés, elle exige de multiples acteurs, ainsi que des solutions techniques coûteuses (carte à puce et gestion électronique). Cela conduit, dès l'expérimentation, à nouer des partenariats rapprochant collectivités locales, acteurs économiques et organisations ou programmes nationaux, voire supranationaux (Europe). La carte électronique Nu(5), expérimentée dans la ville de Rotterdam entre 2002 et 2003, a connu un certain retentissement. Comme sur une carte de fidélité classique, des points étaient distribués pour récompenser les "consom'acteurs" lors de leurs achats relevant d'une consommation soutenable (produits locaux et/ou biologiques, commerce équitable, achats de produits et services écologiquement rationnels) ou encore lors de comportements comme le recyclage. Un tel dispositif vise donc à orienter l'usage de la monnaie nationale. Son caractère éventuellement fondant accroît cet effet comme pour le Sol-coopération. Ces programmes exigeants en termes financiers et techniques présentent beaucoup de potentialités mais sont dépendants de partenariats financiers souvent fragiles. Le Nu, et en France le Sol(6), ont été soutenus par des programmes européens de courte durée. Ces projets posent également la question des conditions d'émergence d'une monnaie. On constate parfois leur difficulté à s'implanter en raison du manque de réappropriation collective d'un outil introduit par le sommet.

Cinquième génération : soutenabilité faible et niveau macro

Développés par des chercheurs anglais, d'autres dispositifs visent à affecter aux particuliers des quotas d'émission carbone sur une carte dont l'unité monétaire est le carbone. Ces quotas seraient ensuite dépensés comme une monnaie. Les transactions en carbone seraient effectuées lors du paiement des factures d'énergie et d'électricité pour l'habitat et le transport, voire pour certains produits de consommation. L'objectif est d'inciter les individus à diminuer leur consommation en se focalisant au moins sur deux sources essentielles d'émission de CO_2 : l'énergie et le transport. Ces monnaies carbone doivent résulter d'initiatives gouvernementales puisque leur fonctionnement est pensé au niveau national, voire européen ou international. A priori, l'impact au niveau local en termes de dynamisation et de relocalisation paraît

(3) Torres, en 2003.
(4) Voir p. 5.
(5) "Maintenant" en néerlandais.
(6) Voir p. 12.



▲ *Chronologie simplifiée des grands types de monnaies sociales*

Nom	Type de monnaie	Rapport aux banques	Rapport à des producteurs professionnels locaux	Rapport à l'économie capitaliste déterritorialisée	Rapport aux politiques publiques locales	Rapport aux organisations du tiers secteur ou de l'économie sociale et solidaire
LETS	Scripturale, émission dans l'échange, inconvertible	Autonome	Cela dépend des cas (peuvent être intégrés)	Autonome alternatif	Rarement connecté	Autonome
SEL	Scripturale, émission dans l'échange, inconvertible	Autonome	Autonome	Autonome alternatif	Autonome	Autonome
Banques de temps *(Royaume-Uni)*	Scripturale, émission dans l'échange, inconvertible	Autonome	Autonome	Autonome	Souvent connecté	Connecté
Ithaca Hour	Manuelle, émission préalable, convertible	Connecté	Au cœur du système	Autonome alternatif	Connecté	Connecté
Trueque *(Argentine)*	Manuelle, émission préalable, inconvertible	Autonome	Peuvent être intégrés, peut les promouvoir	Autonome alternatif	Rarement connecté	Parfois connecté
Regiogeld *(Allemagne)*	Manuelle, émission préalable, convertible	Connecté	Au cœur du système	Autonome alternatif	Rarement connecté	Connecté
Monnaies communautaires *(Brésil)*	Manuelle, émission préalable, convertible	Connecté	Au cœur du système, cherche à les promouvoir	Autonome de fait	Connecté	Connecté
Sol *(France)*	Scripturale, émission préalable (Sol affecté) ou dans l'échange (Sol coopération et Sol engagement)	Autonome	Au cœur du système (Sol coopération, Sol affecté), autonome (Sol engagement)	Autonome alternatif	Connecté	Au cœur du système

relativement négligeable. Néanmoins, compte tenu de la visibilisation de leur consommation en carbone, les individus pourraient être incités à limiter leurs émissions en freinant leurs déplacements, à réorienter leur consommation d'énergie vers le renouvelable et, si c'est pris en compte, à consommer des produits ayant un bilan carbone faible, donc surtout locaux. Pour influer réellement sur les comportements, il est primordial que les quotas carbone soient distribués en fonction des émissions effectives *diminuées d'un objectif de réduction qui augmenterait d'année en année,* conformément à des objectifs fixés au niveau national. Cette réduction progressive permettrait de réorienter véritablement vers le local les modes de production, de consommation et de vie. Un tel dispositif de cartes carbone pour tous pourrait être associé aux systèmes bancaires informatiques existants, mais les coûts de mise en œuvre et d'exploitation seraient considérables. De plus, le fichage, les inégalités sociales et la spéculation qui en résulteraient sans doute amènent à penser que des cartes de rationnement seraient plus équitables et plus efficaces(7).

Quelques pistes pour la Transition

Dans une perspective de transition vers un mode de vie soutenable, les monnaies sociales ont finalement trois objectifs à atteindre : la dynamisation des échanges et des activités au niveau local, la relocalisation de ces activités et la transformation des pratiques, des représentations et des modes de vie. Peut-on considérer qu'un seul type de monnaie pourrait remplir ces conditions ? Cela paraît difficile. On imaginera plutôt un système monétaire à plusieurs niveaux mêlant différents dispositifs complémentaires :

- Au niveau des quartiers ou des localités : des monnaies sociales "première génération" (SEL et banques de temps) afin de favoriser le partage de biens et d'informations, de développer des valeurs telles que la solidarité et l'égalité par la reconnaissance de tous, et de faire émerger les fondements d'une participation locale par le renforcement des liens sociaux, la solidarité et l'entraide.
- Au niveau régional, une monnaie ou une carte de fidélité promouvant une économie soutenable fondée sur les ressources et potentialités au niveau local, grâce à une charte incitant individus et entreprises à produire et consommer de manière plus responsable.
- Et au niveau national, voire européen ou international, une monnaie carbone qui, à condition d'être équitable et résolument dégressive, pourrait réorienter les modes de vie vers la sobriété et l'efficacité énergétique.

Au final, l'urgence pour les dispositifs existants, qui ne se construisent pas nécessairement sous la forme de partenariats avec des collectivités locales, est sans doute une reconnaissance officielle et un cadre juridique bancaire et monétaire qui les sécurisent. Actuellement, les monnaies sociales se cantonnent aux zones grises de la réglementation avec toujours un risque d'illégalité. Néanmoins, un tel cadre ne devra pas avoir pour conséquence leur intégration finale dans des objectifs de politique publique, ce qui freinerait leur capacité d'innovation en réponse à des besoins sociaux dont la révélation a d'abord lieu dans l'univers communautaire ou associatif local.

Marie Fare ■

Pour aller plus loin

- Le fameux et très pédagogique livret jaune *La Face cachée de la monnaie*. On peut se le procurer pour diffusion. 1 exemplaire : 1 € plus timbre (0,57), 10 exemplaires : 5 € (port inclus) 100 exemplaires : 43 € (port inclus) à commander auprès de Journarles, Maison de la Vie associative, 13200 Arles.
- Un livre de référence : Bernard Lietaer et Margrit Kennedy, *Monnaies régionales, de nouvelles voies vers une prospérité durable,* éd. Charles Léopold Meyer, 2008.
- Le même éditeur publie les livres de Philippe Derruder.
- Sur internet, on trouve aussi de nombreux documents, des sites, des blogs, des vidéos, des émissions radio et même des logiciels libres "pour créer sa propre banque", en général sous la rubrique "monnaie complémentaire". Le site mutualiste est http://monnaie-locale-complementaire.net/ Vous y trouverez des liens vers les expériences citées dans *Silence*.

(7) Actuellement, en Grande-Bretagne, quelques groupes de militants expérimentent le fonctionnement des monnaies carbone et le gouvernement britannique semble intéressé. En France, Yves Cochet plaide pour un rationnement de l'énergie. Lire, dans *Silence* n° 379, le dossier "Vers le rationnement ?"

Plus de 100 groupes en transition ?

Les groupes se multiplient autour du thème de la transition. Nous avons déjà connaissance des groupes en projet ou existants suivants :

01 Ain Bourg-en-Bresse, Fernay-Voltaire
04 Alpes-de-Hautes-Provence Plateau d'Albion
05 Hautes-Alpes Savournon
06 Alpes-Maritimes Mouans-Sartoux, Nice, Roquefort-les-Pins
07 Ardèche Le Teil, Vans
08 Ardennes Renwez
09 Ariège Saint-Girons
11 Aude Saint-Polycarpe, Peyriac-de-Mer
13 Bouches-du-Rhône Aix-en-Provence, Marseille, Saint-Andéol, Miramas
14 Calvados Caen
15 Cantal Aurillac, Murat
17 Charente-Maritime La Rochelle
19 Corrèze Peyrelevade
20 Corse Bastia, Haute-Corse
21 Côte d'Or Semur-en-Auxois, Dijon
22 Côtes-d'Armor Lanion, Mené (communauté de communes)
25 Doubs Besançon
26 Drôme Chapelle-en-Vercors, Die, Crest
29 Finistère Plougastel-Daoulas, Quimper
30 Gard Saint-Jean-du-Gard, Vigan, Vidourle, Congénies, Aujargues, Sommières, Bez-et-Esparon
31 Haute-Garonne Toulouse
33 Gironde Bordeaux, La Réole, Semens, Talence, Ithier
34 Hérault Montpellier, Frontignan, Lodève, vallée de Salajou
35 Ille-et-Vilaine Rennes, Fougères, Redon, Paimpont, Vitré, Irodouër, Saint-Domineuc
36 Indre Châteauroux
37 Indre-et-Loire Tours
38 Isère Chapareillan, Grenoble, Trièves, Fontaines, Revel, Charvieu-Chavagneux
40 Landes Garrey
41 Loir-et-Cher Vendôme
42 Loire Forez
44 Loire-Atlantique Nantes, Saint-Nazaire
45 Loiret Châteauneuf-sur-Loire, Orléans
46 Lot Senaillac-Lauzes
47 Lot-et-Garonne Villeneuve-sur-Lot
49 Maine-et-Loire Saint-Macaire-en-Mauges
52 Haute-Marne Potentille, Chaumont, Langres
53 Mayenne Mayenne
54 Meurthe-et-Moselle Nancy
57 Moselle Thionville, Yutz, Vieux Lixheim
59 Nord Lille, Roubaix
63 Puy-de-Dôme Clermont-Ferrand
64 Pyrénées-Atlantiques Bayonne, Biarritz, Gan, Jurançon, Lourdes, Pau, Salies-de-Béarn, Estialescq
67 Bas-Rhin Saverne
69 Rhône Lyon Croix-Rousse, Lyon Guillotière, Lyon 3e-6e, Tassin-la-Demi-Lune, Villeurbanne, Saint-Genis-Laval
71 Saône-et-Loire Auxy
73 Savoie Chambéry, Maurienne
74 Haute-Savoie Viuz-en-Sallaz
75 Paris Objectif résilience, Paris 13e, Paris 15e, Paris 17e, Paris 18e
76 Seine-Maritime Rouen, Bois-Guillaume
78 Yvelines Saint-Quentin-en-Yvelines, Villiers-Saint-Frédéric
81 Tarn Albi, Gaillac; Aussillon
82 Tarn-et-Garonne Montauban
83 Var Centre Var, Seyne-sur-Mer, Fréjus
84 Vaucluse Avignon
85 Vendée Challans, Beauvoir-sur-Mer
88 Vosges Plombières-les-Bains, Saulcy-sur-Meurthe, Saint-Dié, Déodatie
89 Yonne Sens
91 Essonne
92 Hauts-de-Seine Bagneux, Malakoff, Nanterre
93 Seine-Saint-Denis Montreuil-sous-Bois
94 Val-de-Marne Sucy-en-Brie
95 Val d'Oise
97 La Réunion
Belgique Ath, Bruxelles-Centre, Bruxelles-Schaerbeek, Bruxelles-Saint-Jean, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Grez-Doiceau, Orp-Jauche, Saint-Josse
Suisse Genève

Les groupes sont invités à s'inscrire sur le site www.transitionfrance.fr.

décroissance, transition…

Déscolariser la société décroissante

Le premier sujet abordé[1] par un des penseurs de la décroissance[2], Ivan Illich (1926-2002), a été une institution respectable et respectée : l'école. Les médias de l'époque ont largement diffusé ses thèses malgré leur aridité et leur caractère « gênant ». En effet, sa conclusion a été que l'école, supposée développer les savoirs des écoliers, finissait par échapper à tout contrôle en devenant hétéronome. L'institution se muait en une énorme machine dont les buts réels étaient tout à fait étrangers à l'objectif originel. D'abord, elle tendait à se promouvoir elle-même et ensuite à maintenir la société (en général) dans l'état où elle était.

Sur le premier aspect, Illich anticipait sur le thème cher à Claude Allègre du temps où il était ministre socialiste de l'éducation nationale : « il faut dégraisser le mammouth ! ». Ce thème a été repris mécaniquement par le président Sarkozy dans le cadre plus général d'une politique d'économies budgétaires. En fait, la critique d'Illich était beaucoup plus radicale : il fallait toujours plus de moyens, d'enseignants, de locaux, de temps pour produire des êtres à peine dégrossis, qui ne maîtrisaient pas tous les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) et qui sortaient en masse de l'institution sans connaître grand-chose. Autrement dit, le problème est essentiellement qualitatif et non pas quantitatif.

Sur le deuxième aspect, Illich précédait aussi certaines des thèses qui ont rendu célèbre le sociologue Pierre Bourdieu sur la « reproduction » sociale. Le système scolaire impliquait l'apprentissage par les nouvelles générations du respect de ce qui est (ou fut). En deux mots : la reproduction des élites. L'ascenseur social grâce à l'école a aujourd'hui pratiquement cessé de fonctionner[3], mais les élites sont toujours recrutées largement par méritocratie scolaire.

L'autonomie avait autrefois existé sous la forme de savoirs transmis par le milieu familial et professionnel d'abord, par la grande école de la vie ensuite. L'hétéronomie avait pris la place et tenait fermement l'institution. De façon provocatrice, pour Illich le système éducatif, tel qu'il était pratiqué dans les pays qui sont si fiers du leur, produisait essentiellement des ignares.

Aujourd'hui, le débat de fond est toujours occulté et le message d'Ivan Illich toujours non écouté. La gauche réclame plus - ou au minimum autant - de moyens matériels et humains pour la grande priorité qu'est l'éducation nationale. La droite veut garder le même système, mais faire en sorte qu'il coûte moins cher pour permettre à la France de rester compétitive sur le marché international.

Selon moi, certains aspects du mouvement de la transition de Rob Hopkins en Angleterre relance le débat dans la bonne direction. En effet, la transition nécessite une implication concrète de tous les citoyens, des plus jeunes aux plus vieux dans la construction d'une nouvelle société résiliente.

De façon implicite, les transitionneurs veulent que leurs enfants « apprennent » sur le terrain des techniques comme le jardinage, le bricolage, la couture, etc., autrement dit qu'ils éduquent leurs mains comme leur cerveau.

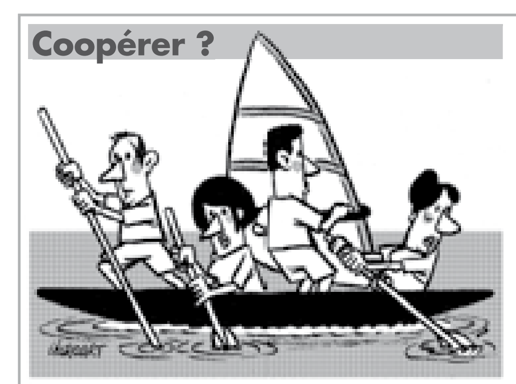
De façon explicite, le mouvement fait appel aux « vieux » pour qu'ils transmettent aux adultes des techniques « oubliées » mais néanmoins indispensables dans un monde résilient comme la mécanique traditionnelle, la ferronnerie, l'herboristerie, etc. Tous ces domaines ont été jetés aux oubliettes au profit de technologies dites avancées où seul un spécialiste arrive à dominer le sujet.

Il reste un énorme travail à faire pour revenir à l'essentiel, c'est à dire à l'éducation de tous à l'autonomie dans une société résiliente. Comme le proposait Illich il y a maintenant 40 ans, il faut déscolariser la société décroissante !

Christian Araud

(1) *Une société sans école* (1971).
(2) Encore qu'Illich n'ait pas utilisé ce terme dans ses nombreux écrits.
(3) Ce qui n'était pas vrai en 1971.

Coopérer ?



Malgré l'envie de s'y mettre à plusieurs, et la conviction, dans les milieux associatifs, du bien-fondé de la coopération, il nous arrive de déchanter. Chaque mois, Elisabeth Maheu nous aide à déjouer les pièges de tout travail d'équipe.*

On met quoi sur la banderole ?

Il s'agissait de préparer la manif. On discutait à bâtons rompus sur le projet de centrale nucléaire… Au bout d'un moment, Joseph demanda timidement : « Excusez-moi, ce n'est qu'une idée, ce n'est peut-être pas le moment, mais on pourrait voir ensemble. On met quoi sur la banderole ? ». Camille et Dom continuèrent leur échange passionné. L'heure passait. Deux copines quittèrent la pièce pour aller coucher leurs petits. « On pourrait faire chacun sa banderole », suggéra Paul. Camille rétorqua « Non, il faut une banderole unitaire. Y'a qu'à mettre : « EPR, non, non, non ! C'est du bidon (radioactif)! » Sourires. Personne ne s'oppose. Il est tard. Le groupe se disperse mollement. On ne saura ce soir-là ni l'heure de la manif, ni son parcours...

De quoi s'excuse Joseph ? Pourquoi se sent-il si peu légitime pour proposer au groupe une tâche concrète ? Quid de la créativité collective ? Qui se sentira vraiment porteur du slogan de Camille ? Et combien de réunions faudra-t-il encore ? Pourquoi toujours cette méfiance vis-à-vis de tout ce qui est « organisation » ? Alors que convivialité et nécessité de cadrer le travail d'équipe ne s'opposent pas. Le fait de se mettre d'accord à l'avance sur la personne qui rendra au groupe le service d'animer la réunion ne signifie pas se soumettre à un leader. Au contraire, formaliser le fonctionnement, c'est justement ce qui permet la parole de chacun et le partage du pouvoir. L'animateur de la réunion invite chacun à se présenter. Il rappelle l'objectif, collecte des informations utiles. Il propose quelques règles du jeu et demande l'assentiment du groupe : préciser l'heure de fin, hiérarchiser les points à traiter en fonction de l'urgence et de l'importance, répartir les durées. Qui surveille le temps ? Qui fait le compte-rendu ? Qui le valide ? On envoie quoi à qui ?

Le fait de faire un tour systématique de tous les points de vue donne à chacun l'occasion de s'exprimer sans être coupé. Le fait de commencer par un petit silence réflexif permet à chacun d'élaborer son avis à l'abri des leaders. L'animateur reformulera parfois des propos maladroits, pour que les éventuels reproches, incompréhensions, inquiétudes ou agacements puissent être accueillis avant que vienne le temps d'argumenter. Chacun a le droit de se taire, mais certaines personnes ont besoin d'être délicatement sollicitées. L'animateur n'hésite pas à recadrer avec bienveillance et fermeté l'intervention intempestive ou trop longue. On distinguera une action à évaluer suivant des critères préétablis, de son auteur, sur lequel on évitera tout jugement moral.

On préservera le temps de faire la synthèse des décisions, des points encore à traiter, des tâches à réaliser, avant de remercier chacun pour sa coopération. Conclure formellement la réunion à l'heure dite n'empêchera pas les couche-tard de refaire le monde sur le pas de la porte !

Elisabeth Maheu

Mouvement pour une Alternative Non-violente, auteure du livre *Sanctionner sans punir*, Lyon, Chronique sociale, 2009.

Corrèze

Le battement d'ailes

Le centre écologique et culturel *Le battement d'ailes* se propose d'accompagner les individus, les collectifs et les territoires dans leurs passages à l'acte pour contribuer à un développement responsable et solidaire. Une association a vu le jour en 2005 et les travaux de construction viennent de s'achever. Le Centre propose maintenant des chantiers participatifs, des stages de formation, des animations et des places d'hébergement en gîte. *Le battement d'ailes* est membre du réseau Repas, réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires. Il accueille des jeunes porteurs de projet en alternance. Particularité de cet éco-lieu : une forte implication dans les domaines artistiques (résidence d'artistes). *Association Le Battement d'ailes, Lauconie, 19150 Cornil, tél. : 05 55 26 49 98, www. lebattementdailes. org.*



D.R.

Corse

Eco-lieu Fondale

L'association Fondale développe en Corse un écovillage et veut ouvrir cinq éco-gîtes et une aire de camping avec une dizaine d'emplacements sur la commune de Tallone (15 km d'Aléria). Un sentier existe déjà qui rejoint le village, un autre est en projet pour rejoindre la mer. L'association organise pour le moment des chantiers participatifs pour faire avancer ce projet (sous forme de Wwoofing ou autre).
Un ermitage, présent à l'écart dans la propriété est un lieu de silence, de contemplation et de méditation. Des personnes peuvent y venir. Une SCI, société civile immobilière a été mise en place pour rassembler des partenaires qui souhaitent investir sur le lieu. Des activités seront développées autour de l'accueil touristique, mais également pour favoriser la gestion forestière du lieu, l'économie rurale, l'écosystème naturel… L'ensemble est autoconstruit, de manière saine, en respectant le cycle de l'eau, le traitement des déchets, la production alimentaire bio, la sobriété énergétique et le recours aux renouvelables. *Association Fondale, 20270 Tallone, tél. : 06 13 24 85 69 ou 06 23 74 39 70, www.association-fondale.com.*

Lyon

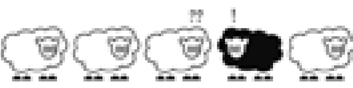
Maladie, handicap et bien-être

Depuis quinze ans, l'association *Nova* offre une pause bien-être à des personnes confrontées à la maladie et au handicap. Dans son local de Lyon 1er, elle propose des activités de créativité, de convivialité, de bien-être et de relation à soi qui permettent aux participant-e-s de rompre leur solitude, d'échanger, de se vivre autrement hors de toute stigmatisation. Nova n'entre plus dans la politique de subventions de l'État et a été contrainte de licencier ses deux salariés en mai 2011. Son avenir est en danger. Elle a besoin de soutien pour continuer à vivre : *Nova, 8, rue Fernand-Rey, 69001 Lyon. www.nova-lyon.fr.*

Autriche & Allemagne

Vieillir autrement

Nées dans des villages autrichiens et repris depuis en Allemagne, les *Zeitbank* [banque du temps] fonctionnent un peu comme les SEL [Systèmes d'échanges locaux] en France, mais s'adressent plutôt aux seniors. Il s'agit de proposer son aide à des personnes. Les heures de bénévolat sont comptabilisées sur un compte… et vous pouvez les récupérer lorsque vous commencez à être trop vieux pour certaines activités. Donc les plus vaillants aident les plus dépendants. La majorité des membres ont plus de 55 ans, mais on peut commencer à préparer sa vieillesse plus tôt. La méthode permet à des personnes malades ou âgées d'éviter de partir de chez elles et fonctionne plutôt bien. A reprendre en France ? (source : *Le Colibri solidaire et distributif*, n°5, mars 2011, Mulhouse).



Drôme

Tourisme au pas des mules



D. R.

Les Muletiers proposent des voyages à pied principalement dans le Vercors et les Cévennes, de deux à six jours, avec des mules pour porter les bagages, la nourriture et l'hébergement. Parcours adapté selon les capacités de chacun. Départ et arrivée des marches devant des gares pour éviter tout recours à l'automobile. Empreinte écologique minimale. *Les Muletiers, La Jarjatte, 26620 Lus-la-Croix-Haute, tél : 06 77 80 58 56, www.tetedemule.org.*

Paris

La Rôtisserie

La Rôtisserie est un restaurant associatif alternatif autogéré situé dans le bas de Belleville qui existe depuis 1999. Créé par des habitants du quartier, à midi, c'est un restaurant de quartier avec des prix très raisonnables. Le soir, les locaux sont prêtés à des associations qui y organisent des activités autour d'un repas ou des repas de soutien. Depuis leur création, plus de 150 associations ont bénéficié de cette opportunité. En 2005, le local est mis en vente. L'association se mobilise alors pour réunir les fonds nécessaires et fait savoir qu'elle veut acheter. La loi lui donne la priorité… Et pourtant, entre temps, ils apprennent qu'une personne de l'agence immobilière qui suit la vente, a acheté avant eux. Leur erreur : avoir créé pour l'achat un GIE, Groupement d'intérêt économique, en oubliant de l'inscrire au registre du commerce. Un délai leur est accordé jusqu'en 2007 pour rester dans les lieux… mais avec un loyer exorbitant. Depuis, la lutte est engagée pour faire reconnaître leurs droits : soit ils sont prioritaires pour acheter, soit ils ont droit à une indemnité conséquence pour la modification du bail… 300 personnes ont manifesté dans les rues de Belleville le 25 juin 2001 pour demander une nouvelle fois une régularisation de la situation. *La Rôtisserie, 4, rue Sainte-Marthe, 75010 Paris, tél. : 01 40 03 08 30, http://larotisserie.org.*

> **“La conscience est une flammèche rebelle au cœur du brasier de l'indifférence.”**
>
> **Emmanuel Mère, *Florilège 105*, décembre 2001.**



Voiture et étalement urbain

Si 80 % des Français (90 % à la campagne) estiment ne pas pouvoir se passer de voiture, seuls 30 % considèrent la voiture comme un outils de plaisir. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé le 25 mai 2011 par Ifop. En cause : le prix du véhicule et des carburants. 56 % des sondés indiquent se limiter dans leurs usages et 4 % envisagent de renoncer à avoir une voiture, 4 % envisagent de déménager pour ne pas avoir en s'en servir autant. Si le budget transport est en moyenne de 15 % du budget des ménages, il y a de fortes disparités entre ceux qui habitent loin de la ville et y travaillent (les rurbains) et ceux qui logent dans un centre-ville. La Fnaut, Fédération nationale des associations d'usagers des transports, sur un financement de l'Ademe, a réalisé une étude pour suivre les consommations d'énergie de 19 ménages qui ont fait le choix de déménager d'une zone périphérique pour venir habiter dans le centre de la ville de Tours. L'étude montre que le nombre de déplacements reste stable, mais que la longueur de ces déplacements diminue (de 9 à 6 km en moyenne, -33 %) tout comme le moyen de se déplacer : la voiture recule fortement (-42 %) au profit du vélo (+100 %), de la marche à pied (+243 %) et des transports en commun (+40 %). A l'arrivée les émissions de gaz à effet de serre baissent de 35 %. La Fnaut avertit qu'avec la hausse prévisible du coût des carburants, la politique d'étalement urbain actuelle va entraîner une catastrophe sociale et que les communes doivent impérativement penser à trouver des solutions pour densifier les centres villes, particulièrement autour des gares et des réseaux de transports en commun. Les villes doivent mettre en place des systèmes pour préempter les logements vides (100 000 à Paris).



D. R.

Les associations locales d'environnement écartées !

Le 13 juillet 2011, le gouvernement a publié un décret qui précise les conditions pour qu'une association de protection de l'environnement puisse participer aux instances de décisions : elle doit compter plus de 2000 membres, disposer de plus de 5000 donateurs et être présente sur plus de la moitié des régions. Des associations comme la CRII-Rad, le CRII-Gen, Générations futures, inf'OGM ne remplissent par exemple pas ces conditions. Les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes sont exclus… n'étant pas implantés sur la moitié du territoire…

L'insecticide Cruiser autorisé sur le colza

En mai 2011 le ministère de l'agriculture a autorisé la mise sur le marché d'un nouvel insecticide Cruiser (de la société Syngenta) pour traiter le colza. Cette autorisation intervient alors que le Conseil d'Etat vient d'annuler deux autorisations de ce même ministère concernant le Cruiser 350 sur le maïs, accusé d'être un facteur de surmortalité des abeilles. Le colza restait l'une des rares cultures non traitées, et constituait une terre de refuge pour les colonies d'abeilles fragilisées. En jouant sur le décalage temporel entre décisions d'autorisation et procédures d'interdiction, le ministère de l'agriculture satisfait ainsi au puissant lobby des industries de l'agro-chimie qui écoulent leurs stocks quelques mois avant de sortir une nouvelle variante qui contournera l'interdiction suivante, etc. A quand un pesticide contre le parasitage de la politique par les lobbies ?

Andines

Vers un commerce plus équitable

Andines est une coopérative qui existe depuis 1987. Elle est l'une des premières structures en France à avoir développé une forme de commerce équitable en diffusant des produits en France à la demande des producteurs sud-américains (et non pas en allant chercher ce qui peut rapporter à un importateur français). Elle fonctionne en payant tout ou partie des produits dès leurs commandes car souvent les artisans ne peuvent pas faire l'avance de trésorerie. Cela oblige Andines à trouver elle-même cette avance de financement. Plutôt que d'avoir recours régulièrement à des prêts bancaires (chers), elle propose à qui le peut d'investir en entrant dans la coopérative. *Andines Scop, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 L'Ile-Saint-Denis, tél. : 01 48 20 48 60, www.andines.com.*



ONU

Pendant que l'ONU, gérée par les cinq principaux marchands d'armes, nous fait pleurer sur la famine en Somalie, les multinationales y détournent les terres fertiles

TerrEthique ?

Une conférence de l'association TerrEthique était organisée le 7 juin 2011 à l'Académie d'agriculture de Paris. Invité d'honneur : Hubert Védrine, ancien secrétaire général de l'Elysée. Une dizaine de militants du collectif "Génocide made in France" ont interrompu la conférence pour dénoncer le rôle d'Hubert Védrine pendant le génocide au Rwanda en 1994. Les auditeurs ont entendu ces informations avec stupeur… avant que les militants soient évacués sur intervention de Luc Guyau, co-fondateur de l'association TerrEthique et ancien président de la FNSEA.

Somalie, Ethiopie

Nos agrocarburants sont leur famine

Partout en Afrique, les gouvernements bradent à des multinationales des millions d'hectares de terres pour cultiver des agrocarburants. Fers de lance de notre politique de développement durable, ces derniers sont censés faire de nous des automobilistes responsables. Responsables, les automobilistes occidentaux le sont bien, mais de la famine qui se déroule en 2011 dans la corne de l'Afrique. Comme le montre Fabrice Nicolino dans son article "Mettez un Somalien dans votre moteur" (Charlie Hebdo, 07 août 2011), au Kenya on chasse des villages entiers pour cultiver des cannes à sucre pour nos autos. "Ils nous ont dit que nous serions tous brûlés si nous ne partions pas", raconte un témoin.
Alors que les média relaient les campagnes sur la famine dans une région de l'Ethiopie, le gouvernement de cet Etat est en train de négocier la location sur une longue durée de 245 000 hectares fertiles pour qu'une multinationale y produise de la canne à sucre destinée aux agrocarburants. 90 000 personnes qui vivent sur ces terres sont menacées d'expulsion. Ces terres seraient irriguées par une série de barrages sur la rivière Omo, ce qui accentuera les phénomènes de sécheresse en aval.
Survival International, 18, rue Ernest-et-Henri-Rousselle, 75013 Paris, tél : 01 42 41 47 62, www.survivalfrance.org.



Condamnés pour chanter du Brassens

Georges Brassens, un ennemi public dans la France sarkoziste ? A Cherbourg, le 24 juillet 2009, un homme a été pris en flagrant délit de… chanter la chanson "Hécatombe", de Georges Brassens, à la fenêtre de son appartement. Trois pandores passant par là n'ont pas apprécié : il a été condamné le 27 mai 2011 par le tribunal correctionnel de Rennes à 40h de travaux d'intérêt général et 100 € de dédommagement aux policiers. A Toulouse, une quarantaine de personnes sont allées chanter du Brassens dans les rues du centre ville le 8 juin 2011. 29 ont été interpellés, et sont convoqués par la police.
A suivre : Chantal Goya bientôt accusée d'outrage pour avoir mis en scène un poulet méchant qui refusait d'aider Petit Lapinot ?

Erratum

Dans *S!lence* n°393, p.21, dans "Tirs à balles réelles", il y a une imprécision : ce décret ne fait qu'élargir le champ d'application d'une loi préalable autorisant l'usage des armes à balles réelles en cas de défense contre des tirs. Cependant le décret 2011-795 du 30 juin 2011 laisse ouverte une ambiguïté sur le fait que ces armes puissent être utilisées dans les situations prévues au quatrième alinéa de l'article 431-3 du code pénal, qui élargit le champ d'application aux situations où "en vue de dissiper un attroupement les agents peuvent faire directement usage de la force si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux ou s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent". Ce qui laisse ouvertes de nombreuses situations.

Vers l'insémination autorisée pour tous les couples ?

Dans le cadre des débats sur la loi de bioéthique, un amendement déposé par un groupe de sénateurs PS et EELV, mais voté le 7 avril 2011 grâce à quelques voix UMP, autorise désormais la procréation médicalement assistée, non plus à "l'homme et la femme formant le couple", mais aux "personnes formant le couple". Le gouvernement entend combattre cette modification lors de son futur examen à l'Assemblée nationale...



Violences faites aux femmes

En 2010, le 39 19 a traité 50 396 appels, soit 50 % de plus qu'en 2009. 19 707 appels concernent des violences conjugales, 2255 des demandes de renseignements, les autres d'autres violences (viols, séquestrations, mariages forcés, harcèlement…). Dans 2,1 % des cas, c'est un homme qui est victime de la violence d'une femme contre 95 % dans l'autre sens, le reste concernant des personnes de même sexe. 397 viols ont été signalés soit 30 % de plus qu'en 2009. Une partie de la hausse des appels s'explique par les campagnes de communication et la plus grande notoriété de ce numéro d'appel, mais aussi par une utilisation accrue par les personnels de santé et du social ainsi que par les proches. Seuls 42,6 % des victimes ont effectué une démarché auprès des services de police ou de gendarmerie, un chiffre en baisse de 7 %.

Protection des femmes : une loi peu appliquée

Un an après la loi du 1er octobre 2010 qui permet à un juge de prononcer l'éloignement de la personne violente du foyer conjugal, les juges aux affaires familiales estiment que la situation n'a guère changé. Si le juge peut en théorie prendre une "ordonnance de protection" en moins de 24h, laquelle est prise pour une période de quatre mois renouvelable, cela est peu appliqué dans les faits. Un point réalisé en juillet 2011 indique que seul le département de Seine-Saint-Denis l'utilise vraiment : cela est dû la présence d'un observatoire des violences faites aux femmes qui existait avant la loi et qui en a fait la promotion. Dans ce département, 80 femmes ont été ainsi protégées. Le gouvernement avait promis la mise en place de tels observatoires dans les autres départements, il n'en a rien fait. Et les violences ne baissent pas.

Esclavage en Mauritanie : pourquoi surtout des femmes

Le militant de l'abolition Biram Ould Dah Ould Abeid a indiqué à l'Agence de presse africaine de Dakar que, sur les 600 000 personnes réduites en esclavage en Mauritanie, plus de 90 % sont des femmes et des enfants. En effet, les "filles sont violées très tôt par leur maître et font des enfants pour augmenter le cheptel humain ". Contrairement aux garçons, l'affection qu'elles portent à leurs enfants les empêche de s'enfuir. Malgré le vote en 2007 d'une loi criminalisant l'esclavage en Mauritanie, cette pratique continue, dont sont "victimes principalement les Noirs". En décembre 2010, ce militant a été incarcéré avant de bénéficier d'une grâce présidentielle. Il déclare qu'il poursuivra "la grève de la faim, la désobéissance civile et le blocus des rues (...) pour faire abolir l'esclavage en Mauritanie

Le féminisme... au masculin

Aide-toi, lessive tes draps

Parler du sexisme et des moyens d'en sortir lorsqu'on est un homme… appelle immédiatement quelques éclaircissements sur le positionnement choisi.

Affirmons clairement le choix de ne pas « essentialiser » les différences hommes/femmes en les réduisant aux différences biologiques (hormonales, génitales…), et de mettre à jour en quoi les genres (tempérament, rôle social…), sont le fruit de constructions sociales et culturelles. Cette chronique se fonde donc sur les apports de la pensée féministe matérialiste. Un enfant ne naît pas « petite fille » ou « petit garçon » mais le devient à travers toute une série de comportements intégrés des adultes envers lui, qui valorisent beauté, douceur, fragilité, discrétion chez les unes, dotées d'un vagin ; et vaillance, énergie, force, autonomie chez les autres, dotés d'un pénis. Et cette différentiation qui est comme la matrice des inégalités de genre, dure tout le reste de la vie à travers l'organisation des rapports sociaux, des plus institutionnels aux plus intimes.

Le féminisme sous ses diverses variantes constitue la pensée et l'action des femmes pour mettre en lumière et combattre les inégalités, dominations et exploitations qu'elles subissent en tant que femmes. Le féminisme est un discours et une pratique d'émancipation propre aux femmes, groupe social dominé. Ce n'est pas aux hommes d'être féministes, comme ce n'est pas au patron d'être syndicaliste.

D'où le positionnement de certains hommes comme « proféministes » : pour une émancipation des femmes, en tant que personnes n'appartenant pas au groupe des femmes. Voilà qui est plus juste mais… les femmes ont-elles besoin que les hommes viennent les aider à se libérer ? Ne serait-ce pas une manière de plus d'intervenir et d'imprimer son empreinte y compris sur les manières dont les femmes doivent analyser leur domination et pratiquer leur libération ? Laissons donc les femmes inventer elles-mêmes les imaginaires et les pratiques qui leur permettent de se libérer de la domination masculine.

Plutôt que d'aller libérer les femmes, libérons-nous nous-mêmes de nos comportements de domination intégrés, plus ou moins conscients. Voilà une tâche que les femmes ne peuvent pas accomplir à notre place, et qui est complémentaire des efforts qu'elles peuvent déployer, en tant que classe sociale dominée, pour s'affranchir de cette domination.

Travaillons sur la conscience que nous avons de cette exploitation, sur les privilèges que nous retirons de l'organisation genrée inégalitaire de la société, sur les mécanismes qui nous amènent au quotidien à reproduire une oppression subtile, sur les moyens enfin de faire bouger nos comportements pour en sortir.

Pour rompre avec une habitude fâcheusement masculine de s'abîmer dans de grands discours théoriques ou généralistes, cette chronique se propose de défricher quelques « pas » concrets qui permettent de sortir du sexisme au quotidien quand on est un homme.

Ouf ! on ne commence les travaux pratiques que le mois prochain. Chérie ! Où t'as mis les bières ?

Léo Sauvage

La maternité, une tare dans la fonction publique ?

Le rectorat de Limoges a condamné dans un communiqué, sans plus de sanction, une inspectrice régionale qui avait écrit à une enseignante en histoire pour lui refuser un poste en khâgne parce qu'elle était... maman. D'après cette inspectrice, un tel poste en classe préparatoire « demande une énorme charge de travail très peu compatible avec le métier de mère de famille ». C'est la Fonction publique en général qui peine à accepter la maternité d'après la députée UMP Françoise Guégot dont le rapport remis en mars 2011 préconise le recours à des quotas pour féminiser les postes, en particulier dans la hiérarchie (comme récemment voté pour les CA des entreprises).



Risques du radon dans les puits canadiens

Un puits canadien est une installation qui comporte une prise d'air à l'extérieur, un tuyau qui passe en profondeur dans le sol, avant d'alimenter les prises d'air d'une maison. En passant dans le sol, à température constante, le puits canadien permet un préchauffage en hiver, un rafraîchissement en été. Le laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité, la Crii-Rad a procédé à une étude sur un puits canadien utilisé dans un immeuble de bureaux dans la Drôme. Il y a été mesuré une accumulation non-négligeable de radon et donc une hausse de la radioactivité dans l'air qui entre dans le bâtiment (jusqu'à dix fois la radioactivité naturelle). Une meilleure mise en œuvre de la construction peut permettre de limiter le phénomène, mais la meilleure solution consiste à utiliser un échangeur d'air… ainsi l'air qui circule dans les tuyaux souterrains n'est pas celui que l'on respire dans l'habitation. *Crii-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50.*

La boîte à bâtir

Une mallette pédagogique sur l'éco-construction et l'architecture écologique est maintenant disponible pour les acteurs de l'éducation à l'environnement. *La boîte à bâtir* est une boîte à outils destinée à tous les publics : classes, centres de formation, conseils municipaux, espaces information-énergie... Elle aborde entre autres les questions de bioclimatisme, de gestion de l'eau, d'urbanisme, à l'aide de jeux de plateau, jeux de cartes, DVD, posters, diaporamas, échantillons de matériaux, d'un classeur pédagogique,... Elle est le fruit d'un travail conjoint durant plusieurs années de CPIE Pays de Morlaix, A Petits Pas, le Loubatas, Oïkos et Hameaux durables en Cévennes. Des classeurs régionaux sont en création, pour découvrir les particularités de chaque région. Contact : *Orélie Rosec, Réseau Ecorce, CPIE Pays de Morlaix-Trégor, La Base du Douron, Pont Menou, 29620 Plouegat-Guerrand, 02 98 67 53 38, contact@laboiteabatir.org, www.laboiteabatir.org.*


D. R.

Morbihan

Habiozone


D. R.

Habiozone est une marque qui protège une démarche mise en place par des promoteurs pour valoriser l'habitat groupé très basse consommation (TBC). Ces promoteurs ont pour le moment réalisé un immeuble de quatre logements TBC à Saint-Lery (Morbihan), dans un écoquartier vendu à Bretagne Sud Habitat qui gère des logements sociaux. Cet immeuble nécessite moins de 15W/an/m² de chauffage. Elle commercialise actuellement six maisons TBC à Saint-Brieuc-de-Mauron (Morbihan). *Habiozone eco-promoteur, ZA du Pont-du-Gué, 56430 Mauron, tél : 02 97 22 69 69, www.habiozone.fr.*



Fauchage d'un champ de tournesols mutés

Le 28 août 2011, 78 faucheurs volontaires ont détruit une parcelle de 5000 m² qui portait sur une variété de tournesols tolérante à un herbicide utilisé dans la lutte contre l'ambroisie, dans la Drôme, avant de remettre leur liste de noms à la gendarmerie. Cette parcelle avait servi en juillet 2011 à une opération de communication de la part du monde politique (commission parlementaire pour le suivi ambroisie), des pouvoirs publics (direction générale de la santé, Inra), de certaines organisations agricoles (chambre d'agriculture), de coopératives… pour faire passer les OGM comme solution au problème de l'ambroisie et imposer la culture des OGM en plein champ. Les faucheurs dénoncent le fait que les plantes issues de la mutagenèse, bien que reconnues par l'Union européenne comme des OGM, soient exclus de leur champ d'application, et puissent en conséquence être cultivés sans besoin de traçabilité ni d'étiquetage.

Le "soja responsable" du WWF

Le WWF a lancé une table-ronde sur le soja responsable qui fournit une certification aux plus gros pollueurs agrochimiques et biotechnologiques de la planète, tels que Monsanto, Nestlé, Cargill et Unilever. Cette opération permet à ces firmes de se refaire une image "développement durable" concernant cette culture majoritairement située en Amérique Latine et ayant pour finalité principale l'alimentation animale et les agrocarburants… Mais la certification n'implique aucun changement dans les pratiques des multinationales : soja OGM autorisé, travailleurs agricoles mal représentés, aucune protection des forêts (qui en font pourtant lourdement les frais), pas de réduction des herbicides (qui empoisonnent les populations environnantes), aucune mesure contre les expropriations de terres… Par cette table-ronde, le WWF se fait clairement l'alliée et la caution des multinationales dans leur entreprise de destruction de la vie… une attitude contestée jusqu'au sein de l'ONG. (Source : Simon Gouin, *Basta!, www.bastamag.net*).

La Hongrie détruit 1000 hectares de cultures OGM !

Le 18 avril 2011, la Hongrie s'est dotée d'une nouvelle Constitution, qui interdit la culture des OGM sur son territoire. Un article stipule : "Tout le monde a le droit au bien-être matériel et psychique. Pour que ce droit mentionné à l'alinéa 1 s'applique, la Hongrie garantit une agriculture sans OGM, l'accès à une alimentation saine et l'eau potable". Ce texte doit entrer en vigueur le 1er janvier 2012. Mais des incertitudes demeurent étant donné que ce texte est contradictoire avec le droit européen, qui prime sur le droit national de ses Etats membres. Par ailleurs, cette Constitution fait référence explicite à Dieu et interdit les OGM au nom du respect de la création divine, et envisage l'interdiction de l'avortement pour les mêmes raisons.
Toujours est-il que depuis, le gouvernement traque toute plante génétiquement modifiée cultivée illégalement sur le territoire national. 1000 hectares ont déjà été officiellement détruits, avant la dissémination du pollen, et 2500 hectares supplémentaires pourraient l'être, annonce le ministère du développement rural. Les semences concernées auraient été vendues aux agriculteurs à leur insu. (source : *vigilance* OGM 69)

Essais nucléaires

L'Etat n'indemnise pas les vétérans

La loi Morin, votée fin 2009, ouvrait la porte à une indemnisation des vétérans des essais nucléaires français et créait un "comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires". Mais sur les 31 premiers dossiers de demande remis à l'autorité, 29 ont été rejetés et seuls deux ont été acceptés, alors que tous satisfont aux critères demandés (présence sur les zones géographiques retenues par la loi et tous atteints de maladies inscrites sur la liste annexée au décret d'application de cette loi). Les associations de défense des victimes polynésiennes, algériennes et françaises des essais nucléaires de la France critiquent ces rejets arbitraires qui réduisent à néant les quelques ouvertures introduites par la loi Morin, et demandent la création d'un Fonds d'indemnisation indépendant du ministre de la Défense. Contacts : *Aven, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.aven.org/aven-acceuil, et Mururoa e Tatou, www.moruroaetatou.com.*

Quatre milliards par an d'économie

Lors des journées d'été d'Europe-Ecologie-Les Verts, Eva Joly a fait remarquer que si l'on voulait faire des économies dans le budget de l'Etat, on pouvait commencer par le désarmement nucléaire. Le seul entretien des armes nucléaires coûte en effet 4 milliards d'euros par an.

Etats-Unis

Armes nucléaires incontrôlées

Dans son livre de mémoire, un général de l'armée américaine raconte qu'en 2000, pendant plusieurs semaines, la Maison Blanche avait égaré les codes qui permettent en principe au président de déclencher une attaque nucléaire. C'est lorsque l'état-major de l'armée a communiqué les nouveaux codes à Bill Clinton, que l'on s'est aperçu de ce manque. Le 23 octobre 2010, ce qui s'est passé est plus grave : une panne informatique de l'état-major de l'armée de l'air a provoqué la perte de contrôle pendant 45 minutes de cinquante missiles nucléaires balistiques intercontinentaux stockés dans le Wyoming, une des armes les plus puissantes du monde.
Rappelons qu'en cas de départ imprévu d'un de ces missiles, le temps pour réagir est de quelques minutes…

Jacques de Bollardière


D. R.

Jacques de Bollardière (1907-1986), fils de militaire, s'engage dans l'armée à 20 ans. En 1940, alors capitaine, il rejoint les Forces françaises libres à Londres. Très actif dans la Résistance, il sera l'un des Français les plus décorés à la sortie de la guerre. Il est promu général après sa campagne en Indochine, en 1956, et se retrouve affecté en Algérie. Il y dénonce alors l'usage de la torture, ce qui lui vaut d'être condamné au cachot et déchu de ses fonctions militaires. Au début des années 1970, il rejoint les mouvements non-violents et en 1973, il est un des fondateurs du Man, Mouvement pour une alternative non-violente. Il participe à de nombreuses campagnes non-violentes, contre les essais nucléaires, pour le logement social, pour la défense de la culture bretonne… En 1982, il refuse sa réhabilitation militaire. A l'exception d'un ami colonel, aucun représentant de l'armée n'assistera à ses obsèques. Un carrefour entre les avenues de Suffren et de La Motte-Picquet porte son nom à Paris (7e et 15e), inauguré le 29 novembre 2007. Une rue porte son nom à Rézé (sud de Nantes) depuis le 30 mai 2009. Un pont de Montbéliard porte son nom depuis le 25 juin 2010. Vous pouvez inviter vos élus municipaux à célébrer cette figure de la non-violence.
(un entretien avec Simone de Bollardière, sa femme, a été publié dans le numéro sur la Bretagne, n°259-260).



D. R.

Suite à la dernière chronique de Dominique Lalanne, Silence donne la parole à Patrick Hubert pour exprimer son opinion contradictoire.

Et si on sortait du nucléaire... militaire ?

Dans son article « Nucléaire = danger ! », Dominique Lalanne indique que « la sortie du nucléaire civil et militaire est urgente ». Je ne peux qu'être d'accord. Mais les mesures proposées pour sortir du nucléaire militaire sont un rêve.

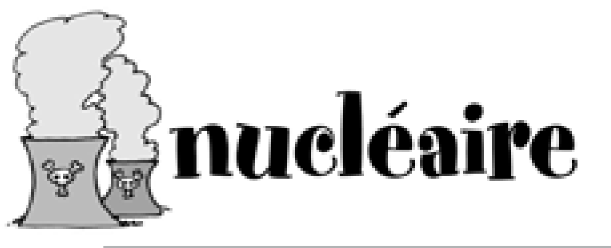
J'ai la faiblesse de croire que les dirigeants des cinq pays nucléaires signataires du Traité de Non Prolifération (le « P5 ») n'accepteront ni la « levée de l'état d'alerte » ni de « soutenir la convention d'élimination ».

La dissuasion nucléaire repose sur deux piliers : les armes nucléaires, notamment celles transportées par nos sous-marins, doivent être opérationnelles dans un délai court, et la décision doit être prise par une seule personne, en l'occurrence le chef de l'Etat. Or, la levée de l'état d'alerte mettrait à bas l'un de ces piliers et rendrait notre pays paradoxalement plus vulnérable ! En effet, des bombes désolidarisées des missiles deviennent des cibles potentielles, et, en cas de crise, la phase de « remise en état d'alerte » serait particulièrement dangereuse. De plus elle favoriserait la prolifération « horizontale » : en effet des pays « non nucléaires » pourraient plus facilement revendiquer de se doter eux aussi d'armes "hors alerte" leur procurant ainsi une illusion de puissance.

Quant à voir le « P5 » adhérer au projet de convention d'élimination, je crains qu'il nous faille abandonner ce rêve ! La réunion du P5 fin juin à Paris devrait nous en avoir convaincus. Peu avant, Desmond Tutu, Prix Nobel de la Paix, dans un texte intitulé En finir avec le diable nucléaire écrivait que cette réunion « constituera le test de leur détermination de faire de la vision d'un avenir sans l'arme nucléaire une réalité ». Mais il ne se berçait guère d'illusions puisqu'il précisait : « En fait, ils gaspillent des milliards de dollars à moderniser leurs forces nucléaires, faisant une farce des engagements de désarmement de l'ONU ». Effectivement, la prolifération « verticale » — la modernisation » des arsenaux nucléaires —, cette « farce » dont parle D. Tutu, risque de perdurer longtemps encore ! Jamais les dirigeants du P5, sans parler de ceux des pays nucléaires non parties au TNP (Inde, Pakistan, Corée du Nord, Israël), ne consentiront à soutenir ensemble une telle convention d'élimination.

Que proposer alors ? D'abord, informer les Français sur la réalité de notre dissuasion et sa double illusion de puissance et de sécurité. Sans oublier son coût astronomique ! Puis, les convaincre qu'eux seuls peuvent contraindre nos dirigeants — car ce sont les seuls sur lesquels nous avons pouvoir ! — à renoncer à nos armes nucléaires, donc à désarmer de façon unilatérale. C'est à ce défi que le Mouvement pour une Alternative Non-violente a décidé de s'atteler lors de son congrès de mai 2011 en décidant le lancement d'une campagne ... qu'il espère voir aboutir d'ici 2020 au plus tard ! La sortie du nucléaire militaire en même temps que celle du nucléaire civil ? Chiche !

Patrick Hubert
mandaté au MAN sur les questions de nucléaire militaire



D. R.

Fukushima

La catastrophe se poursuit, les tremblements de terre aussi

Des millions de personnes sont irradiées quotidiennement. Début septembre, au Japon, 41 réacteurs sur 54 sont à l'arrêt.

1er août, TEPCO annonce avoir découvert entre les réacteurs 1 et 2, une zone où les compteurs de mesure qui peuvent alors jusqu'a 10 sieverts/heure, sont à saturation. Sur une telle zone, un ouvrier ne peut rester sur place que pendant moins de 2 secondes ! C'est le plus haut taux mesuré depuis le début de l'accident. Il pourrait s'agir des émanations du corium (cœur fondu) qui serait sorti de la cuve en alliages spéciaux.
3 août, la Grande-Bretagne ferme son usine de Mox à Sellefield. Cette usine avait comme principal client les compagnies d'électricité japonaises. Le Mox (mélange uranium-plutonium) était présent dans le réacteur n°3 de Fukushima a titre expérimental. Il provoque une pollution pire que le combustible uranium en cas d'accident.
6 août, à l'occasion de la commémoration des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, les discours au Japon ont tous fait le lien avec Fukushima pour demander le renoncement au nucléaire militaire et civil. Naoto Kan, le premier ministre, a une nouvelle fois demandé une sortie du nucléaire tout comme les maires d'Hiroshima et de Nagasaki. La plupart des quotidiens japonais titrent sur la sortie du nucléaire.
9 août, Areva voit sa note baisser à BBB+ par les agences de notation en bourse.
10 août, 19h22 : tremblement de terre de magnitude 6,0 à quelques kilomètres de la centrale de Fukushima.
11 août, le gouvernement publie une carte avec 500 000 mesures. Les associations indépendantes publient aussi leurs propres mesures… qui presque systématiquement sont plus élevées que les officielles.
12 août, la préfecture de Fukushima annonce que les cours de recréation de 584 écoles maternelles, primaires ou secondaires ont été nettoyées en profondeur… mais se demande que faire des 180 000 m³ de sols contaminés ainsi récupérés.
16 août, le gouvernement japonais annonce la mise en place d'une étude épidémiologique portant sur 20 000 femmes enceintes au moment de l'accident et sur la santé de leurs bébés.
17 août, pour la première fois depuis l'accident du 11 mars 2011, un réacteur japonais arrêté pour entretien est autorisé à redémarrer.

Aucun réacteur au monde ne peut résister à un accident de type Fukushima

18 août, le Réseau Sortir du nucléaire diffuse des documents internes au CEA datant du 20 mai 2011 concernant l'accident. On y apprend que des pressions de 8 bars ont été mesurées dans les enceintes de confinement… alors que les réacteurs dans le monde ont été conçus pour résister seulement entre 3 et 5 bars selon les pays.
19 août, 7h36 : fort tremblement de terre dans la région de Fukushima, magnitude 6,8. La centrale est évacuée en urgence, le temps de vérifier les niveaux de radioactivité.
20 août, la découverte de nouvelles viandes de bœuf contaminées fait que le gouvernement annonce l'obligation de maintenir l'interdiction de commercialisation de viande depuis la province de Fukushima. C'est le genre de discours fait pour faire croire que le phénomène va diminuer ! Comme si la radioactivité dans la viande allait disparaître en quelque mois ! Il y a encore des zones en Europe de l'ouest (Ecosse, Suède, Norvège) où certaines viandes ne peuvent être commercialisées, plus de 25 ans après l'accident de Tchernobyl.
21 août, le premier ministre Naoto Kan s'est rendu sur le site de Fukushima. Il y a annoncé qu'il fallait envisager que la zone des 20 km évacués et d'autres zones contaminées le soient pour de très longues années. Le gouvernement pourrait racheter les terres contaminées aux particuliers.
25 août, un 41e réacteur est arrêté au Japon. Il en reste 13 en fonctionnement.
Lors des journées d'été du Parti socialiste, Greenpeace déroule une banderole géante : "85 % des électeurs du PS sont pour la sortie du nucléaire, et vous ?".

L'EPR est trop fragile

26 août, l'ASN, autorité française de sûreté nucléaire demande que les critères de résistance aux séismes de l'EPR a Flamanville soient revus à la hausse. Pour le moment, l'EPR n'est conçu que pour résister à un séisme de magnitude 5,7… soit moins que celui qui vient d'avoir lieu aux Etats-Unis et évidemment bien moins que celui du 11 mars 2011 au Japon. EDF avait pris 5,7 en prenant comme comparaison un tremblement de terre de 1926 sur l'île voisine de Jersey qui avait atteint 5,2. Vouloir modifier maintenant la résistance de l'EPR, en construction depuis 2007 semble relever de la mission impossible.
Le premier ministre japonais, Naoto Khan, démissionne.
Le gouvernement japonais annonce rebaisser les limites de radiation autorisées dans les écoles au niveau d'avant l'accident : un millisievert par an. Les cours d'école de la préfecture de Fukushima ont été raclées sur plusieurs centimètres pour enlever la plus grosse partie de la contamination. Greenpeace a fait des mesures pour vérifier l'efficacité du nettoyage : dans trois écoles, la radioactivité est actuellement 70 fois trop importante pour pouvoir respecter cette limite. Greenpeace rappelle que les enfants ne vivent pas que dans les écoles et que les rues et la nourriture sont aussi polluées.
29 août, nouvelles données sur la pollution des cendres d'incinérateurs. On atteint 95 000 becquerels par kilo en césium dans la préfecture de Fukushima… et on dépasse encore les 8000 becquerels par kilo en césium dans ceux de Tokyo.
30 août, Yoshihiko Noda, ancien ministre des finances est choisi comme premier ministre par son parti. Dans son premier discours, il affirme ne pas croire à un Japon futur sans nucléaire.

Une version plus détaillée est disponible sur notre site www.revuesilence.net.

Etats-Unis

Un accident niveau 4



D. R.

La centrale nucléaire de Fort Calhoun, dans le Nebraska (au centre des Etats-Unis) a été mise en route en 1973. En 2003, elle a été autorisée à continuer de fonctionner jusqu'en 2033. Elle a une puissance de 476 MW. Le 6 juin 2011, alors que la centrale est arrêtée depuis le 9 avril 2011 pour rechargement d'un tiers de son combustible, la crue du Missouri a envahi le site de la centrale. Le 13 juin, des pompes ont été mises en place pour rejeter l'eau dans le Missouri. Selon l'exploitant, l'eau rejetée n'a pas été en contact avec des zones radioactives. Mais le 14 juin, les autorités de sûreté nucléaire annoncent que l'incident est classé au niveau 4 ce qui correspond à des émissions radioactives en dehors du site. Le survol du site est interdit à partir du même jour. Le 23 juin 2011, le gouvernement met le Nebraska en alerte atomique. Le 26 juin, à 1 h du matin, des digues en plastique remplies d'eau, protégeant la centrale, ont été percées par un objet flottant. L'eau envahit de nouveaux bâtiments. Le 20 juillet, le gouvernement américain a reconnu que l'eau avait pénétré dans les sites de stockage du combustible sur le site et qu'il y a un problème de contamination de la rivière.

Bure : les coûts s'envolent !

Début février 2011, EDF et Areva ont demandé à être associés à la construction du futur site de stockage des déchets, estimant que

l'Andra, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ne pouvait poursuivre seule le projet. Pourquoi cette demande ? Parce que l'Andra vient d'annoncer que le coût de ce stockage initialement estimé à 15 milliards pourrait en fait coûter entre 20 et 35 milliards. Or ce coût doit être pris en charge à 80 % par EDF, 15 % pour le CEA (nucléaire militaire) et 5 % pour Areva. Rappelons qu'à Bure ne seraient stockés que les déchets à haute activité et que pour gérer les autres déchets, les sommes seront plus conséquentes… Cela devrait se chiffrer en centaines de milliards.

Allemagne

Gorleben 365

A Gorleben, village du nord de l'Allemagne les chantiers reprennent cette année pour le creusement de centres d'entouissement en profondeur de plusieurs tonnes de déchets nucléaires, malgré l'opposition de la population. Les principaux groupes de résistance au nucléaire organisent devant les grilles du chantier, depuis le 14 août 2011, un blocage permanent d'une durée d'un an. L'idée est que 365 groupes différents réalisent une action chaque jour. Sont déjà prévus : un concert choral, une distribution de produits maraîchers, un mariage, une lecture de contes, un goûter, un atelier escalade… Les organisateurs appellent les francophones à constituer des groupes pour y participer d'ici août 2012. Pour plus d'informations en français : *www.castor.divergences.be*, et en allemand : *http://gorleben365.de, ou Gorleben 365, c/o XTausendmal Quer, Lange Strasse 8, D-29451 Dannenberg.*


D. R.

Centrale de Gravelines (Pas-de-Calais)

Le nucléaire, enjeu des présidentielles 2012

Le débat en France se focalise sur la fermeture des réacteurs de plus de 30 ans. Concrètement, un tel engagement pour les élections présidentielles de 2012, signifierait la fermeture des réacteurs suivants (déjà plus de 30 ans) :

- Fessenheim 1 et 2
- Bugey 2, 3, 4 et 5
- Gravelines 1, 2, 3
- Tricastin 1, 2 et 3
- Dampierre 1, 2 et 3
- Saint Laurent B1

auxquels s'ajouteront dès juin 2011

- Blayais 1
- Gravelines 4
- Saint Laurent B2
- Tricastin 4

puis en août 2011

- Dampierre 4

En clair, la fermeture de 21 réacteurs sur 58.

Europe

Tout le monde veut sortir… ou presque !

En Europe, la moitié des pays n'ont pas de programme nucléaire. Quant aux autres :

- l'Autriche a choisi par référendum en 1979 d'arrêter la construction de son premier réacteur nucléaire et depuis a inscrit dans sa Constitution son opposition à cette énergie
- l'Italie a choisi par référendum en 1988 d'arrêter la construction de quatre réacteurs. Berlusconi voulait un référendum pour annuler cette décision. Le 12 juin 2011, 95 % des italiens ont voté contre le nucléaire.
- la Suède (10 réacteurs) avait adopté une sortie du nucléaire en 1997 pour 2010. Cela a été repoussé à 2025.
- l'Allemagne (19 réacteurs) avait pris une décision pour sortir du nucléaire avant 2025. La droite avait annoncé en 2010 la prolongation des réacteurs au-delà, avant de revenir brutalement sur cette décision après l'accident japonais. La sortie est maintenant prévue pour 2022.
- En Espagne (8 réacteurs), un moratoire sur le programme a été adopté par les socialistes en 1984, jamais remis en cause par les gouvernements de droite et la sortie était prévue pour 2020. Une prolongation a été votée par les socialistes début 2011 juste avant l'accident japonais et est maintenant fortement contestée.
- En Belgique (7 réacteurs), la décision de sortir d'ici 2025 a été contestée un temps, mais plus maintenant.
- En Suisse (5 réacteurs), la décision de sortir vient d'être prise suite à l'accident japonais… mais seulement d'ici 2035.
- En Grande-Bretagne (19 réacteurs), un moratoire avait été annoncé en 2008, remis en cause en 2010. Le gouvernement de droite annonce être toujours favorable à la construction de nouveaux réacteurs, mais le fait que le secteur soit privatisé semble créer un obstacle financier.
- La Finlande (4 réacteurs) n'a pas pris de décision de sortie du nucléaire. C'est là qu'un groupe privé essaie de finir de construire un EPR mis en chantier en 2005.
- Le gouvernement de droite en France (58 réacteurs) clame haut et fort qu'elle veut continuer. Il y a un réacteur en construction à Flamanville depuis 2007.

Le maximum de réacteurs en fonctionnement en Europe a été atteint en 1989 (177 réacteurs). Depuis, cela baisse lentement (143 avant l'accident de Fukushima, 137 début août 2011).

Corse

Victimes de Tchernobyl

Plusieurs médecins avaient alerté sur l'augmentation notable des maladies de la thyroïde sur l'île après le passage du nuage de Tchernobyl en 1986. Certains avaient même montré que l'augmentation était plus importante à l'est qu'à l'ouest car les pluies qui sont tombées à ce moment-là ont été bloquées de ce côté par les montagnes. Depuis, c'est le déni du côté du gouvernement…
Dans le cadre de la procédure juridique impulsée par les malades, une expertise a été demandée par le tribunal de grande instance d'appel de Paris auprès de deux experts : Pierre-Marie Bras et Gilbert Mouthon. Ces deux experts ont rendu leur rapport le 10 août 2011. Ils concluent que selon les lieux, l'augmentation des maladies de la thyroïde est bien réelle : la hausse va de 44 % à 100 %.
Le tribunal doit rendre son jugement le 7 septembre 2011.

11 mars 2012

Chaîne humaine dans la vallée du Rhône

Le projet de chaîne humaine initiée par des groupes locaux antinucléaires de Drôme et d'Ardèche prévue le 25 mars 2012 (voir numéro précédent) est avancé au **11 mars 2012** pour marquer le premier anniversaire de l'accident de Fukushima. L'initiative va être relayée au niveau national et international par le Réseau Sortir du nucléaire.


D. R.

Chaîne de mobilisation à Montelimar (Drôme)





Centrale solaire de Gemasolar

D. R.

L'Espagne invente le solaire qui fonctionne la nuit !

La centrale solaire de Gemasolar, près de Séville, en Andalousie, fonctionne depuis mai 2011. 2650 miroirs couvrent 185 hectares et concentrent le rayonnement solaire sur un récepteur géant placé au centre. Le récepteur qui peut atteindre 900°C chauffe des réservoirs de sels fondus qui permettent de générer de la vapeur à la demande, le jour comme la nuit, vapeur qui alimente ensuite un alternateur classique. L'installation peut rester 15 heures sans soleil sans perdre de son efficacité. Cette installation a été financée à 60 % par une firme espagnole et à 60 % par une firme d'Abu Dhabi. Cette technique pourrait permettre d'avoir de l'énergie solaire qui suit avec une précision aussi fine que les barrages, les variations de la demande en électricité. Le coût de revient serait inférieur aux photopiles. Inconvénient : cela mange de la surface qui pourrait servir à l'agriculture.

Pétrole

Consommation en hausse

En 2010, selon BP, la consommation mondiale de pétrole aurait atteint 87 millions de barils par jour, dépassant la consommation d'avant le krach de 2008 (86 millions à l'époque, niveau identique à 2006). Il semble que nous soyons sur le sommet de la courbe, avec ce que l'on appelle la tôle ondulée : quand la production baisse, les prix montent entraînant un ralentissement provisoire ; les prix redescendent un peu favorisant une reprise… à nouveau freinée par les prix car la production ne suit pas… Tout ceci en attendant la descente… qui sera freinée par l'usage de pétroles non-conventionnels (gaz de schistes, sables bitumineux et autres horreurs écologiques).

Allemagne

Une région à énergie positive

La région de Lübow-Krassow, 8 communes et 10 500 habitants, dans le Land de Mecklembourg, au bord de la mer Baltique, a mis en place en 1997, un plan énergétique visant à ne vivre que des énergies renouvelables : institut de l'énergie solaire, ferme éolienne… En 2011, si l'autonomie est déjà assurée pour l'électricité (181 %), cela reste encore faible pour les besoins thermiques (7,7 %) et encore moins bon pour la mobilité (0,13%). Ceci montre qu'il est beaucoup plus facile de se passer du nucléaire (qui fournit de l'électricité) que du pétrole ! Le projet prévoit d'essayer d'arriver à 100 % dans les trois secteurs d'ici 2030.

Gaz de schistes

Reconversion dans la géothermie ?

On sait depuis longtemps que le sous-sol de la France renferme d'énormes quantités de chaleur, parfois à faible profondeur, parfois à forte profondeur. Ainsi, à -5000 m, sous toute la moitié est de la France, nous avons une nappe chaude entre 140°C et 160°C que les techniques pétrolières d'aujourd'hui nous permettrait d'exploiter. Cette vapeur d'eau peut servir soit directement pour produire de la chaleur, soit pour alimenter des centrales électriques. Certains avancent que cela pourrait être une alternative à proposer à ceux qui veulent forer pour le gaz de schistes (cela relève des mêmes compétences). Si le gaz de schistes est convoité pour se substituer au pétrole, il s'agit surtout de l'utiliser pour en faire du carburant pour les voitures et les avions, pas pour faire tourner des centrales électriques. Le taux de substitution ne saurait être que faible.

Photopiles

Un choix politique de couler la filière ?

Le 23 février 2011, le gouvernement a fixé à 500 MW par an la limite des nouveaux projets qui pourront prétendre à bénéficier d'un tarif de rachat de l'électricité, prix qui a été baissé de 20 %. Il ne remet pas en cause les 3400 MW de projets déposés avant la suspension de l'ancien fonctionnement… lesquels ont deux ans pour se concrétiser. Le quota pourrait évoluer vers 800 MW… après les élections présidentielles.



D. R.

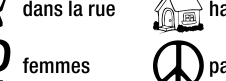
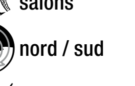
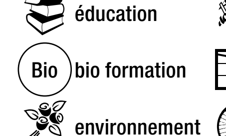
Ce quota concerne les installations de moins de 100 kilowatt-crètes (soit de l'ordre de 100 m² de panneaux). Au-delà, les projets géants devront négocier le prix de rachat au coup par coup. Si la baisse du prix de rachat peut se justifier par l'amélioration des performances, le quota est lui purement politique : il s'agit bien de freiner le développement d'une filière qui pour le moment coûte cher, mais qui demain peut être une source d'électricité importante.

Alors que le gouvernement français a annoncé qu'il veut *limiter* la puissance des photopiles installées en 2020 à 5400 MW. Le gouvernement allemand veut *dépasser* l'objectif de 52 000 MW à la même date. Cherchez l'erreur.

Le gouvernement a justifié son arrêt des subventions au photovoltaïque en annonçant que cela coûtait trop cher au contribuable… Le Cler, Comité de liaison énergie renouvelable, rappelle qu'en 2010, année où l'on a installé pour 800 MW de photopiles (un record), cela a coûté 126 millions d'euros de subvention soit 0,75 % des factures d'électricité. A comparer au 35 milliards qu'EDF va devoir injecter pour prolonger la vie de ses centrales nucléaires, aux 6 milliards (au moins) que coûtera l'EPR de Flamanville… et aux probables 100 à 200 milliards qu'il faudra pour démanteler les réacteurs après leur arrêt définitif, aucun chiffre n'étant disponible pour estimer le coût de la gestion des déchets radioactifs pendant des millénaires.

La décision du gouvernement a provoqué l'effondrement de la filière. Alors que 25 000 emplois avaient été créés entre 2008 et fin 2010, sur les six premiers mois de l'année, selon les syndicats professionnels, 15 000 ont été supprimés.

Selon un sondage, plus de 90 % des Français seraient d'accord pour que leur toit serve à installer des photopiles. Mieux vaudrait toutefois commencer par des capteurs thermiques à eau.

 santé
 dans la rue
 habitat
femmes
paix
 politique, société
 fêtes, foires, salons
nord / sud
énergies
 éducation
Bio bio formation
environnement
 films, spectacle, culture
 décroissance
 vélo



Territoires en transition

 **Bruxelles : conférence de Rob Hopkins,** 29 septembre à 20h, auditorium de l'IHECS, rue de l'Etuve 58-60, traduction simultanée, entrée payante. *Etopia, info@etopia.be.*

Belgique : vivre sans pétrole, 1er octobre à 15h, conférence de Michel Wautelet, physicien, dans le cadre du salon Aubépine, à Arlon. *Nature & Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél. : 32 (0)81 30 36 90, www.salon-aubepine.be.*

Villeneuve-sur-lot : Horizon Vert, 1er et 2 octobre au parc des Expositions, salon de l'écologie et de l'éco-habitat, thème de l'année : villes et territoires en transition. Conférences : *Capitalisme vert ou sobriété heureuse* animée par Patrick Viveret (vendredi 1er à 20h30). Ligne à grande vitesse, un progrès ? (samedi 2 à 13h30), Un éco-quartier dans un village breton (samedi 2 à 14h), Agriculture, sécurité alimentaire et développement durable (samedi 2 à 15h30), du solaire pour tous (samedi 2 à 15h30), décroissance et gratuité (samedi 2 à 17h), la prévention des déchets au service d'une sobriété heureuse (samedi 2 à 18h30), le potentiel de l'agroforesterie (dimanche 3 à 13h30), table ronde : peindre en vert ou changer de société (dimanche 3 à 14h30), urgence climat, justice sociale (dimanche 3 à 16h30)… Nombreux ateliers pour adultes et pour enfants. *Horizon Vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél. : 05 53 40 10 10, www.horizonvert.free.fr.*

Belgique : à la découverte des initiatives de transition, 2 octobre à 17h, dans le cadre du salon Aubépine, à Arlon. *Nature & Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél. : 32 (0)81 30 36 90, www.salon-aubepine.be.*

Belgique : pic pétrolier, en quoi sommes-nous concernés ? 3 octobre à 19h30, au Centre culturel du Roeulx, rue d'Houdeng, 27c, 7070 Le Roeulx, conférence d'Ezio Gandin, physicien et président des Amis de la Terre Belgique. *Silvana Balletto; tél. : 0479/844967, silvana.balletto@live.fr.*

Caen : café repaires. Rendez-vous "villes en transition" 13 octobre et le second jeudi de chaque mois à 20 h au *café le Niouzz, 15, boulevard Leroy, 14000 Caen, tél du café : 02 31 34 95 28.* Equipe d'initiative transition sur la région de Caen en projet.

Meurthe-et-Moselle : Faites du solaire, 13 au 15 octobre, Villiers-lès-Nancy. Cette sixième édition a pour thème les villes en transition. 13 octobre : conférence débat "L'éco-rénovation solidaire en marche" au centre Jean-Savine ; 14 octobre : conférence débat "Villes en transition : enjeux et méthodes" avec Jean-François Fleck à 20h00 à la salle Deruet ; 15 octobre : conférence débat "Les enjeux de la transition énergétique" avec Pierre Radanne à 20h00 au centre Jean-Savine ; 15 octobre à 14h30 et 16 octobre à 16h15 à la salle Deruet : atelier "Villes en transition du rêve à la réalité" avec Jean-François Fleck. 15 octobre dans le parc Mme-Graffigny de 14h00 à 18h00 : arts du cirque, échassiers, concerts de Legato et des Tas de raisons ; 16 octobre dans le même lieu : spectacles « les livreurs » et « OGM », concert de « Carnyx ». *Jean-Philippe Gurecki, Mairie de Villers-lès-Nancy, tél. : 03 83 92 12 12 ou Denys Crolotte, tél. : 03 83 40 13 44.*

Belgique : stage d'échanges et de formation, 22 et 23 octobre, à Ciney, avec Corinne Mommen et Helena ter Ellen, d'Ecologie profonde ; Ezio Gandin, Daniel Gauchy, Veronika Paenhuyzen, Josué Dussoulier, Olivier Chaput des Amis de la Terre. Films, conférences, témoignages, ateliers, autour des questions de pic pétrolier, assiette en transition, écologie profonde, permaculture, décroissance, démocratie profonde… Inscription avant le 30 septembre auprès de *veronika@amisdelaterre.be ou 081/39 06 39 (mercredi-jeudi).*

Genève : 5e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. *Pour participer : Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. *Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet.*

Toulouse : journée internationale de la non-violence, jusqu'au 2 octobre. Depuis 2007, le 2 octobre, date anniversaire de Gandhi, est journée internationale de la non-violence. Le Centre de Ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées propose à cette occasion un programme d'activités : du 26 au 30 septembre, animation avec une expo La non-violence, une force pour agir dans différents établissements scolaires ; vendredi 30 à 20 h 30 au cinéma Utopia de Toulouse, projection du film Joli monde suivi d'un débat avec les Faucheurs volontaires ; samedi 1er, de 10h à 18h, place du Capitole, stand à la journée du bénévolat ; à 16 h, table-ronde éducation et non-violence à l'Espace Duranti, salle Osette ; à 20 h, même lieu, table ronde résistances locales et actions non-violentes. Dimanche 2, à 10 h, petit déj' à Utopia, présentation du mouvement Ekta Parishad et de la marche de 2012 en Inde, projection du film La marche des gueux puis repas partagé tiré du sac. *Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées, 11, allée Guérande, 31770 Colomiers, tél. : 05 61 78 66 80, www.non-violence-mp.org.*

Loir-et-Cher : 20e entretiens de Millançay, 30 septembre, 1er et 2 octobre, thème de l'année : "Vivre heureux, c'est possible !". Vendredi, 14 h, table-ronde : l'arbre, pilier de l'écosystème apporte un bonheur fondamental et à la même heure : comment les bio-thérapies, éco-médecines apportent du bonheur. 20h30 : film Comment nourrir l'avenir ? suivi d'un débat. Samedi 9 h : le bio-mimétisme, imiter la nature rend heureux ; 11 h : rôle de l'éducation dans l'aptitude au bonheur ; 14 h : vivre ensemble sur la même planète ; 16h30 : le maraîchage éthique pour rendre producteurs et consommateurs heureux ; en même temps : villes et territoires en transition, slow city, slow food ; 21h45 : débat avec Isabelle Autissier, présidente du WWF, Jean-Marie Pelt, Albert Jacquard sur la possibilité d'un Grenelle de la mer. Dimanche à 9h30 : témoignages d'expériences heureuses (Maison autonome, potagers solidaires, centre des Amanins…) ; 14h30 : visite des jardins et de l'expérience Anthémis (un hectare par famille). *Intelligence verte, ferme de Sainte-Marthe, 41200 Millançay, www.intelligenceverte.org.*

Cher : rencontres Louis-Lecoin, 30 septembre et 1er octobre à Saint-Amand-Montrond. Quarante ans après sa mort, retour sur la vie et le combat du précurseur de l'objection de conscience, dans son village natal. 30 septembre, 20h30, projection de Le cours d'une vie sur ses combats, à la salle des fêtes ; 1er octobre, 14h30, rencontre autour des créateurs de paix avec Josette Pratte, Bernard Vannier, Alain Rafesthain, Bernard Ginisty, Claude Pourcel, Joël Frison, Maurice Montet, Jacques Le Puil ; 21 h, concert de Cath' de la Borne. Exposition au musée Saint-Vic sur la vie de Lecoin jusqu'au 30 octobre. *Organisé par les Amis de Louis Lecoin et l'Union Pacifiste, BP 196, 75624 Paris Cedex 13.*

1 octobre

Partout : le jour de la nuit, 1er octobre au soir, manifestations pour demander une baisse de l'éclairage nocturne et sensibiliser au phénomène de la pollution lumineuse. *Détails des manifestations sur www.jourdelanuit.fr.*

Vélorution, à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch, à **Rouen**, à 14h , parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.*

Ile-de-France : Femmes en résistances, 1er et 2 octobre à l'espace Jean-Vilar, 1, rue Paul-Signac, à Arcueil (RER B Arcueil-Cachan), thème de l'année : résistance à la violence institutionnelle. Documentaires féministes. Samedi 14h : film Le temps et la distance ne nous réduiront pas au silence (l'exploitation des femmes immigrées) ; 16h : Maintenant, ça va suivi de Violences conjugales comment s'en sortir ; 19h : I am (être lesbienne aujourd'hui) ; 21h : L'Imposture (la prostitution). Dimanche, 14h : Corps de femmes, variation 1 (les règles corporelles), 16h : Scum, 40 ans après (le radicalisme contre l'institution) Michèle Causse, une écrivaine en terres occupées ; 19h : concert. *http://resistancesdefemmes.wordpress.com.*

Drôme : foire bio de Montfroc, 1er et 2 octobre, au sommet de la vallée du Jabron, vers Sisteron, 28e édition, producteurs et transformateurs bio, plantes aromatiques et médicinales, huiles essentielles, artisans, artistes de proximité, associations… *Amis de la Foire bio de Montfroc, Marie-Claude Bucher, Grignon, 26560 Montfroc, mcbucher@orange.fr.*

Saône-et-Loire : un week-end dans les étoiles, 1er et 2 octobre, avec Jean-Michel Florin, au Domaine de Saint-Laurent, 71250 Château. *Inscriptions : Maison de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

Yvelines : approfondissement au jardinage biodynamique, 1er et 2 octobre, avec Laurent Dreyfus et Gauthier Baudoin. *Inscriptions : Maison de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

Rhône : festival Zikemo, 1er au 16 octobre, organisé par Lyon Solidaire en soutien à des projets sanitaires et éducatifs au Mali. 1er octobre : 14h, tournoi de jeux en bois au Tostaki, 1, rue Saint-Benoît, Lyon 1er ; 3 au 12 octobre : exposition "Le développement en question" au point info de Villeurbanne, 3, avenue Aristide-Briand ; 5 octobre : 18h, jeu de la ficelle sur globalisation et alimentation, au centre social du Tonkin, 11, rue Bat-Yam, Villeurbanne ; 6-7 octobre : concerts de Emzel Kafé, Paris Combo, etc. au CCO, 39, rue Courteline à Villeurbanne ; 10 octobre : 20h, théâtre-forum sur l'interculturalité à l'Isara, 23, rue Baldassini, Lyon 7° ; 11 octobre : repas insolant illustrant les inégalités Nord-Sud, à Arvel, 31, cours Emile-Zola, Villeurbanne ; 13 octobre : 19h, discussion sur les différentes formes d'engagement citoyen, à la Maison de l'Ecologie, 4, rue Bodin, Lyon 1er, etc. *Lyon Solidaire avec le Tiers Monde, 23, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, www.zikemo.com.*

Loire : faire pousser une ferme en Massif Central, 1er octobre à 17h, à la ferme des Charmilles, lieu-dit Le Morlandet, à Vougy, rencontre avec Terre de liens sur le thème "quel regard des citoyens sur l'agriculture ou comment Terre de liens accompagne la création de liens entre citoyens et agriculteurs". Christophe Pontet présentera son projet d'installation ; Michel et Elisabeth Jacquin expliqueront comment s'est faite la transmission de leur ferme. *Terre de liens Rhône-Alpes, tél. : 09 70 20 31 11, o.joly@terre-deliens.org.*

Paris : quelle maîtrise de l'énergie demain ? 1er et 2 octobre à la bourse du travail de Saint-Denis (M°Saint-Denis Université), formation proposée par le M'Pep, Mouvement politique d'éducation populaire : trouver des alternatives à l'épuisement des ressources, parer à la crise climatique, résoudre les inégalités d'accès à l'énergie, intégrer la question de l'énergie dans la politique industrielle… Présentation par le GSIEN, Global Chance, Négawatt et la Crii-Rad. *www.m-pep.org.*

Belgique : Aubépine, 1er et 2 octobre, hall polyvalent, parc des expositions d'Arlon, thème de l'année : l'abeille, reine de la biodiversité, cultivons et jardinons sans pesticides. Conférences du samedi : les plantes qui soignent (15h), vivre sans pétrole ? (15h), le danger des métaux lourds (17h), les abeilles (17h). Conférences du dimanche : les sept piliers de la santé (11h), l'isolation réponse à un problème de société (13h), un compost, acte citoyen et responsable (15h), à la découverte des initiatives de transition (17h), 70 exposants. *Nature & Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél. : 32 (0)81 30 36 90, www.salon-aubepine.be.*

Angers : les Octovales, 1er au 8 octobre, festival en faveur de la paix. Thème de l'année : l'Amérique du Nord, Marthin Luther King et les luttes contre les discriminations. *www.lesoctovales.org.*

Savoir-faire et découverte

 **Rhône : Fabriquer ses savons soi-même,** 1er et 2 octobre, à Brussieu.

Manche : La phyto-épuration, 1er octobre à Bricqueville-sur-Mer.

Manche : La cuisine avec un four à bois, 7 octobre à Mesnil-Gilbert.

Seine-Saint-Denis : Les enduits terre isolants, de finition et décoratifs, 7 et 8 octobre, à Saint-Denis.

Orne : Produire du fromage de chèvre bio, 17 au 21 octobre à Cisai-Saint-Aubin.

Drôme : Les huiles essentielles en aromathérapie, 17 au 20 octobre à La Roche-sur-Grâne.

Isère : Pain au levain naturel au feu de bois, 22 octobre à Uriage.

Orne : Transformer vos fruits en gelée, pâtes de fruits, jus… 22 octobre à Taillebois.

Seine-Maritime : Créer des objets décoratifs en vannerie sauvage, 29 et 30 octobre à Gancourt-Saint-Etienne.

Stages organisés par Savoir-faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoir-faire.fr.



Si vous désirez présenter S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

Grenoble : Vivre l'utopie
6 au 8 octobre, 3 jours sur le campus de Saint-Martin-d'Hères autour des projets de société alternatifs. 6 octobre : 10h30 les communautés libertaires aux Etats-Unis par Ronald Creagh, 13h projection et conférence de Michel Lallement sur Godin et le familistère de Guise, 14h30 présentation de la coopérative Oxalis par Jean-Luc Chautagnat, 16h présentation de Longo Maï par Eva Taubert, 20h projection des *Sentiers de l'utopie* avec Isabelle Frémeaux et John Jordan. 7 octobre : 10h présentation de la formation Feve sur le vivre-ensemble, 13h projection de *Vivre l'utopie*, sur l'autogestion en Espagne en 1936, 15h atelier sur les réunions et prises de décision par Béatrice Poncin, 20h projection de *Viva Mexico* sur l'Autre Campagne initiée par les zapatistes. 8 octobre : 10h l'autogestion par la Scop La Péniche, 13h projection de *De la propriété* avec Till Roskens, 14h atelier de co-formation par Christophe André, 16h30 performance *Libérer l'argent* par Till Roskens, 17h30 *Pour une autre économie, les monnaies complémentaires* par Olivier Truche, 20h projection de *La Cecilia, communauté libertaire*. Chaque jour déjeuner préparé par *h&m de cuisinette* et dîner proposé par *Las Vegan*. Lieu de déroulement de l'évènement : *Eve, 701, avenue Centrale, 38400 Saint-Martin-d'Hères. (accès : Tram B ou C, arrêt Gabriel Fauré). Organisé par l'association Entropie, La tour Mont-Blanc, 15, boulevard Leclerc, 38000 Grenoble, entropie.asso@yahoo.fr.*

Haute-Vienne : fête des simples, 1er et 2 octobre sur l'île du lac de Vassivière. 6es rencontres nationales des producteurs de plantes aromatiques et médicinales du syndicat Simples. Thème de l'année : des plantes et des femmes. *Inscriptions : Maison de Vassivière, Agence locale de tourisme, Auphelle, lac de Vassivière, 87470 Peyrat-le-Château, tél. : 05 55 69 76 70 ou Syndicat Simples, 17, rue de la Liberté, 12100 Millau, tél. : 05 65 62 14 99, www.syndicat-simples.org.*

Doubs : Le faire à repenser, 1er et 2 octobre à Montferrand-le-Chateau (près de Besançon), festival des alternatives au capitalisme. Samedi soir : soirée concert. Dimanche : conférences-débats (Partage des richesses. Violence et désobéissance civile. La politique, esclave des marchés. Capitalisme, contre nature. Convergences anticapitalistes), théâtre, films (Ni vieux, ni traîtres. Food inc), expositions, ateliers, marché bio, médias alternatifs, stands associatifs, forum des luttes… *Le caillou dans le mocassin, 32, rue Antonin-Fanart, 25000 Besançon, tél. : 06 81 62 40 54, www.lecailloudanslemocassin.fr.*

2 octobre

Haute-Marne : foire bio, place des Halles à Chaumont, une quarantaine d'exposants, entrée gratuite. *GAB52 Haute-Marne, Chambre d'agriculture, 13, rue Maucière, 52300 Joinville, tél. : 03 25 94 69 94.*

3 octobre

Ariège : construire et habiter autrement, 3 au 7 octobre à Roumengoux, théorie et visite de maisons écologiques. *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.*

4 octobre

Rhône-Loire : initiation à la médiation, 4, 11 et 18 octobre à Vénissieux, près de Lyon. Formation interactive : questions-réponses, exercices, réflexions, apports théoriques. *Ifman Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.*

5 octobre

Bourgogne : festival des contes givrés, 5 octobre au 10 novembre, ouverture le 5 à 10 h à La Fabrique de Savigny-sur-Grosne. Thème de l'année : imaginaire et résistance. Comment dire non aux impostures du discours dominant. Participation d'artistes, journalistes, animateurs, militants culturels, chômeurs, responsables associatifs ou syndicaux, partenaires d'accueil du festival et ainsi que tous autres auditeurs ou orateurs libres. *La Fabrique, 71460 Savigny-sur-Grosne, www.festival-contesgivres.fr.*

Essonne : rencontres des acteurs du développement durable, 5 au 8 octobre. 5 octobre à 20h, théâtre de l'Agora, à Evry, conférence de Patrick Viveret Résister et agir en situation de crise. Jeudi 6 : des entreprises s'engagent, à la chambre de commerce et d'industrie d'Evry. 7 octobre : des collectivités s'engagent à Viry-Châtillon avec des ateliers sur la performance énergétique, l'économie sociale et solidaire, les piétons et cyclistes moteurs de la mobilité, la réduction des déchets, la démocratie locale, l'alimentation. Samedi 8 : des associations et des citoyens s'engagent, table-ronde : les jeunes et l'éducation au développement durable. *Solicités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 53 88, www.solicites.org.*

6 octobre

Pas-de-Calais : toilettes sèches et phytoépuration, de 9h30 à 18 h, à l'association A petits pas, à Ruisseauville, module de formation : le fonctionnement, la gestion des sous-produits, la réglementation… *Renseignements : 03 21 41 70 07.*

7 octobre

Vélorution : à **Chambéry**, à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

Drôme : Open space, les nouvelles frontières de l'Europe, 7 octobre au 12 février, au Centre du patrimoine arménien, à Valence, exposition de deux photographes et un cartographe sur le thème de la libre circulation des personnes dans l'espace Schengen depuis 1985. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

Ille-et-Vilaine : Ille-et-Bio, 7 au 9 octobre à Guichen, thème de l'année : métamorphoser l'économie, 300 exposants, 40 conférences, *Association culture bio, 43, rue Fagues, 35580 Guichen, tél. : 02 99 52 02 90, www.culturebio.org.*

8 octobre

Bio **Isère : je crée et j'entretiens une mare naturelle,** 8 et 9 octobre, stage au Centre Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

9 octobre

Ariège : foire bio, à Saint-Lizier, 9e édition, marché bio, pôle écohabitat, animations, démonstrations, ateliers-dégustation, restauration... *Civam bio Ariège, Cottes, 09240 La Bastide-de-Sérou, tél. et fax : 05 61 64 01 60, www.bioariege.fr.*

Gap : Journée autrement, avenue Jean-Jaurès. *Gap Sud, mairie annexe de Fontreyne, rue Roger-Sabatier, 05000 Gap.*

Bio **Loire-Atlantique : écojardinage,** de 9h30 à 17h à La Maison autonome de Moisdon-la-Rivière, stage de formation animé par Eric Sabot, auteur du livre La pratique du compost et des toilettes sèches. Comment prendre soin d'un sol pour le nourrir, comment favoriser la biodiversité, comment faire du jardin un lieu de rencontre entre l'Homme et la nature, comment faire du compost, des engrais verts, comment utiliser le paillage et le potentiel des toilettes sèches. *Label Verte, 2 bis, rue du Pont-du-Rateau, 49250 Saint-Mathurin-sur-Loire, tél. : 06 28 22 03 77, www.labelverte.org.*

Bordeaux : faites des alternatives, sur le Quai de Queyries, rencontres et ateliers autour de l'écologie, la décroissance, les alternatives : échanges de savoirs, zone de gratuité, musique, ateliers, sans aucun stand marchand. *http://bordeaux.decroissance.info.*

Brest : 10e festival intergalactique de l'image alternative, 9 au 15 octobre. *Programme sur www.festival-galactique.infini.fr.*

Bio **Namur : semer un pré fleuri, planter une haie,** rendez-vous devant l'ancienne gare de Vedrin centre, rue Van Griecken à Vedrin. *Contact : namur@amisdelaterre.be ou 0476/779815 (Marcel).*

11 octobre

Ille-et-Vilaine : enduits terre sur paille, 11 octobre au 4 novembre, chantier participatif sur le site du futur Ecopole de Guichen, bâtiment basse consommation en paille. Chantier encadré par la Scop Echopaille et l'entreprise Art Mur. Repas du midi fourni, possibilité d'hébergement. *Association culture bio, 43, rue Fagues, 35580 Guichen, tél. : 02 99 52 02 90, guillaume@culturebio.org.*

13 octobre

Saône-et-Loire : construction en pierres sèches, 13 au 16 octobre au domaine de Saint-Laurent, près de Cluny (www.domaine-saint-laurent.fr). Stage pour tout public, apprentissage technique et théorique. *Association des laviers et murailliers de Bourgogne, tél. : 03 85 59 08 25, www.lm2b.fr.*

Lille : rénovation à très faible consommation d'énergie des bâtiments existants, technologies disponibles, coûts et stratégie de financement, exemples de réalisations, animé par Olivier Sidler d'Enertech, pour public professionnels et responsables associatifs dans le domaine. *Institut Négawatt, BP 16181, 26958 Valence cedex 9, tél. : 04 75 58 60 85, www.institut-negawatt.com*

14 octobre

Gironde : retrouver la nature en soi, 14 au 16 octobre, en soirée le 14, conférence à 20 h, à Maison Terre de Femmes, place Nansouty, à Bordeaux. Ateliers les 15 et 16 au Vélo Vert, 30, chemin Darrigault 33670 Sadir. Animation par Claire Carré, de l'association Roseaux Dansants (www.roseaux-dansants.org). Trouver son écologie profonde, est une approche qui permet à l'être humain de prendre sa juste place sur Terre. L'atelier propose différentes pratiques pour transformer notre inquiétude pour le monde en engagement créatif. *Inscriptions: Guy Kieser: 05 56 36 63 92.*

Bio **Aude : les plantes bio-indicatrices,** de 9h15 à 17h, à Labécède-Lauragais, stage animé par Moutsie de l'association Ortie. *Nature-&-Progrès Aude, tél. : 04 68 20 94 75.*

15 octobre

Partout : journée mondiale des Indignés, journée lancée par les Indignés de Madrid.

Paris : comment favoriser l'émergence d'actions alternatives ? 15 et 16 octobre, formation co-organisé par Recit et Attac. Objectif : former des militants pour être des relais locaux en matière d'alternative et être capable de lancer une mobilisation sur ce thème. *Renseignements : Recit, Réseau des écoles de citoyens, 15, avenue Robert-Fleury, 78220 Viroflay, tél. : 06 67 05 58 95, www.recit.net.*

Paris : festival du livre et de la presse d'écologie, 15 et 16 octobre à la Bellevilloise. Invité d'honneur : Stéphane Hessel, qui après "Indignez-vous" présentera "Engagez-vous". Le 16 à 13h, présentation du livre Eloge de l'éducation lente par Jean-Pierre Lepri de Silence. *Association du festival du livre et de la presse d'écologie, MDA, boîte 9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, tél. : 09 65 39 83 85, contact@flpe.fr.*

Bas-Rhin : Etre parents, de la naissance au projet éducatif, à Illkirch près de Strasbourg. Journée axée autour de tables rondes (homoparentalité, allaitement, alternative à l'école, parent-adolescent, adoption, grossesse multiple, projet de naissance...), ateliers (portage, massage bébé, jeux de rôles autour de la communication non violente, présentation matériel Montessori), conférence de Bernard This. *Histoire de Bien Naître, 26, quai de l'Ill, 67400 Illkirsch-Graffenstaden, tél. : 03 69 26 73 01 ou 03 88 29 92 17, http://histoire.bn.free.fr.*

Rhône-alpes : manifestation devant la centrale de Bugey, manifestation pour demander la fermeture des réacteurs qui arrivent à l'âge de 30 ans, durée pour laquelle ils ont été construits et pour demander de manière plus générale la sortie du nucléaire. *Joel Guerry, jguerry51@orange.fr et Xavier Lurthy, xlurthy@free.fr.*

Ouest : manifestation antinucléaire, 12h, esplanade Charles-de-Gaulle, à Rennes, pour demander l'arrêt du chantier EPR de Flamanville et des nouvelles lignes THT. *Sortir du nucléaire Rennes, 48, boulevard Magenta, 35000 Rennes, tél. : 06 85 44 10 19, http://sdn-rennes.org.*

Aude : découvertes essentielles, de 14h à 17h30, à l'abbaye de Rieunette à Ladern-Loquet, stage sur les huiles essentielles animé par Virginie de Couleur ciel. *Nature-&-Progrès Aude, tél. : 04 68 20 94 75.*

16 octobre

Aude : découverte des champignons, à Chalabre. *L'Ortie, Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, lortie.asso.fr.*

Haute-Garonne : foire bio du grand Toulouse, à la base de loisirs de La Ramée à Tournefeuille. Entrée gratuite. Thème de l'année : l'autonomie énergétique, marché bio et local, presse alternative, associations, bourse d'échanges de graines et de plants, conférences, films… *Erables31, www.erables31.org, tél. : 05 34 47 13 04.*

17 octobre

Bio **Ardèche : le potager agroécologique (niveau 1),** 17 au 21 octobre, dans les jardins du mas de Beaulieu. *Terre et humanisme, mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, Virginie tél. : 04 75 36 65 40, virginie@terre-humanisme.org.*

Partout : journée du refus de la misère. A Paris, rassemblement sur le parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro. *Programme : ATD-Quart-Monde, www.atd-quartmonde.fr.*



Clermont-Ferrand : la terre, une richesse à cultiver, de 10h à 17h, au centre Jean-Richepin, 10, rue



Jean-Richepin, journée d'échanges et de débat avec Terre de liens, témoignages de collectivités et de citoyens ayant aidé à des installations agricoles, intervention d'Alain Guéringer, du Cemagref, sur les questions du foncier agricole. Deux tables-rondes : collectivités et citoyens, quelle coopération pour soutenir l'installation agricole ? et Comment des porteurs de projets agricoles ont-ils réussi à trouver du foncier grâce au soutien des collectivités locales ? *Terre de liens Massif Central, tél. : 06 42 63 21 74, e.petitdidier@terredeliens.org.*

Nantes : rénovation à très faible consommation d'énergie des bâtiments existants, technologies disponibles, coûts et stratégie de financement, exemples de réalisations, animé par Olivier Sidler d'Enertech, pour public professionnels et responsables associatifs dans le domaine. *Institut Négawatt, BP 16181, 26958 Valence cedex 9, tél. : 04 75 58 60 85, www.institut-negawatt.com*

19 octobre

Seine-Saint-Denis : scénario négawatt, à Montreuil, stratégies pour une transition énergétique. Connaître et mettre en œuvre un scénario Négawatt. *Institut Négawatt, BP 16181, 26958 Valence cedex 9, tél. : 04 75 58 60 85, www.institut-negawatt.com*

20 octobre

Lyon : expédition de S!lence. 20 et 21 octobre. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

22 octobre

Ariège : sensibilisation humaine et relationnelle à l'auto-éco-construction, 22 et 23 octobre à Roumengoux. *Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.*

23 octobre

Ardèche : chaîne humaine antinucléaire, à Tournon, en préparation de la chaîne humaine du 11 mars 2012 dans la vallée du Rhône pour demander la sortie du nucléaire. *Plus : tél. : 07 77 20 27 71, www.chainehumaine.org.*

24 octobre

Bio

Ardèche : cuisine et bien-être, 24 au 29 octobre, dans les jardins du mas de Beaulieu. *Terre et humanisme, mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, Virginie tél. : 04 75 36 65 40, virginie@terre-humanisme.org.*

Ille-et-Vilaine : la bonne assiette, 24 au 28 octobre au château de Bouvres, 40 km au sud de Rennes, stage pour apprendre à manger moins de produits animaux, moins de produits industriels, moins de sucres rapides… Films et randonnées au programme. *La Bonne assiette, 49, rue Pierre-Corneille, 35000 Rennes, tél. : 02 99 32 18 87, www.bonneassiette.org.*

27 octobre

Drôme : un changement humain pour un changement de société, 27 octobre au 1er novembre aux Amanins, à l'invitation de Pierre Rabhi, cinq jours d'échanges, de rencontres, de partages, de réflexions collectives, de coopération et d'activités reliées à la terre. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tel : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Deux-Sèvres : festival du film ornithologique de Ménigoute, 27 octobre au 1er novembre, documentaires animaliers, salon d'art animalier, stands associatifs, conférences et débats, sorties nature… *Association Mainate, 16 bis, rue de Saint-Maixent, BP 5, 79340 Ménigoute, tél. : 05 49 69 90 09, www.menigoute-festival.org.*

28 octobre

Aude : fabrication de produits naturels, cosmétiques, soins, ménagers... 28 au 31 octobre. *L'Ortie, Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, lortie.asso.fr.*

29 octobre

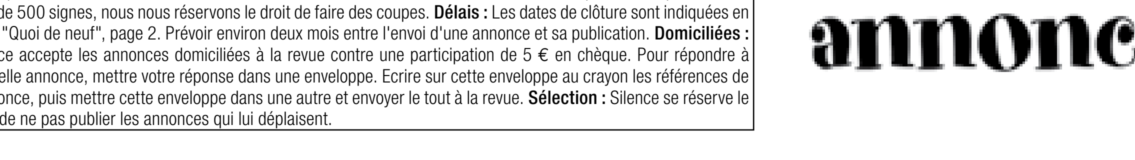
Strasbourg : Bio & Co, 29 octobre au 1er novembre au Parc des expositions de Wacken, 250 exposants en 17 villages. Matériaux naturels, Eco-construction, Jardinage bio, Maison écologique, Enfants écolos, Editions & loisirs, Efficacité énergétique, Eau vivante, Cuisine, Mode éthique… *Animations. Conférences. Bio & Co, 17, avenue Charles-Siffert, 25000 Besançon, tél. : 03 81 55 73 68, www.salonbioeco.com.*

Alsace : Ecotidienne

Les soins par les huiles essentielles, 1 octobre
Enduits décoratifs à la chaux, 3 octobre
Toitures végétalisées, 8 octobre
Faut-il purifier l'eau du robinet, et à quel prix ? 15 octobre à Haguenau
Initiation à la construction en bottes de paille/enduits terre, 16 octobre
Fabriquer ses cosmétiques naturels, 22 octobre
Fabriquer ses meubles en carton, 23 octobre à la Wantzenau

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.





Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Pour des raisons de confidentialité, les annonces ne sont disponibles que pour la version papier.


D. R.

Reconquérir son autonomie

Entretien avec Ingmar Granstedt, socio-économiste, auteur de « L'impasse industrielle »(1), et l'un des organisateurs du colloque « Sortir de l'industrialisme » qui se tiendra à Lyon du 11 au 13 novembre prochain à l'initiative de l'association *La ligne d'horizon.*

Vous participez à l'organisation d'un colloque « Sortir de l'industrialisme ». Selon vous, que signifie ce terme d'industrialisme ?

Depuis le 19e siècle, nous sommes coincés dans l'opposition entre capitalisme et socialisme. Cette opposition a des fondements tout à fait justifiés, mais elle néglige ce qui est le *fond commun* de ces deux grandes idéologies dominantes du 20e siècle et du début du 21e. C'est ce fond commun qui fait problème actuellement, beaucoup plus que ce qui les oppose. Il est sûr que ce qui les oppose continue d'avoir une réalité : entre le libéralisme ultra que l'on connaît actuellement avec ses ravages financiers, et le socialisme en tant que projet de solidarité, il y a bien sûr des oppositions. Mais le fond commun est de miser l'avenir des sociétés du monde sur une certaine orientation, toujours dans la même direction, de la science, de la technique, du développement économique, et c'est ce qui constitue actuellement le fond du problème. On essaye de désigner par « industrialisme » ce fond commun.

L'industrialisme, c'est une façon de penser qui domine l'action et les projets économiques. Cette façon de penser rationalise d'abord toute l'existence, elle est dominée par l'idée de puissance. L'idée est d'avoir toujours une action qui soit puissante sur les choses, sur les hommes, sur les matières, sur les matériaux, sur les énergies… D'où la concentration des moyens, mais aussi un rayon d'action qui devient à longue portée pour le champ économique, le marché, l'entreprise…

(1) *L'impasse industrielle*, ed. du Seuil, 1980. Réédition aux éditions A plus d'un titre en novembre 2011.

On a donc des entreprises globalisées, et même mondialisées pour certaines, qui jouent toutes à grande échelle avec les différences dans les conditions de travail, les régimes politiques et le droit financier.

Dans ces conditions, nous nous retrouvons dans un imbroglio économique qui n'est, à mon avis, pas du tout maîtrisable, ni par une volonté politique (qui était le projet socialiste de la planification, une vision elle aussi très rationnelle des choses), ni par le jeu des forces du marché qui, au contraire, révèle actuellement son côté de plus en plus destructeur. D'autant que s'y mêlent d'autres facteurs, dès lors que le pouvoir politique est absorbé dans ce jeu et perd ainsi son rôle de régulateur. D'où actuellement cette impuissance des Etats et des gouvernements face à cette énorme machinerie financière qui s'est désencastrée de l'économie. Cette expression est très juste : l'économie s'est désencastrée du social, et la finance s'est *désencastrée* de l'économie. Le système économique était devenu tellement marqué par la concurrence que les Etats ont perdu leur souveraineté dans ce jeu-là et ont eux-mêmes été entraînés dans la dynamique concurrentielle. A fortiori, ils le sont encore maintenant bien plus dans la financiarisation où, effectivement, ils se plient complètement aux exigences des marchés financiers.

Dans cette dérégulation un peu folle, l'occasion se présente peut-être de repenser les choses autrement en mettant l'industrialisme au centre de la problématique. Car c'est l'industrialisme qui a permis cette évolution vers un système économique entièrement fondé sur la puissance.

Alors, comment sortir de l'industrialisme ?

L'axe principal est de voir comment les acteurs, les gens, les personnes, les lieux qui forment la diversité du monde, peuvent retrouver de *l'autonomie,* non pas au sens de l'autarcie, mais au sens de marge de manœuvre, de possibilité d'action qui permette aux acteurs locaux de peser avec leurs propres critères dans les décisions et dans les projets qu'ils lancent. C'est l'autonomie comme action et au pluriel qui est l'axe central. Et comme liberté d'interaction, c'est un des fondements indispensables pour que les régulations puissent se faire au niveau le plus proche possible de là où se déroule l'existence concrète des gens : leur travail, leur vie, leur habitat… Plus il y a d'autonomies (au sens pluriel) en des lieux du monde, plus les régulations peuvent être locales ; les adaptations, les projets, les initiatives… peuvent être locaux, et donc plus il y a de chances que l'ensemble de ce qui forme l'humanité active puisse à la fois bouger, évoluer et en même temps rester constamment sous contrôle des populations. Le thème de la *relocalisation* viendra donc forcément dans ce colloque, avec toutes les difficultés qu'il comporte, évidemment.

Pour sortir de l'industrialisme, et revenir à des collectivités plus autonomes dans leurs conditions d'existences, est-ce que les pays du Sud ne sont pas mieux placés que les pays occidentaux, où même nos mentalités ont été colonisées par l'idée que nous n'étions plus que des consommateurs ?

C'est ce qu'un certain nombre, dont j'étais, avait pu espérer il y a une trentaine d'années. Je pense qu'Ivan Illich(2) avait espéré cela également. Il s'avère que ce n'est pas ce qui s'est passé. C'est le modèle industrialiste du Nord qui, de plus en plus, a envahi la réalité du terrain dans les pays du Sud. Sans doute aussi les conceptions du monde pénètrent-elles petit à petit dans la tête des gens, en tous cas dans la tête de l'oligarchie de ces pays-là qui marche à fond dans le système.

Reste le fait qu'il est impossible que l'humanité entière entre dans ce système-là. Comme le disait très bien François Partant(3), une partie du monde en sera forcément exclue, ou ne pourra jamais y entrer. Par exemple, en terme d'emploi, le système ne peut pas à la fois augmenter sa productivité en permanence et intégrer tout le monde, puisque la conséquence de la productivité, pour l'instant, c'est d'en éjecter le plus possible. Pour ces gens, à mon avis, la perspective ne peut être que dans une reconquête de l'autonomie. Le plus souhaitable est qu'ils en soient les acteurs actifs, que ça ne se fasse pas pour eux à leur place.

Entretien réalisé par Marie-Pierre Najman et Jean-Marc Luquet ■

Colloque
Sortir de l'industrialisme

Du vendredi 11 novembre 2011 après-midi au dimanche matin 13 novembre à la Maison des Associations, 28 rue Denfert-Rochereau, Lyon 4e.

En trois plénières et 10 ateliers, sur deux thèmes :

1. Qu'est-ce que l'industrialisme, comment le détecter, quel est son fonctionnement, où nous amène-t-il ? Avec, entre autres, M. Auzou, P. Calbo, D. Deun, M. Gralepois, I. Granstedt, A. Gras, F. Jarrige, B. Louart, A. Marcom, J. Monestier, J. Porcher (sous réserve), S. Grünig, G. Savigny (sous réserve), X. Rabilloud, V. Doumeyrou...

2. Les alternatives à l'industrialisme, aux niveaux individuel et collectif. Avec, entre autres, Y. Bailly, G. Decrop, N. Eyguesier, F. Flahaut, P. Gruca, C. Homs, J. Jullien, F. Olivier, S. Foutoyet, R. Linhart, P. Marcolini, MP Najman, S. Poulenard, J. Rouveyrol, M. Szuba...

S'inscrire à La Ligne d'Horizon c/o Ozarts, 10-12 rue Pailleron, 69004 Lyon
contact@lalignedhorizon.net
www.lalignedhorizon.net

Tarif (recueil d'articles compris) : plein tarif 25 euros, petit budget 10 euros, chèque à l'inscription, à l'ordre de La Ligne d'Horizon.

(2) Ivan Illich est notamment l'auteur de *La convivialité* (Point Seuil). Voir également ses *Œuvres complètes* en deux volumes chez Fayard.

(3) Voir notamment *La fin du développement. Naissance d'une alternative ?*, ed. Maspéro, 1982. Réédition Babel 2011.


D. R.



D.R.

L'engagement écologiste et la politique

En 2010, *Silence* a réalisé une enquête auprès de ses lecteurs et lectrices. Quels sont les engagements écologistes et politiques des 347 personnes qui ont répondu à ce questionnaire ?

Silence a commencé par demander de quels groupes et associations les lecteurs/lectrices de la revue se sentaient proches. Plus de 250 noms de structures ont été cités en tout. 148 personnes se sentent proches des organisations politiques écologistes, dont 114 d'Europe-Ecologie-Les Verts, 2 de l'Alliance écologiste indépendante, 3 du Mouvement écologiste indépendant… et d'autres d'une écologie hors-partis.

Des écologistes de gauche

Les réponses reçues nous rappellent que les lecteurs et les lectrices de *Silence* sont fondamentalement des écologistes de gauche… voir d'extrême-gauche et même libertaires.

60 personnes se disent être proches de la gauche en général, ou bien du Front de Gauche (12), d'un parti de gauche (17) parmi lesquels sont cités le PC 3 fois, le PS 6, ou encore de "la gauche sauf les socialistes". 51 personnes expriment leur attachement à l'extrême-gauche, surtout au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). 31 s'affirment plutôt libertaires, dont certains adhérents à la Fédération Anarchiste (4) ou encore à Offensive (1). 12 affichent leur attachement aux Alternatifs, qui se situent entre la gauche et l'extrême-gauche, et 8 aux "idées altermondialistes", Attac étant citée 19 fois. 30 réponses affirment la proximité avec un syndicat, dont 19 avec la Confédération Paysanne et 5 avec Sud, d'autres évoquant la CGT, la CFDT ou Solidaire. 21 personnes enfin disent n'être proches d'aucun parti politique, se déclarant souvent anarchistes ou libertaires. Notons que depuis les premières enquêtes réalisées pour *Silence* ces résultats n'ont pas véritablement changé. Et la décroissance dans tout ça ? La proximité ou l'adhésion à ce courant d'idées est cité par 90 personnes.

Agir en association

156 lecteurs/lectrices nous parlent de leur engagement dans des associations nationales et internationales. Parmi elles, Sortir du nucléaire (41), Greenpeace (31), ATD Quart-Monde (23), les Amis de la Terre (21), Amnesty International (11), la CRIIRAD (10), Kokopelli (9), Nature & Progrès (7), Terre et Humanisme (7), la Ligue pour la Protection des Oiseaux (6), la Ligue des Droits de l'Homme (5), Agir pour l'Environnement (5), WWF (4), Peuple et culture (4) pour les plus citées. Il faudrait évoquer également toutes les associations locales, environnementalistes ou concernant la vie quotidienne (transports, santé, eau, coopératives d'habitat, jardins collectifs…).13 personnes évoquent des groupes non-violents, le MAN et l'Arche en particulier, et très peu évoquent des groupes féministes… 7 participant-e-s enfin se disent proches du bouddhisme ou du christianisme social.

Les contradictions de l'action politique et de la vie quotidienne

Quelles sont les contradictions que nos lecteurs/lectrices relèvent au sein des groupes, associations et groupes politiques dont ils/elles se sentent le plus proches ? 10 n'en voient aucune. Concernant les partis politiques, on relève surtout celles relatives au carriérisme (27) et aux enjeux de pouvoir (8), puis les incohérences entre idées et actions, le centralisme, les luttes pour le pouvoir, le fonctionnement interne dont se plaignent notamment 6 personnes proches du NPA, le manque de démocratie, la politique politicienne, le manque d'autocritique, le cumul des mandats, la désunion des partis de gauche…

Une salve de critiques concerne les Verts, dont beaucoup se sentent proches : dérive libérale, accords avec des partis peu fréquentables, déficit interne de la vie démocratique, manque d'engagement pour la décroissance et d'engagements sociaux.

Un administrateur financier et assistant maraîcher de 30 ans relève les incohérences qui touchent le monde des libertaires : plus précisément les « anarchistes qui se mettent en groupe où naissent des liens de subordination », et les Ami-e-s de Silence « qui s'entassent dans des bagnoles pour se rendre aux rencontres qu'ils organisent... »

D'autres incohérences sont pointées à un niveau plus personnel. « C'est intime comme question », fait remarquer un homme de 50 ans. D'autres précisent : "J'ai deux ordinateurs, un téléphone portable ; j'utilise trop la voiture ; je suis encore dans le système de consommation ; j'utilise fréquemment l'avion ; j'occupe un appartement trop grand…".

Je vote, tu votes, il ne vote pas toujours

A la question : "Lors des dernières élections locales, êtes-vous allé voter, et si oui, quel a été votre choix pour les premier et second tour ?", 281 de nos 347 interlocuteurs ont répondu qu'ils/elles se sont rendus aux bureaux de vote au premier tour, tandis que 51 ont déclaré ne pas avoir fait ce trajet. Parmi les votant-e-s, quatre ne se souviennent plus pour qui (!), 10 ont voté blanc, une petite poignée a voté pour le centre-droit.

80 ont voté pour des partis écologistes, que ce soient Les Verts (58), Europe-Ecologie (9) ou des "écologistes" en général (12). 70 ont préféré des partis de gauche, dont le PS (20), le Front de gauche (7), le PCF (3) ou la "gauche" en général (38). L'alliance entre gauche et écologie est visible à travers le vote pour des listes d'union gauche-verts (9), gauche écolo (5), etc. 28 ont voté pour l'extrême-gauche dont 20 pour le NPA. 80 expliquent avoir voté pour des listes locales qui se situent souvent hors des clivages politiques traditionnels.

Par ailleurs, des listes décroissantes ont été montées ici et là, et 7 personnes affirment avoir voté pour celles-ci ou pour la liste Audaces à Lyon regroupant des décroissants, des alternatifs et des ex-membres de la LCR. Plusieurs personnes de sensibilité libertaire sont venues aux urnes, affirmant voter pour une "gauche libertaire".

Pour le second tour, 139 sur 281 ne sont pas allés voter, soit la moitié. 19 ont plébiscité des "verts restants", et 100 des listes de gauche dont 54 le PS. D'autres se sont heurtés à un non-choix, comme par exemple cet architecte de 37 ans (« Dans ma petite commune, il n'y avait guère de choix entre UMP et UMP ») ; ou encore ce cadre de 60 ans désormais retraité de la fonction publique qui explique ainsi son choix : « J'ai voté à droite, mécontent de devoir le faire pour éviter l'extrême droite d'arriver au deuxième tour. »

Les lecteurs et lectrices de *Silence* emploient de multiples stratégies pour déployer leurs idées dans l'action politique, à travers associations, organisations et partis politiques. Les votes, décrits longuement ici, ne sont qu'une partie modeste de l'engagement de chacun-e, allant de la cohérence du quotidien aux actions collectives qui permettent de faire de la politique écologiste "autrement".

Mimmo Pucciarelli et Guillaume Gamblin ■

Pour sortir des violences policières : plus de contrôle et de formation

La police nationale fait l'objet de nombreuses critiques émises aussi bien par des citoyens que par des organisations de défense des droits. Comment en sortir ?

Du côté de la police

Certains syndicats de policiers dénoncent la pression du chiffre et du résultat qui est faite sur les agents, pression appuyée par une politique sécuritaire de lutte contre l'immigration clandestine. Certains policiers disent leur embarras de participer à ces opérations. Et s'il n'y a pas d'action de désobéissance civile organisée, il ne faut pas croire que les agents de la police n'ont pas d'états d'âme et ne se posent pas de question éthique. La souffrance au travail, le stress, le *burn-out* les touchent aussi et le suicide au travail est particulièrement élevé chez les policiers (voir le *syndicat UNSA-Police, http://police.unsa.org*).

Les plaintes et les réclamations concernent essentiellement des comportements violents inappropriés à la situation et un manque de respect. Ce qui est reproché c'est aussi la relative impunité dont bénéficient les policiers dans l'exercice de leur fonction. Des injures sont proférées, des coups sont donnés : des manquements à la déontologie des « gardiens de la paix ». *Amnesty International* a publié en 2009 un rapport intitulé *Des policiers au-dessus des lois.* Elle y condamne le manque de recours des citoyens, notamment l'absence d'enquêtes indépendantes lors d'une plainte envers un policier. Le nombre de plaintes dont s'est saisie la *Commission nationale de la déontologie sur la sécurité* a subi une hausse constante dans la décennie 2000-2010. Cette commission qui exerçait malgré tout un certain contrôle sur les pratiques policières a été supprimée, son champ d'action est maintenant confié au Défenseur des Droits, moins indépendant.

La fonction de la police est pourtant de concourir à garantir les libertés des citoyens, à faire respecter leurs droits et à assurer leur sécurité. Comment faire pour que cette fonction demeure compatible avec la démocratie ?

Qu'en disent les principales victimes ?

Les relations entre les jeunes de banlieue et la police sont extrêmement tendues. Le plus souvent, les émeutes ont comme origine le décès d'un jeune suite à une bavure policière. Les jeunes sont particulièrement sensibles au respect et à la considération. Le tutoiement est presque systématique de la part des policiers envers les jeunes. Certaines associations dénoncent ce fait et souhaiteraient que le vouvoiement soit de rigueur. Cela peut sembler un détail mais participerait à un peu plus de respect. Les victimes de violences conjugales, essentiellement des femmes, témoignent que les conditions d'accueil, d'écoute se sont globalement améliorées dans les commissariats. Plusieurs agents ont suivi des formations sur ce thème. Les droits des victimes sont mieux connus et plus respectés. Les plaintes et la transmission au procureur tendent à remplacer les mains courantes qui restaient lettre morte. Des personnes sans papiers témoignent d'attitudes très violentes et racistes de la part des policiers à leur égard notamment lors des procédures d'arrestation et de reconduite à la frontière. D'autres sentent que certains policiers ne font pas de zèle, et ont une attitude humaine notamment envers les enfants.

La violence policière, une manifestation d'incompétence ?

La garde à vue s'est tellement banalisée que ce sont 800 000 personnes qui ont été concernées en 2010. Tout un chacun peut y être confronté, et les témoignages ne manquent pas qui dénoncent l'humiliation, la violence gratuite et inutile. La situation était devenue tellement contraire à un Etat de droit qui préserve la liberté individuelle que la loi sur la garde à vue a été modifiée pour apporter un peu plus de contrôle sur ce qui se passe dans les commissariats. En effet, un contrôle strict des appareils d'Etat est nécessaire dans un régime démocratique. *« Le recours à la violence par les agents de la force publique est, sauf exception, une manifestation d'incompétence professionnelle »,* estime Dominique Monjardet[1]. Plus la police sera qualifiée, formée, compétente et surtout nourrie de savoirs être déontologiques et de savoirs faire professionnels, et moins elle devrait recourir à la violence.

Yvette Bailly *MAN-Lyon* ■

(1) Sociologue, auteur du livre : *Ce que fait la police, sociologie de la force publique.*

Contrôler les pratiques policières

A Madrid, des *Brigades de voisinage d'observation des droits humains* ont vu le jour en 2010 pour observer et dénoncer les violences policières.

C'est pour répondre à la multiplication des check-points policiers envers les migrants dans les quartiers de Madrid que des militants ont décidé de s'organiser pour tenter d'apporter une réponse collective par l'action directe non-violente. Face à la traque des étrangers à expulser, une réflexion a amené certaines personnes à s'intéresser aux initiatives existantes ailleurs, comme le *Cop Watching*, pratique de surveillance de la police venues des USA[1], et l'observation internationale des droits humains dans le Chiapas et au Guatemala[2].

Comment s'organisent les brigades d'observation ?

Les brigades de voisinage sortent en groupe, avec des gilets oranges. Elles se rendent dans les endroits où elles supposent qu'une rafle peut se dérouler, avec l'intention — si elles sont témoins d'un contrôle d'identité — de l'observer, de le documenter, de le dénoncer et de le rendre visible. Les brigades pratiquent une sorte d'action directe légale pour entraver et contrer ces pratiques policières.

Il y a à Madrid plus d'une centaine de "brigadistes". Lors de leurs interventions, ils se fondent sur l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prohibe les contrôles au faciès. En effet, la police ne peut demander l'identité d'une personne que si un délit a été commis et qu'elle a des raisons de suspecter sa présence sur les lieux. Elle parle donc souvent de « contrôle de routine » pour se justifier. Mais ce dernier n'existe pas, il n'a aucune existence légale.

Quand il n'y a aucun contrôle d'identité à observer, les brigades en profitent pour informer, pour parler avec les gens (pas uniquement avec les migrants), distribuer des brochures d'information sur les rafles, expliquer les droits face à la police. Chaque semaine, il y a un atelier d'incorporation, accompagné d'une formation légale. Chaque personne doit sortir au moins un fois par semaine.



D.R.

Conférence publique des Brigades de voisinage de Madrid

Questionner des pratiques à la marge de la légalité

Y a-t-il une efficacité de ces brigades de voisinage ? Selon un de leurs membres, bien souvent *"soit on incommode les agents en restant à coté pendant les contrôles, et ils finissent par s'en aller. Soit ils mènent leurs contrôles, mais ils n'arrêtent personne. De manière générale, nous les gênons. Bien sûr, nous rencontrons parfois des policiers qui se fichent de notre présence et qui interpellent sous nos yeux. De toute façon, personne ne peut arrêter une rafle. Nous pouvons seulement parler aux policiers, leur rappeler le cadre légal. Nous essayons de questionner la pratique policière, de poser des questions en pleine rafle, comme « pourquoi emmenez-vous cette personne ? ». Si tu gênes passablement la police, alors le contrôle s'arrête. Parce qu'elle s'occupe plus de toi que de la personne qu'elle avait commencé à contrôler. Je crois que la police n'est pas préparée à donner une réponse aux personnes qui la questionnent. Et beaucoup de ses membres savent qu'ils travaillent en marge de la légalité, donc ils n'osent pas insister."*

Au final, chaque habitant-e se trouve impliquée dans les rafles qui se déroulent dans son quartier, ne serait-ce que par son absence de réaction ou son refus de les voir. Les brigades de voisinage sont dès lors un moyen d'agir par la non-violence pour refuser de se retrouver complices de pratiques que l'on réprouve.

Guillaume Gamblin
d'après le site ArticleXI ■

(1) Cf. Alternatives Non-Violentes n°149, article *Dissuader les violences policières* dans le dossier "Quand la non-violence déjoue la répression". ANV, Centre 308, 82 rue Jeanne d'Arc, 76000 Rouen, http://alternatives-non-violentes.org.

(2) Voir le Comité ICP, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, Tél/fax : 01 45 44 48 25.

Des initiatives locales pour un changement global



Mon dernier voyage, réalisé en avril 2011, intitulé *Morvan en transition* m'a amené à découvrir des initiatives locales de transition. Ce concept est relativement nouveau, comment le situer et le faire connaître par rapport à la décroissance ou le développement durable ? La transition est souvent liée au milieu urbain : comment peut-on développer ces pratiques dans le Morvan, un territoire rural et faiblement peuplé ? Face à l'urbanisation des campagnes, au vieillissement de la population, et à la perte des savoir-faire traditionnels et la hausse du chômage, la voie de la transition ne serait-elle pas une solution ?

Par rapport à mes voyages à l'étranger, cette fois, à part quelques mots de patois, je ne devrais pas avoir la barrière de la langue ! J'avais envie de dépasser la ligne d'horizon que l'on voit tous les jours pour découvrir de nouvelles personnes ou idées directement, sans le filtre d'internet ou des médias. Le voyage *Morvan en transition* doit être mon dixième départ avec un sac sur le dos et un appareil photo en main. Maintenant je souhaite partir à pied depuis mon village pour un voyage local. Celui ci sera plus modeste : 150 km en 10 jours.

Mardi 5 avril : la marche, un loisir ?

Après une semaine de préparation en faisant des contacts par téléphone, je pars d'Auxy, un village à une centaine de kilomètre au Sud-Ouest de Dijon, en bordure du Morvan. Pour ma première étape je marche en direction de la vallée du Mesvrin. Le printemps démarre et les merisiers aux fleurs blanches parsèment les haies et couvrent les chemins d'un toit magnifique. Je retrouve Daniel Desroches, le président de l'association Arroux-Mesvrin-Uchon-Randonnée (AMUR)[1].

La marche est devenue plus un loisir qu'un moyen de locomotion, mais elle pourrait retrouver un regain d'intérêt avec la fin du pétrole pas cher. À plus de 2 ou 3 € le litre il faudra réfléchir à deux fois avant de prendre sa voiture pour aller chercher le pain à 500 m. Pour l'AMUR, la marche est aussi un projet de développement, les mairies sont associées pour conserver les chemins ouverts et des artistes exposent leurs œuvres au bord des antiques voies celtes.



Benoît Kubiak

Daniel Desroches de l'association Arroux-Mesvrin-Uchon-Randonnée (AMUR)

Mercredi 6 avril : un magasin bio

Il n'y a pas de chemin sur les rives du Mesvrin et je longe la voie de chemin de fer où je traverse les prés encore humides.

J'ai rendez-vous à midi avec Tara Tilley dans le village suivant. Pour ne pas arriver en retard je suis obligé de prendre la route et cette marche sur le bitume me coûtera ma première ampoule. Tara à ouvert un magasin bio[2] qui est bien plus que ça et nous avons organisé un repas-débat sur le thème de la transition.



Benoît Kubiak

Tara Tilley du Magasin Solutions Eco

On y trouve des habits issus du commerce équitable, une expo-vente de produits locaux, un coin bibliothèque, et un grand espace de tri. Elle veut créer un lieu de rencontre et d'échange sur les alternatives. C'est d'ailleurs le bilan de notre débat : nous avons les moyens techniques pour réaliser la transition, mais il y a encore du travail pour que les citoyens s'engagent dans la vie publique et participent à la transformation de notre société.

(1) Association Arroux-Mesvrin-Uchon-Randonnée, Daniel Desroches http://marche-amur.blogspot.com.

(2) Magasin Solutions Eco, Tara Tilley http://www.solutionseco.com.


Benoît Kubiak

◀ *Sébastien Corniaux de la Ferme des Z'amis*

Jeudi 7 avril : agriculture bio

J'ai passé la nuit chez Sébastien Corniaux. Il a installé, fin 2009, sa ferme des z'amis pour produire des légumes bio qui alimentent les membres d'une AMAPP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne de proximité[3].

Il prépare ses paniers et son marché avec des ami-e-s, un coup de main bienvenu car le travail est lent sur cette terre qui n'a pas été travaillée depuis des années. L'Autunois ne compte que trois ou quatre maraîchers bio pour une zone de plus de 30 000 habitants : il y a un formidable potentiel de développement et de création d'emplois pour tendre vers l'autonomie et moins dépendre du transport de produits alimentaires.

La première difficulté que nous rencontrerons avec un prix élevé du pétrole ne sera pas de remplir nos réservoirs de voitures mais de remplir nos frigos si les aliments que nous consommons continuent de devoir parcourir des milliers de kilomètres à travers le monde.

Pour mon troisième jour de marche je dois rejoindre la ferme du Rebout[4] sur les pentes du Mont Beuvray qui était déjà habité par nos ancêtres les gaulois : c'est là que Vercingétorix aurait été nommé chef des éduens pour combattre les romains envahisseurs.

Je passe de 290 m à 530 m d'altitude. Ce n'est pas les Alpes, mais ça grimpe quand même. J'arrive à la ferme à la fin de la traite. Ici le lait est transformé en fromage et vendu sur place ou au marché.

Denis Revel est un pionner du bio en Bourgogne depuis 35 ans. Je passe la soirée à le questionner sur son parcours : il habitait le quartier Latin lorsque mai 68 a éclaté ; il part ensuite sur la route mythique de Katmandou en stop. Le monde change et il devient paysan, participe à la création du premier label bio en Bourgogne et s'engage ensuite dans le syndicalisme au sein de la confédération paysanne. Il critique le bio industriel, préfère les produits locaux, et justement, Bio-Bourgogne participe à la création d'un tout nouveau label local : Bio cohérence.

Vendredi 8 avril : vivre localement

Les débats ont duré longtemps la nuit dernière, la reprise est difficile ce matin. Je dois descendre vers la vallée du Méchet pour passer la journée dans le village suivant. Sur les conseils de Denis, je fais le détour par un hameau isolé : je contemple l'un des plus beaux panoramas de mon voyage. La marche facilite la contemplation et me permet de décrocher du rythme trop rapide de ma vie quotidienne entre ordinateur et téléphone portable.

J'atteins la ferme d'Olivier Cattenoz[5] qui est située au milieu de la forêt. Il rentre tout juste du marché où il a vendu son miel et je goûte ses fromages de chèvre qui sortent tout juste du moule. Il me parle de son arrivée et de l'association *Terre de Liens*[6] : cette foncière qui est aussi une association a reçu le terrain en don et lui permet de s'installer.

Il veut construire une fromagerie et cherche un associé : même si la surface agricole est plus petite que celle des voisins, il milite pour une agriculture paysanne et peuplante. Le terrain qui était en maraîchage sera planté pour produire des pommes de terre pour l'AMAPP de Sébastien Corneaux, en attendant que cette terre difficile pour le maraîchage trouve une autre utilisation.

Je laisse Olivier et rejoins Bernard Mugnier au café dans le bourg. Ce journaliste a créé le site d'information *http://gensdumorvan.fr.*

Le projet était au début de créer un système d'échange local : si on se sert en moyenne de sa perceuse douze minutes par an, pourquoi ne pas la prêter en échange d'un autre service ? Cela illustre bien la maxime "moins de biens, plus de liens" pour limiter les biens de consommation dont la fabrication consomme énergie et ressources naturelles qui sont de plus en plus limitées. Le système n'a pas pris mais son site est devenu une référence pour l'échange d'informations locales.

Dimanche 10 avril : fruits et légumes locaux

Je rejoins aujourd'hui une autre vallée et gravis une autre crête pour atteindre ma prochaine étape. Je me promène d'un col à l'autre, chacun marqué par une belle croix en pierre taillée : ces petits cols

Pour poursuivre...

- Seize interviews vidéos font suite à ce voyage : des portraits de paysans, artisans, commerçants, militants associatifs, élus ou employés dans les collectivités territoriales illustrent la transition en milieu rural. A retrouver sur le blog dédié. *benkamorvan.tumblr.com.*
- Vous pouvez demander une exposition de photographies ou des conférences-débats sur la transition en milieu rural, ainsi que sur le précédent voyage de Benoît Kubiak "Avenir Climat" en le contactant via son site internet *http://avenirclimat.info.*
- Une liste de diffusion par mail et un annuaire des alternatives sont créés pour permettre aux professionnels et habitants du Morvan de faire connaître leurs initiatives et d'échanger des coups de mains, écrivez à Benoît Kubiak pour retrouver toutes ces informations : *ben@avenirclimat.info ou 06 19 18 90 97 ou 03 85 54 72 48.*

(3) La ferme des Z'amis, Sébastien Corniaux, Le buisson moniot 71190 Laizy.

(4) GAEC du Rebout, Denis Revel, le Rebout 71990 Saint Léger sous Beuvray.

(5) Olivier Cattenoz, Les Vignes 71990 La grande verrière

(6) Terre de liens, 10, rue Archinard, 26400 Crest, tél : 09 70 20 31 09, www.terredeliens.org.


Benoît Kubiak

➤ *Olivier Cattenoz*

Benoît Kubiak

➤ *Christophe Saudemont devant sa maison basse consommation*



Benoît Kubiak

Voyageur et militant écologiste, Benoît Kubiak a une formation de géographe. Après avoir animé le programme de développement durable d'une Communauté de Communes en Bourgogne il est parti voyager, avec son propre projet, *Avenir Climat* à travers trois continents.

De 2008 à 2010, il a parcouru 60 000 km, sans avion, à la rencontre de celles et ceux qui luttent quotidiennement contre la crise climatique. Après avoir publié près de 150 reportages et participé à quelques manifestations, il a donné des conférences pour des collectivités territoriales engagées dans des Plans Climat ou des Agenda 21. Ses reportages ont également servis pour des projets d'éducation relative à l'environnement.

De l'Afrique de l'ouest au Moyen-orient, de la Scandinavie à la Méditerranée, les initiatives fusent et prouvent que le changement climatique est bien un problème mondial.

reliaient les villages, il y a encore 50 ans, avant que la voiture ne se généralise.

Je retrouve Frédéric et Nathalie Sauger. Au milieu de leur maison, toute de brique et de bois, je vois un immense poêle de masse qui est magnifique et m'impressionne. Fred et Nath ont ouvert "Morvan Bio", un grand magasin de 150m² dédié à l'alimentation bio à Autun[7]. L'offre est diversifiée et permet au client de découvrir toujours plus de produits. Les motivations sont diverses, une meilleure qualité, des produits plus sains et moins cancérigènes, une agriculture non-polluante… Il ont cependant un regret : la production locale de fruits et légumes est très réduite et ne répond pas à la demande sans cesse grandissante.

Lundi 11 avril : énergie photovoltaïque

Je m'arrête ce midi chez Nick et Bénédicte Pasiecznik[8] qui habitent une ancienne ferme de famille, dans l'un de ces nombreux hameaux morvandiaux : quelques maisons isolées au milieu d'une mer de forêt et de prés.

Ils développent un mode de vie selon leurs principes d'une plus grande autonomie par rapport aux énergies fossiles. Les capteurs photovoltaïques fournissent les 3 kw d'électricité nécessaires à la famille et seront amortis en 7 ans.

Quand je leur pose la question du coût de l'installation, ils me répondent que c'est une question de priorité : pourquoi ne pas utiliser de l'électricité non nucléaire au lieu d'acheter une nouvelle voiture ? La forêt fournit le bois de chauffage. Bénédicte est végétarienne, ce qui limite beaucoup l'empreinte carbone des repas et le jardin produit une partie des légumes consommés par la famille.

Nick lui, est spécialisé dans l'édition. Depuis son bureau, il communique grâce à Internet avec ses collègues dans le monde entier. Ils écrivent des livres pour le compte d'universités ou d'organismes de l'ONU. Les thèmes traitent des risques naturels ou de la production de bois d'œuvre dans les forêts en milieu sec. Ce spécialiste du développement a travaillé un peu partout dans la zone intertropicale et il rappelle que le coût de l'énergie touche, en premier, les pays pauvres : le développement doit leur permettre de trouver une autonomie face au Nord et moins dépendre des importations.

➤ *Patricia André devant le Café la Beursonnière*



Benoît Kubiak

Je termine ma journée chez Christophe Saudemont, dont la nouvelle maison, toute en bois, domine le bourg du village. Nouvellement installé dans le Morvan, il a créé son entreprise spécialisée dans l'électricité et le photovoltaïque[9]. C'est lui qui a posé les panneaux chez Nick et Bénédicte. Il souhaite maintenant développer un groupe d'artisans locaux capables de construire des maisons qui tendent vers l'autonomie, sans être dépendant des réseaux d'eau et d'électricité. La transition passe par la création d'activités nouvelles et d'emplois locaux.

Jeudi 14 avril : le partage crée la richesse

Mon voyage se termine à Saint-Brisson, le village où siège le Parc Naturel Régional du Morvan. Je suis invité à un débat dans le café de Patricia André[10] avec une douzaine de personnes. Les échanges portent sur la mise en place d'alternatives : maisons autonomes, monnaies locales, alimentation de proximité… Toutes ces solutions pour une transition existent déjà dans le Morvan à petite échelle, mais il faudrait les généraliser et que ce sujet devienne la priorité des élus.

Le mot le plus récurrent durant la discussion est sans doute « partage », le partage des informations et des savoirs. La solution est sans doute là, car le partage crée l'abondance : face à la pénurie de pétrole, c'est l'ouverture à l'autre qui permettra de limiter l'impact de la crise, le partage des expériences qui permettra de généraliser les alternatives et de trouver des solutions.

Je termine mon voyage le corps fatigué par la marche, mais j'ai découvert de nouveaux paysages magnifiques grâce aux chemins de randonnées qui passent devant ma porte.

J'ai découvert aussi des femmes et des hommes formidables, pleins de projets et d'énergie. Transport, énergie, alimentation, emploi, culture : la fin du pétrole pas cher est un défi important pour un territoire rural, mais nous avons suffisamment de ressources humaines pour nous adapter si nous en avons la volonté.

Benoît Kubiak 



(7) Magasin Morvan Bio, 7 Rue Bernard-Renault 71400 Autun.

(8) Nick et Benedicte Pasiecznik, Villebœuf, 71550 Cussy-en-Morvan.

(9) SNE Entreprise, Christophe Saudemont, http://sne-entreprise.com.

(10) Café La Beursonnière, Patricia Andra, Le bourg, 58230 Saint-Brisson.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.



Magasin bio anti-pauvres

J'habite à 50 m d'un magasin bio et y fais mes courses régulièrement. Non pas que ce soit un excellent choix militant, mais ce serait stupide de prendre ma voiture pour aller jusqu'à *Biocoop*. Je ne vous parlerai pas de la vente de produits polluants (bouteille d'eau, importation), ni de leur enseigne allumée toute la nuit, ni de l'ouverture du magasin certains jours fériés, ni de l'incessante rotation de l'emploi. Le sujet de cette lettre est à mon sens bien plus grave, il s'agit de la gestion des invendus : comme le font la plupart des supermarchés, tous les articles en voie de péremption sont jetés aux ordures chaque jour. Evidemment, le tri, ça ne concerne que le consommateur. Ici les plastiques, métaux, nourriture, verre et papier partent tous ensemble vers le même incinérateur, dans la même poubelle. Tant mieux pour celles et ceux qui améliorent le quotidien en récupérant un peu de nourriture dans cette poubelle. (...)
Mais voilà que l'autre soir, je soulève le couvercle et observe un triste spectacle. La poubelle est remplie d'une quantité remarquable de produits très prisés (viande et poisson) et pour l'occasion, chaque article fut consciencieusement lacéré au cutter, les rendant tous parfaitement impropres à la consommation. Cette pratique, digne des pires exploiteurs de la grande distribution, est particulièrement intolérable en cette période de disette économique.
Ces magasins qui ont fait le choix d'entrer en guerre contre les pauvres en s'assurant que leur nourriture soit gâchée plutôt que récupérée, boycottons les !

Nico
Hauts-de-Seine

Licencié pour de la récup' dans des poubelles bio

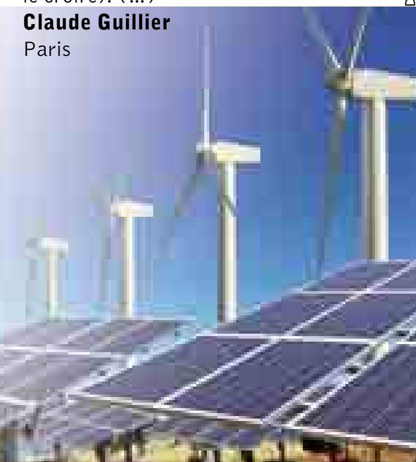
Mercredi mon compagnon vient d'être licencié de son entreprise (un supermarché biologique) pour "faute grave". Le motif invoqué : avoir récupéré dans les poubelles du magasin où il était employé et pour sa consommation personnelle, des denrées périmées, abîmées ou non présentables. Son cas n'est bien sûr pas isolé et il existe des précédents qui ont été portés devant la justice. En dehors du fait que la sanction paraisse disproportionnée au regard des soi-disant préjudices subis par l'entreprise, je pense qu'il est indispensable d'attirer l'attention de tous sur cet immense gâchis organisé, orchestré sous silence par la grande distribution dans un souci, passablement hypocrite, de "santé publique". Certes il est évidemment normal et souhaitable que les distributeurs respectent scrupuleusement la législation concernant les règles d'hygiène (...) et qu'ils retirent de la vente les produits dès la fameuse Date Limite de Consommation (DLC) atteinte. Mais ce zèle hygiéniste semble pour le moins excessif quand ces mesures restent applicables aux produits jetés, destinés à la benne et donc sortis du circuit de distribution !
(...) J'ose suggérer qu'il serait par ailleurs pertinent de prévoir que :
1) Dans un premier temps les produits ayant atteint la DLC, donc impropres à leur commercialisation, soient mis librement à disposition des employés des magasins distributeurs. En contrepartie les employés seraient invités à signer une « décharge » pour dégager l'entreprise de toute responsabilité ultérieure.
2) Dans un second temps, si l'expérience s'avérait réalisable et concluante, cette redistribution gratuite pourrait être étendue aux associations caritatives et/ou aux SDF isolés, lesquels seraient soumis aux mêmes obligations de décharge de responsabilité.
3) Enfin, pourquoi ne pas aussi réfléchir à un étiquetage spécifique des produits ayant dépassés la DLC, de sorte qu'aucune revente ou commerce parallèle ne soit envisageable ?
Sans évoquer les produits non périmés (en-deçà de la DLC) et non souillés, dont seul l'emballage a été détérioré, ou dont le contenant comporte des traces de salissures ou de déformation, pour lesquels la règle de la redistribution en l'état devrait pouvoir s'appliquer d'autant plus facilement.
Au-delà de l'exposé du cas personnel de compagnon, j'espère que mon appel à la solidarité et au civisme sera entendu et que cesse ce scandale obscène et injustifiable qui constitue une véritable insulte à la collectivité et au monde.

Elina Corvin
Val-d'Oise

Les renouvelables ne dépassent pas le nucléaire au niveau mondial

Dans votre brève du n°391 p.21, "Les renouvelables dépassent le nucléaire au niveau mondial", vous mettez en parallèle la puissance totale mondiale du parc nucléaire d'une part, et du parc des énergies renouvelables d'autre part, qui sont maintenant voisins (375 GW et 381 GW). (...) Mais ce n'est pas parce qu'on a des parcs de puissances équivalentes qu'on produit la même quantité d'énergie, car il y a des taux de disponibilité/rendement très différents selon les types de production. (...)
Un réacteur nucléaire tourne sur le long terme à une puissance moyenne de 75% à 80% de sa puissance maximale (ça marche facilement à la puissance maximale quand ça marche, mais il faut compter avec tous les arrêts pour maintenance). Donc par exemple si on a un réacteur dit de 1000 MW, la puissance moyenne produite sur le long terme est entre 750 et 800 MW.
Pour une éolienne, le fait qu'elle ne tourne pas tout le temps à pleine puissance (et quand il n'y a pas de vent, elle tourne même à puissance zéro si l'on peut dire) fait que la puissance moyenne est de 20% à 25% de la puissance maximale, cela en France (mieux si plus venté, en mer par exemple).
Et pour le photovoltaïque, le taux entre la puissance maximale et la puissance moyenne tombe à 10% environ. (...)
Donc si on a un réacteur nucléaire de 1000 MW, il faudra investir dans 3000 MW d'éolien ou dans 7500 MW de photovoltaïque pour obtenir la même production d'électricité. (...) Au niveau mondial, pour remplacer les 381 GW de nucléaire actuel (en supposant que ce remplacement se fasse à part égale par de l'éolien et du photovoltaïque), il faudra investir dans 1632 GW au total, 816 GW d'éolien et 818 de photovoltaïque. Le total des 1632 GW supplémentaires est bien loin des 381 GW déjà installées (mais on y arrivera, je l'espère et veux le croire). (...)

Claude Guillier
Paris


D. R.

Maladies environnementales

Je suis atteinte de MCS, Hypersensibilité Chimique Multiple, maladie environnementale peu connue, atteignant des personnes génétiquement prédisposées (12 à 25 % de la population selon les pays). Vous avez présenté l'association des malades, SOS MCS, dans votre revue. Je suis devenue depuis, hélas, électrosensible et intolérante à la lumière, ce qui me condamne à vivre dans l'obscurité, souvent totale, pour de très larges périodes.
Cela a commencé par des picotements et un échauffement sur les pommettes lorsque je regardais l'écran plat de l'ordinateur. Je n'y ai pas prêté attention. Cela s'est aggravé. Je n'ai toujours pas fait attention et j'ai commencé par ne plus supporter les lampes fluorescentes, puis les autres, puis le soleil et, peu à peu, toute la lumière.
La lumière me brûle de façon très douloureuse, surtout le visage, les mains aussi et parfois cela s'étend sur tout le corps. Cette atteinte due aux fréquences lumineuses de l'écran (peut-être une seule fréquence) est fort bien décrite dans l'ouvrage de la journaliste suédoise Gunnii Nordstrom, *Menaces invisibles*. La Suède compte un certain nombre de cas semblables. Aussi je mets en garde tous ceux qui ressentent ce type de symptôme. N'insistez pas, laissez tomber les ordinateurs. La MCS quant à elle est décrite, ainsi que les produits qui nous menacent, dans le livre de Georges Méar, *Nos maisons nous empoisonnent*. (...)

Chantal Marty
Tarn

Courrier



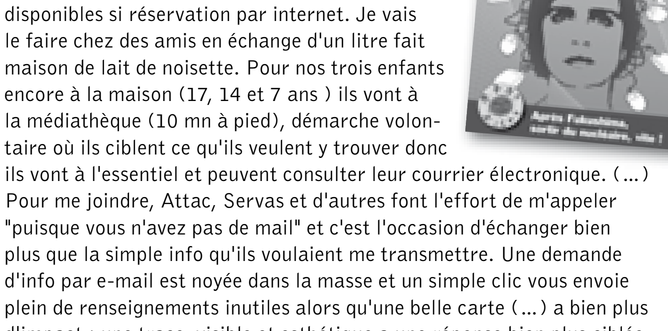
D.R.

De l'agriculture bio pour de l'eau potable

Je cherche des informations pour inviter les élus locaux à mettre les terres où ils captent l'eau que nous buvons en agriculture bio. Nous buvons par le biais de l'eau du robinet de plus en plus de cochonneries et ce serait un moyen "simple" pour y remédier. J'ai déjà la documentation sur la ville de Munich, peut-être avez-vous d'autres sources pour appuyer ma demande auprès de la commune qui a peur de se faire crier dessus par les gros paysans du secteur. (…)

Willy Waber
Saône-et-Loire

Ni ordi ni portable, je vis très bien !



L'abonnement au théâtre : meilleures places disponibles si réservation par internet. Je vais le faire chez des amis en échange d'un litre fait maison de lait de noisette. Pour nos trois enfants encore à la maison (17, 14 et 7 ans) ils vont à la médiathèque (10 mn à pied), démarche volontaire où ils ciblent ce qu'ils veulent y trouver donc ils vont à l'essentiel et peuvent consulter leur courrier électronique. (…) Pour me joindre, Attac, Servas et d'autres font l'effort de m'appeler "puisque vous n'avez pas de mail" et c'est l'occasion d'échanger bien plus que la simple info qu'ils voulaient me transmettre. Une demande d'info par e-mail est noyée dans la masse et un simple clic vous envoie plein de renseignements inutiles alors qu'une belle carte (…) a bien plus d'impact : une trace, visible et esthétique a une réponse bien plus ciblée. Je constate tous les jours l'insistance des amis, collègues qui me reprochent de ne pas "rentrer dans le rang". "C'est indispensable comme outil" ! "Tu verras, il va bien falloir s'y mettre". (…) L'asservissement à la technologie est impressionnant. (…)

Anne Betting
Nord

La gauche et le nucléaire

L'amorce d'une sortie du nucléaire n'étant, malheureusement, point imminente sous nos latitudes, il ne me semble nullement superfétatoire de remémorer brièvement les circonstances dans lesquelles les irresponsables au sommet de l'exécutif engoncèrent la France dans cette voie aussi dangereuse qu'onéreuse.
Si la genèse du nucléaire hexagonal reposa sur un usage militaire, son histoire irrigue, de manière fort édifiante, celle de *«la gauche»* (lorsque j'emploie ce vocable dans un contexte politique, je l'entoure systématiquement de guillemets).
Le 4 mai 1939, le physicien Frédéric Joliot, membre du Parti communiste, déposa à la Caisse nationale de la recherche scientifique (Paris), en compagnie de ses collègues Hans von Halban et Lew Kowarski, trois brevets dont le *«Cas N° 3»* intitulé *«Perfectionnement aux charges explosives»*, le mode d'emploi de la bombe A. Sous son égide, la France acquit l'intégralité de l'eau lourde norvégienne et s'assura de l'approvisionnement en uranium dans le haut Katanga (Congo) ; elle devint la première importatrice de ce minerai. Le co-lauréat, avec son épouse Irène, du Prix Nobel de chimie, en 1935, dirigea, dès sa création, le 18 octobre 1945 par le général Charles de Gaulle, le Commissariat à l'énergie atomique. Il en fut évincé après qu'il eût lancé, le 19 mars 1950, l'Appel de Stockholm afférent à l'interdiction absolue de l'arme de destruction massive dont il apparut, avec les physiciens d'obédience socialiste, Francis Perrin et Yves Rocard, comme un des géniteurs. Le décret du 26 octobre 1954, signé par Pierre Mendès-France, président du Conseil, matérialisa noir sur blanc la détermination de construire le terrifiant engin de mort. Guy Mollet, qui cornaqua, sous la bannière de la Section française de l'Internationale ouvrière, le gouvernement entre le 1er février 1956 et le 13 juin 1957, avalisa le plan quinquennal incluant la force de frappe, alors qu'il avait longtemps prôné une position *«pacifiste»*, majoritaire dans sa formation.
Au printemps 1976, Charles Hernu, Robert Pontillon, Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Lionel Jospin achevèrent, au fil de motions internes aux tournures plutôt floues, de convertir le PS au nucléaire militaire. L'adhésion au volet civil ne tarderait plus. Au préalable, à l'aube d'un scrutin que beaucoup considérèrent comme crucial, il convenait de se démarquer du giscardisme. *Le projet socialiste*, édité au 1er trimestre 1980, insista sur *«l'organisation d'un débat démocratique, non biaisé»*, impliquant *«une opinion informée disposant d'un esprit critique…»*. La nouvelle majorité voterait dès son accession aux leviers de l'État une loi garantissant *«les modalités de contrôle des citoyens et des élus sur le processus de décision»*, tant nationalement que régionalement, y compris dans le domaine de la sûreté nucléaire. Ces points figurèrent également dans les fameuses *«110 propositions»*, dont les auteurs promirent de veiller à une diversification des sources ainsi que le lancement d'un vaste programme d'économies d'énergie…
François Mitterrand abandonna simplement le projet de Plogoff, à la pointe du Raz (Finistère) de même que l'extension du camp dévolu aux jeux guerriers sur le plateau du Larzac. Non seulement le *«florentin»*, maître ès-esquive et manipulation s'empressa d'enterrer le moratoire, comme l'idée d'une consultation du Parlement et a fortiori des citoyen(-ne)s, mais il accéléra la construction en cours des réacteurs, en engagea d'autres, tout en ne modifiant pas d'un iota l'option de la dissuasion.
Nous avons loupé le nécessaire tournant énergétique à cette époque-là. En 1981, la part de l'électricité d'origine nucléaire représentait 38 %. Au terme de la première législature socialo-communiste, le chiffre avoisina les 60 %. Après la cohabitation du 20 mars 1986 au 10 mai 1988, avec Jacques Chirac à Matignon, le retour du PS aux affaires (jusqu'au 29 mars 1993) coïncida avec le quasi-bouclage du parc des centrales. Depuis, la part du courant généré par la fission ne variera plus guère : entre 75 et 78 %. La nomination de deux Verts au sein du cabinet de Lionel Jospin en qualité de ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Dominique Voynet (4 juin 1997 – 9 juillet 2001), puis Yves Cochet (10 juillet 2001 – 5 mai 2002), n'impulsa aucune esquisse d'alternative. L'actuelle maire de Montreuil signa une dizaine de décrets concernant cette occurrence, par exemple l'introduction du combustible Mox dans les installations de Chinon et l'érection de deux tranches à Civaux…
Édith Cresson dont les diverses malversations (favoritisme, népotisme…) ne pesèrent pas pour peu dans la chute, le 16 mars 1999, de la Commission européenne présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer, se singularisa de manière éhontée par ses partis-pris en faveur des lobbies atomique et pétrolier. Alors qu'elle avait notamment en charge à Bruxelles le programme *«Joule»*, elle sabra sciemment, avec le concours de collaborateurs zélés, 655 millions de francs budgétés pour les énergies renouvelables. Des hauts-fonctionnaires tripatouillèrent des études portant sur 936 projets, solaires ou éoliens, en provenance de toute l'Europe. (…)

René Hamm
Bas-Rhin

S!lence : ce courrier pourrait laisser penser que c'est la gauche qui a principalement développé le nucléaire en France. L'augmentation de 38 % à 60 % de la part d'électricité d'origine nucléaire qui a été accomplie sous Mitterrand est essentiellement due à l'aboutissement de programmes de constructions de centrales qui avaient été lancés par la droite auparavant. On peut reprocher à Mitterrand de ne pas avoir arrêté les chantiers, pas de les avoir lancés.

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.



Désobéissons à l'Union Européenne



Aurélien Bernier et M'PEP
Ed. Mille et une nuits
2011 - 167p. - 4 €

Contrairement à l'image d'Epinal persistante que l'on en a, l'Union Européenne est avant tout un projet économique libéral, et cela de Robert Schuman à aujourd'hui en passant par Jacques Delors. Les auteurs montrent en quoi l'UE s'est dotée de barrières qui interdisent toute sortie de l'ultralibéralisme de la part de ses Etats membres, puis évoquent l'insuffisance de la position des partis de gauche qui ne semblent pas prendre la mesure de la situation, en proférant des vœux pieux de justice sociale impossibles à réaliser dans cette situation de blocage institutionnel. Ils appellent donc à la "désobéissance européenne" qui consiste à la fois à refuser les politiques néolibérales de l'UE et à mettre en œuvre des mesures sociales, écologiques, démocratiques contraires au droit européen. Pour cela, il faut rétablir la primauté du droit national sur le droit communautaire via un référendum pour un changement de constitution nationale. Une réflexion nécessaire à discuter. GG.

Confessions d'un médecin révolté



Peter Yoda
Ed. Alain Labussière
2011 - 174 p. - 19,90 €

Une grossesse, une diarrhée, un cancer : aucune de ces trois situations n'est, en fait, une "maladie", mais un symptôme. Et si la maladie n'existait pas ? Que se passerait-il ? Bien sûr, les symptômes seront toujours là. L'auteur, médecin et professeur, démontre le bien-fondé de sa thèse. Puis il explore les terribles conséquences de cette confusion initiale voulue : l'avidité et le cynisme des dominants, leurs stratégies, les morts... comme les guérisons "inattendues". Comment un système s'est construit sur cette confusion et s'auto-entretient, voire se développe. Des révélations qui font froid dans le dos. On comprend que l'auteur se soit protégé par un pseudonyme et derrière l'alibi d'un "roman documentaire". Se voulant, en outre, à suspense et "initiatique", ce roman rebutera légitimement nombre de lecteurs. Ce serait dommage, car les informations qui sont transmises ne se trouvent pas ailleurs et paraissent vraisemblables. À lire notamment pour vivre en bonne santé, ne plus se faire exploiter, ou comprendre le fonctionnement aberrant de toutes nos institutions – fussent-elles "solidaires". JPL

Désobéir à Big Brother

Les Désobéissants
Ed. Le Passager Clandestin
2011 - 64 p. – 5 €

Des techniques développées (nanotechnologies, vidéosurveillance, espionnage informatique...) aux lois répressives (Lopsi) cet ouvrage présente succinctement mais clairement les tentacules de la pieuvre totalitaire qui petit à petit restreint les libertés individuelles.
Après une présentation de ces atteintes à la vie privée et à la surveillance, les auteurs listent les moyens d'actions (logiciels libres, cryptage des mails et des données...) tout en fournissant plusieurs exemples d'actions de désobéissance civile dans la sphère publique comme dans celle du privé.
Un ouvrage clair, concis qui vous permettra un premier bilan alarmant de la situation et saura vous présenter des pistes à explorer pour lutter contre Big Brother de plus en plus présent dans notre quotidien. À diffuser autour de vous pour une prise de conscience et une réaction sociale et politique urgente et nécessaire. JP.

Votre paix sera la mort de ma nation

Hendrik Witbooi
Ed. Le Passager Clandestin
2011 - 176 p. - 16 €

À travers de nombreux courriers entre un chef tribal et des représentants du pouvoir allemand dans ce qui est aujourd'hui la Namibie, nous découvrons un témoignage rare d'un mouvement rebelle face à un colonialisme « administrée » par Guillaume II empereur d'Allemagne.
Hendrik Witbooi, chef de la tribu des Nama, s'est démené de nombreuses années pour que son pays reste indépendant. Au fil de ses témoignages c'est toute la stratégie de colonisation qui est mise à jour. Quand mensonges et manipulations servaient à asservir les populations et à acheter les chefs tribaux, seul Hendrik ne s'est pas laissé avoir par le stratagème. Et quand les indigènes se sont aperçus de leur erreur, il était bien entendu trop tard, l'occupant avait pris le pouvoir, désarmé les tribus et conquis le territoire en installant des migrants et en déployant son armée. C'est ainsi que le dernier mouvement rebelle en Namibie, au début du vingtième siècle, vit la fin d'une tribu massacrée, déportée ou enfermée dans des camps de concentration.
Ce recueil de lettres est des plus prenants même si le chef tribal semble ne pas être des plus francs. Les Allemands étaient des colonisateurs, adroits certes, mais imposant leur volonté à des peuples libres. Qu'ils ont exterminés lorsqu'ils refusaient de se soumettre à leurs lois. JP.

Larzac, de la lutte paysanne à l'altermondialisme

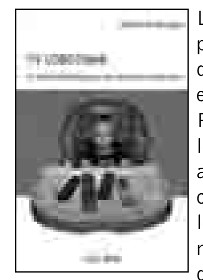
Pierre-Marie Terral
Ed. Privat
2011 - 460 p. - 25 €



Le Larzac devient célèbre à partir de 1971, avec le début de la lutte des paysans contre l'extension du camp militaire. La cause est gagnée en 1981 après des années de lutte non-violente et l'arrivée de la gauche au pouvoir. Le Larzac va ensuite contribuer à populariser d'autres luttes comme celles des Kanak en Nouvelle-Calédonie, avant d'amplifier les revendications altermondalistes dans les années 2000 (et le rassemblement monstre de 2003), et enfin initier le mouvement des Faucheurs volontaires contre les OGM puis récemment le refus des gaz de schiste. L'auteur historien retrace cette épopée et montre comment un mythe est progressivement en train de se mettre en place autour de ce causse de l'Aveyron. FV.

TV Lobotomie, la vérité sur les effets de la télévision

Michel Desmurget
Ed. Max Milo
2011 - 320 p. - 19,90 €



L'auteur docteur en neurosciences présente ici les études publiées dans le monde scientifique sur les effets de la télévision. Affolant ! Regarder la télévision augmente les risques d'obésité, les troubles attentionnels, les troubles du comportement, l'échec scolaire, les grossesses non désirées, la maladie d'Alzheimer, les risques d'infarctus... Pas étonnant quand on sait que le Français passe en moyenne 20 % de son temps de veille, 75 % de son temps libre devant le petit écran ! soit 3h40 par jour. Et la télévision entretient la peur et la violence, tout comme l'individualisme ; ce qui peut expliquer en partie l'évolution de la dégradation de nos modes de vie. La solution est pourtant extrêmement simple : il suffit de l'arrêter ! FV.

Alimentation santé planète
Nourrir la vie

Jean Briffaut
Ed. La Maison Autonome, 44520 Moisdon-la-Rivière
2011 - 195 p. - 20 €

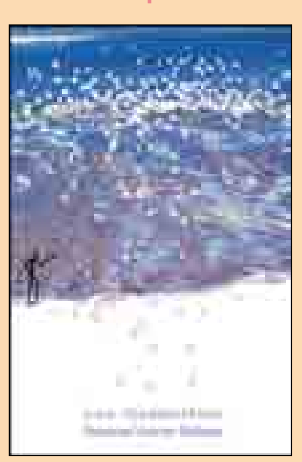


Je suis ce que je mange... et ce que je mange a des conséquences sur notre planète. Sont donc passés en revue les toxiques, les « crises de santé », le système nerveux, mais encore l'alimentation vivante, l'agro-écologie, les « bonnes » pratiques de consommation et,

le livre du mois

Les clandestins

Youssouf Amine Elalamy
Ed. Au Diable Vauvert
2011 - 176 p. - 15 €



Treize personnes se noient en essayant de franchir la Méditerranée à partir du Maroc. Un banal fait divers ? L'auteur dans un texte très poétique donne la parole à chacun des noyés, à leurs parents, au passeur et même à la barque, pour narrer une tranche d'histoire où la traversée de la mer est l'espoir d'une nouvelle vie. Treize itinéraires brutalement stoppés. Treize cadavres qui sortent de l'anonymat pour rappeler que chaque année, le mirage occidental entraîne dans les flots des milliers de victimes (3300 en dix ans au large de Gibraltar). Malgré quelques longueurs, un exercice littéraire remarquable. FV.

plus largement, de santé… Ainsi que leur relation directe à l'empreinte écologique, à la santé de la planète. On peut sauter, le cas échéant, les deux pages sur les auras et les différents « corps », sans perdre, pour autant, la compréhension globale de ce qui est en jeu dans l'acte de s'alimenter. L'auteur a réussi à rendre perceptible cette complexité grâce à (ou malgré) des pages relativement autonomes. On peut effectivement les lire dans le désordre : toutes sont instructives dans leur singularité comme par rapport à leur ensemble. La lecture est facilitée par un graphisme soigné. "Tous les hommes meurent de leurs remèdes et non pas de leurs maladies", comme le disait déjà Molière – cité par l'auteur. Un livre "complet", pour vivre intelligemment notre corps et notre biosphère. JPL

Le livre de Handala

Naji al-Ali
Ed. Scribest
2011 - 175 p. - 15 €

Le dessinateur palestinien Naji al-Ali a été assassiné, à 51 ans, à Londres, en 1987, parce que ses dessins dérangeaient beaucoup de monde – en Israël comme dans le "monde arabe". Auteur pratiquement inconnu en France, ce recueil de ses dessins, patiemment reconstitué, lui rend hommage, un quart de siècle après sa disparition. Organisés en chapitres thématiques, éclairés chacun par un texte bref mais précis, ses dessins nous parlent du conflit israélo-palestinien, mais aussi de nous – qui en sommes partie dès son origine, en 1947. Ils nous montrent aussi la connerie des guerres, la tragique connerie humaine. Handala est un petit garçon que l'on voit de dos dans pratiquement tous les dessins de Naji al-Ali : il se retournera, de face, lorsqu'il pourra rentrer chez lui, en Palestine. Que ce petit garçon continue alors d'être largement imprimé… – comme le note Plantu dans sa préface. Que ce livre ait une très grande diffusion, afin que la vie de cet Handala-ci devienne maintenant aussi brève que possible – que nous puissions enfin vivre en paix ! JPL



Changer le monde sans prendre le pouvoir

John Holloway
Éd. Syllepse-Lux
2007 – 317 p. – 20 €

"Au commencement est le cri", l'opposition, la négativité, la lutte. Mais la révolution qui prend le pouvoir pour abolir le pouvoir revient au point de départ (une révolution est bien un tour complet, un tour de passe-passe). L'exploitation capitaliste (y compris des esprits) se bâtit sur la séparation, voire la rupture, entre le faire et le fait. Les identités aussi. Seul l'anti-pouvoir désaliène des rapports de domination. Ce n'est pas un contre-pouvoir, c'est sa dissolution. On y vient par le « cri » – signe d'une insatisfaction – et par la critique, l'interrogation : « Pourquoi autant d'enfants meurent-ils de maladies curables ? Pourquoi autant de violences ?… ». Un livre majeur pour comprendre pourquoi, depuis des millénaires, les révolutions échouent et les guerres existent, pourquoi nous sommes (auto) aliénés et comment en sortir. La lecture peut en être, parfois, difficile, mais on peut sauter les pages. Une analyse efficace qui enfin ne débat pas du bleu, du vert ou du rouge… pour la couleur des murs, mais qui nous sort des murs eux-mêmes. Un régal. JPL

Romans



Requiem pour un thon

Romain Chabrol
Ed. Les petits matins
2011 - 224 p. - 15 €

Rares sont les romans militants réussis. Celui-ci en est un. Alexandre, militant de Greenfight, une organisation écologiste bien connue, enquête sur les violations aux quotas de pêche concernant le thon rouge en Méditerranée. Au-delà de ce qu'on apprend des pratiques des thoniers, une histoire qui se lit effectivement comme un polar, même si ici les victimes sont les poissons. MB.

Zola Jackson



Gilles Leroy
Ed. Folio
2011 - 154 p. - 5,10 €

Zola Jackson, vieille institutrice, habite dans les quartiers bas de la Nouvelle-Orléans. Après l'ouragan Katrina, les digues sont rompues (volontairement ?) et le quartier noyé sous les eaux. Le roman raconte les souvenirs de cette femme, encerclée par les eaux, qui refuse de suivre les sauveteurs qui ne veulent pas prendre avec eux sa chienne. Alors que l'eau monte inexorablement, l'auteur, prix Goncourt 2007 pour Alabama Song, aborde les multiples facettes de la société américaine. Réalisme et grand suspense. FV.

Jeunesse

La révolte des cocottes



Adèle Tariel et Céline Riffard
Ed. Talents Hauts
2011 - 20 p. - 11,50 €

3-7 ans. Dans le poulailler de Charlotte, ce sont les poules qui s'occupent des enfants et du ménage pendant que le coq et les poulets se prélassent… ça ne peut plus durer ! Bien décidées à imposer l'égalité, Charlotte et les poules vont mettre en œuvre diverses stratégies. Attention ça va remuer dans les nids ! GG.

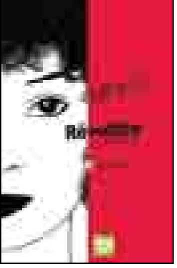
Histoire de genre

Classe de CE1 gagnante du concours Lire égaux et Peggy Nille
Ed. Talents Hauts
2011 - 20 p. - 11,50 €



3-7 ans. Talents Hauts a lancé un concours d'écriture d'un livre contre les stéréotypes de genre. C'est une classe de CE1 du Plessis-Trévise (Val-de-Marne) qui a gagné la publication de ses trouvailles : plusieurs scènes où des enfants déclinent leurs rêves d'activités professionnelles, en décalage avec les habitudes liées au genre. Poétique et joliment illustré. GG.

Clotilde, révoltée, et Corentin, Grave in love





Florence Hinckel
Ed. Talents Hauts
2011 - 121 et 123 p. - 8,90 €

Suite et fin de la série de huit journaux intimes tenus pendant une année par une bande de copains de classe de troisième. Clotilde est révoltée par les injustices, surtout faites aux femmes. Mais comment vivre cela sous le regard moqueur ou indifférent des autres ? Corentin connaît un succès fou avec son groupe de rock. Mais saura-t-il résister à la pression qui le sépare de ses ami-e-s ? Une belle fresque sur l'adolescence qui sait aborder des sujets graves (deuil, anorexie, interrogations existentielles) avec tact et justesse. GG.

Je m'appelle pas Ben Laden !

Bernard Chambaz, Barroux
Rue du Monde, 37 p., 2011, 13,80 €

Dès 8 ans. New York, 2001, Nassir passe son temps avec John, son copain de classe, mais suite à l'attentat des tours jumelles, le climat se dégrade soudain autour de lui, et John lui-même ne veut plus lui parler. C'est trop injuste : "Je m'appelle pas Ben Laden !". Le récit illustré est accompagné de petits encadrés historiques qui mettent en parallèle la petite histoire et les événements historiques qui l'influencent. GG



Le dernier arbre

Christos, Sandra Reichardt
Goutte de sable, 32 p., 2011, 18 €



Dès 5 ans. Deux enfants vivent seuls sur une île dont l'unique arbre leur donne d'excellents fruits, de l'ombre, des jeux et du bois pour cuire les poissons. Mais lorsque le garçon coupe l'arbre pour en faire des machines, le malheur s'abat sur eux : comment vont-ils faire pour se nourrir ? Un livre qui fait réfléchir sur la civilisation technicienne et sur le lien entre les humains et leur environnement. Avec des dessins naïfs et enfantins. GG

Musique

Spaghetto Blaster

Monofocus

Label Irfan
2011 - 11 titres - 55 mn – 13 €

Ils sont de retour pour la joie de nos oreilles et de nos envies de danser. Ce deuxième album signe l'évolution musicale réussie d'un groupe un peu hors normes qui marie sonorité foraine, blues et rock dans un charivari musical des plus entraînant. Peu de paroles, la musique pour une fois se suffisant à elle-même, chose des plus rares de nos jours où la piètre qualité musicale est souvent cachée derrière des paroles.



Pour ce deuxième album, Monofocus a rejoint l'écurie du label Irfan dont je vous ai déjà parlé dans les chroniques précédentes. Encore une fois deux valeurs sûres ont su se croiser à notre grand bénéfice. Ne loupez pas les concerts du groupe. Et attendez-vous à vous laisser porter par vos pieds endiablés par des ambiances des plus rythmées. Allez, cessez donc de parler, dansez maintenant ! JP.

Starmyname

Nicolas

Auto-édition yo@yozik.com
www.starmyname.com/cadeau-enfant-chanson/
2011 - 10 titres - 38 mn - 29,90 €

Projet très original que ce CD à destination des jeunes enfants. L'artiste, alors qu'il va être papa, décide de composer des chansons au prénom de son fils. Devant l'engouement de ses proches, il décide d'enregistrer plusieurs versions avec à chaque fois un nouveau prénom pour personnaliser l'album. Aujourd'hui il propose un album avec un livret à colorier et des autocollants au prénom de 750 enfants.
Chaque chanson propose un instant de vie de l'enfant, de la naissance à la scolarité en passant par l'anniversaire et la récréation. Le résultat est des plus ludique et mélodique, et l'enfant concerné est content d'entendre son prénom tout au fil du disque.
Qui plus est, l'objet est en papier recyclé imprimé à base d'encre végétale et vernis à l'eau !
Très bien conçu et réalisé cet album peut être une idée de cadeau originale et écologique. JP.

Fermer sa gueule

Elizabeth

Editions de l'Impossible
http://elize-chanson.overblog.com
2011 - 12 titres - 34 mn - 18 €

Digne héritière d'une chanson française à texte, inspirée par des Ferré et autres Brassens, Elizabeth, plus virulente que jamais, nous livre un album politique, poétique et inspiré. Ces textes chantés d'une voix qui oscille entre gravité et tendresse ne s'en lassent pas de promouvoir la lutte et la révolution.



Loin des chansons révolutionnairement correctes des tenants de l'industrie, Elizabeth reste une authentique alternative œuvrant dans la chanson populaire à grands renforts de textes sans compromis.
Contre tous les bavardages télévisuels, une chanson populaire dont la violence est salutaire ! JP.

Nous avons également reçu…

■ **Le temps où nous chantions,** *Richard Powers, éd. 10/18, 2008, 1046 p, 10,90 €.* Formidable histoire du racisme aux Etats-Unis à travers la vie d'un couple mixte (noir - juif allemand) et de leurs enfants, prodiges de la musique. Une minutieuse description des mœurs de la deuxième guerre mondiale à nos jours. Des révoltes aux marches non-violentes. On a du mal à comprendre que quelques années plus tard, c'est un de ces métis qui va se retrouver à la tête du pays.

■ **Caucase circus,** *Julia Latynina, éd. Actes Sud, 2011, 296 p. 22,50 €.* Dans un petit Etat du Caucase, voisin de la Tchétchénie, les intrigues entre un gouvernement corrompu, les chefs de tribus et l'autorité russe. Violent et glauque.

■ **Je cuisine les fanes,** *Amandine Geers et Olivier Degorce, éd. Terre Vivante, 2011, 96 p. 12 €.* Une bonne idée que cette quarantaine de recettes qui permettent de valoriser ce que nous prenons pour des déchets…

■ **Fête des morts,** *Olivier Cinna et Stéphane Piatzszek, éd. Futuropolis, 2011, 102 p. 19 €.* Un vieux flic désabusé essaie de stopper une filière pédophile au Cambodge. Dénonciation de la corruption locale. Si le style de dessin est agréable (entre Hugo Pratt et Munoz), faut-il pour autant justifier de la légalité des bordels pour contrer la pédophilie ?

■ **Nous les hommes,** *Christian Voltz, éd. Le Rouergue, 2010, 48 p, 13 €.* Dès 4 ans. Après un match de foot, un homme s'étonne de voir ses amis rentrer chez eux pour faire les tâches ménagères, au lieu d'aller boire un coup. Lui-même, de retour chez lui, sera bien forcé de s'y mettre aussi… Un récit illustré de collages.

■ **Chimères génétiques,** *Julie Lannes, L'Atelier du poisson soluble, 28 p, 2011, 17 €.* Cet album grand format présente des planches illustrées imaginaires inspirées de croisements génétiques réels utilisés pour produire des OGM. Une vision poétique (mais politiquement neutre) qui met en scène une tomate-poisson ou encore du colza-scorpion.

■ **Beignets de cendres,** *Yvan Gradis, éd. Kirographaires, 2011, 121 p., 18 €.* Dans ce second recueil de nouvelles, Yvan Gradis nous emmène sur des chemins où le réel et l'imaginaire se confondent, où l'anecdote se mêle au fantastique et à l'incongru. Treize récits à l'écriture maîtrisée qui nous emmènent dans un univers à la fois étrange et familier. Vous garderez longtemps le souvenir de ces étonnantes histoires.

■ **L'art de la vannerie,** *Eva Seidenfaden, éd. Actes Sud, 2011, 128 p. 39 €.* L'auteur présente en image deux techniques de vannerie : l'une du Burkina, l'autre du Périgord. Si les images ne suffisent pas à bien comprendre, il y a heureusement un CD fourni avec le livre. Pratique pour qui veut commencer à se faire ses paniers.

■ **L'"évidence" du discours libéral,** *Thierry Guilbert, éd. du Croquant, 2011, 134 p. 13,50 €.* L'auteur montre comment en choisissant un certain langage que reprennent la plupart des médias, les partisans de l'ordre libéral, truquent le débat politique. Penser différemment supposerait donc déjà d'avoir conscience de cela pour éviter de croire ensuite "qu'il n'y a pas d'alternatives".

■ **Pour ne pas disparaître,** *Wade Davis, éd. Albin Michel, 2011, 230 p. 22 €.* La perte de biodiversité et de diversité humaine et culturelle nous rend de plus en plus fragile. Si nous voulons sauver la planète, il faut favoriser la diversité à tous les niveaux. Regard d'un anthropologue canadien.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Groupes locaux existants :

> **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.

> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.

> **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.

> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, La Poste, bureau d'instance, 8, rue Gironde, 26110 Vinsobres.

> **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.

> **Besançon.** Martine Lionnet La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 *(pas de rappel pour les téléphones portables).*

> **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.

> **Val-de-Marne.** groupesilence94@voila.fr.

> **Seine-et-Marne.** Collectif écologie durable, Franck Rolland, 11, chemin de la Chapelle-de-Souffrance, 77500 Chelles.

> **Caen.** Fred Burnel, 24, rue de Norrey, 14000 Caen, groupesilence14@yahoo.fr, tél. : 09 81 96 17 51

Devenez Réd'acteur
et gagnez votre abonnement gratuit !

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.
Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique Participer / Ecrire dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion :
Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Comptabilité : Anne-Sophie Cordoeiro : lundi et mardi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)
Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 4e trimestre 2011 - **Tirage :** 5900 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Camille Baran, Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Emilienne Grossemy, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Michèle Pottier, Emmanuel Tissier - **Directeur de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Marie-Anne Chaize, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, Lasserpe, Lécroart - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Pierre Alliot, Stephen Barnwell, Noémie Capdevila, Marie Clem's, Benoît Kubiak, François Lenoble, ONU, Universidad Pablo de Olavide - **Et pour ce n° :** Christian Araud, Yvette Bailly, Marie-Christine Baudin, Noémie Capdevila, Marie Fare, Ingmar Granstedt, Patrick Hubert, Benoît Kubiak, Elisabeth Maheu, Simon Pellet-Recht, Léo Sauvage, Catherine Sergent - **Couverture :** Marie Clem's - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 www.impressions-modernes.fr

Numéros récents

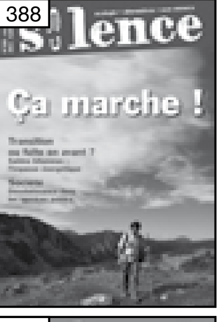
Les numéros encore disponibles en version papier sont indiqués page suivante. Lorsque les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet **(www.revuesilence.net).** Sur ce site vous trouverez également les sommaires détaillés de chaque numéro, ainsi qu'une prévisualisation des quatres premières pages. Mais également nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index… Ainsi qu'un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais. *Ce site est entièrement animé par des bénévoles.*















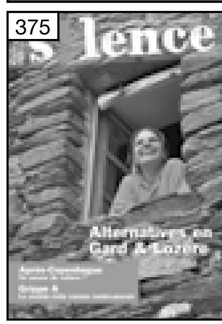























Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Numéros disponibles

- ☐ 360 Autoproduire pour se reconstruire
- ☐ 361 Les nouvelles formes du colonialisme
- ☐ 362 Les jardins partagés
- ☐ 363 Téléphone (insup)portable !
- ☐ 365 Villes vers la sobriété
- ☐ 368 A la recherche de l'écologie radicale
- ☐ 371 Valse des paniers autour des AMAP
- ☐ 372 Démarches participatives d'habitat
- ☐ 374 Le corps, champ de bataille
- ☐ 376 Les murs, médias alternatifs
- ☐ 377 Élues et Genre
- ☐ 378 Apprendre sans école
- ☐ 380 Les frontières de la non-violence
- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 384 Sortir de la bio industrielle : une urgence sociale !
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie

Numéros régionaux

- ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- ☐ 375 Gard et Lozère
- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Vos coordonnées : Merci d'écrire en majuscules

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

Optez pour le virement automatique

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT *J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :*

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐...... € par trimestre (abonnement de soutien)

Important : indiquez vos coordonnées ci-dessus puis remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessous en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER — Merci d'écrire en majuscules

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal : Ville :

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

Date et signature obligatoires :

COMPTE À DÉBITER

Établissement | Code guichet | N° de compte | Clé



D.R.

Vivre ensemble

Twin Oaks

En 1967, aux Etats-unis, un groupe de huit personnes acquit un terrain de 180 hectares pour y fonder une communauté. Quarante ans plus tard, Twin Oaks compte une centaine d'habitants, et a contribué à la création de cinq autres lieux. Voici quelques photos, prises lors d'un voyage réalisé en 2008 par *Noémie Capdevila*. Deux articles complets sur le fonctionnement de la communauté ont été publiés dans les numéros 36 et 37 de la revue d'écologie pratique *Passerelle Eco*.



D.R.



D.R.



D.R.



D.R.



D.R.

1 • Edmund et Rosa tissent un hamac dehors. Twin Oaks tire ses revenus de deux entreprises : l'une fabrique des hamacs, l'autre du tofu. Un maximum d'étapes sont réalisées sur place; ainsi toutes les pièces de bois des hamacs sont faites d'un bois coupé et transformé sur place.

2 • Le secrétariat et les chênes jumeaux qui ont donné leur nom à la communauté. A l'achat de la propriété, c'était l'unique bâtiment déjà existant sur cette propriété de 180 hectares.

3 • La serre où poussent de nombreuses salades durant l'hiver. La communauté produit du lait, des œufs, des légumes, de la viande de bœuf et de poulet, du tofu, ce qui lui permet d'offrir des repas équilibrés à ses membres, qu'ils soient omnivores ou végétaliens.

4 • Kawea, l'une des huit maisons en colocation où les habitants sont répartis. Chacune possède sa propre ambiance, l'une est plus écologique, l'autre plus fêtarde, une autre plus artistique, etc.

5 • L'atelier de poterie. Les possibilités pour occuper son temps libre sont nombreuses. Il existe ainsi une salle de musique, un atelier bois, un club de photographie, un groupe s'impliquant dans une association de soupe populaire, un comité pour rendre la communauté plus écologique, etc.

6 • Piper, 82 ans bénéficie du système de retraite, totalement progressif. A partir de 50 ans, chacun travaille une heure de moins chaque année. Elle travaille actuellement encore 8h par semaine, au secrétariat et en délivrant une aide scolaire aux enfants.